

Quels tribunaux pour juger
les crimes contre l'humanité?

Relations

société politique religion

NUMÉRO 674
février 2002

Sur un pied de guerre

Dieu enrôlé

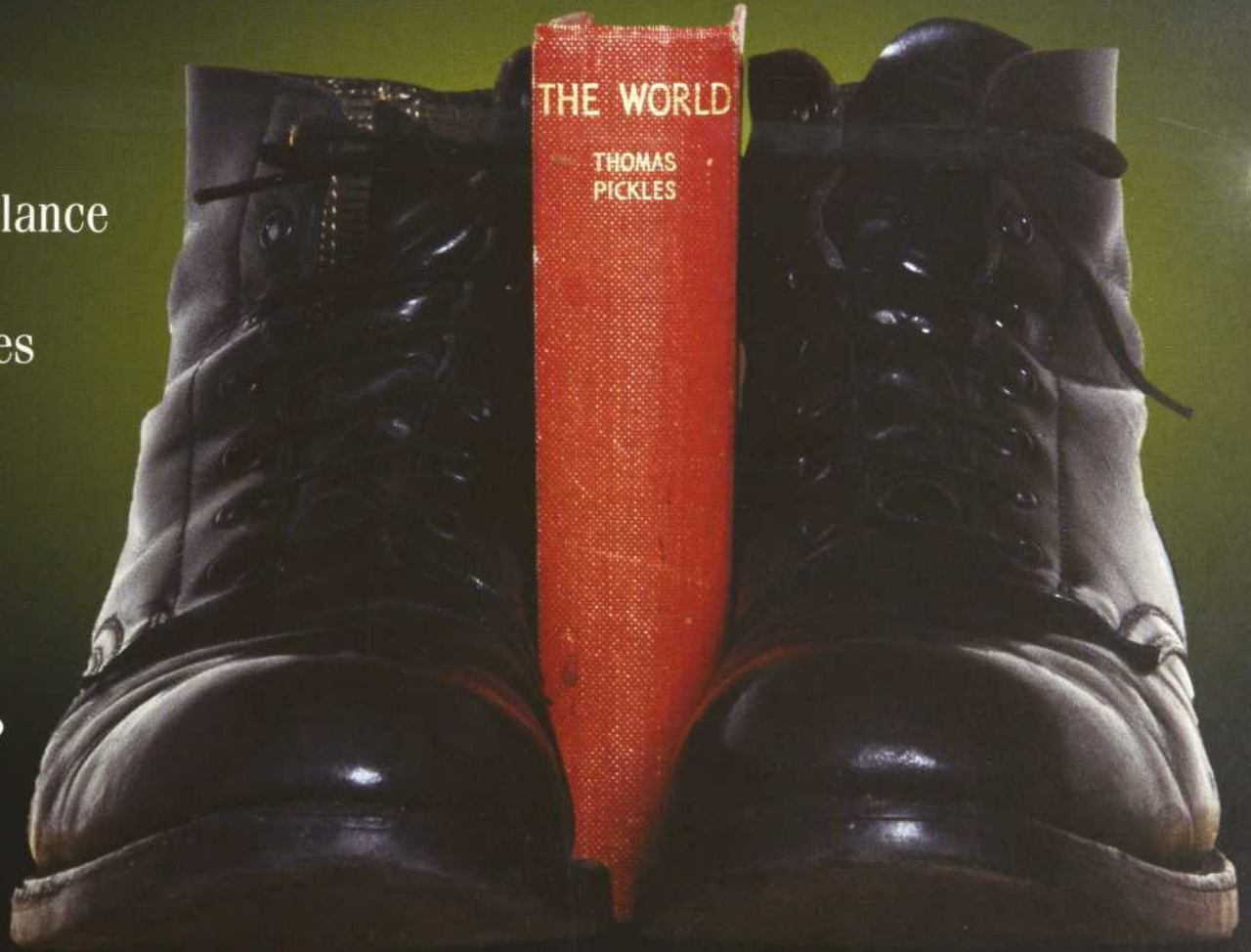
Médias
sous surveillance

Entre Islam
et islamismes

La nouvelle
barbarie

Une logique
de terreur

Où sont
les femmes?



4.95 \$



ARTISTE INVITÉE :
JOSÉE LAMBERT



4 actualités

Horizons

- 9 À L'OMBRE DU DIVERTISSEMENT
DANIEL LeBLOND

ailleurs

- 30 LE SOUDAN EN OTAGE
SIMONE DUMOULIN

CONTROVERSE

- 32 QUELS TRIBUNAUX INTERNATIONAUX POUR
JUGER LES CRIMES CONTRE L'HUMANITÉ?
MARCO SASSÒLI ET MICHAEL MANDEL

34 en bref

feuilleton

- 36 ARCHITECTURE D'UN MARCHEUR (4)
WAJDI MOUAWAD

38 MULTIMÉDIAS

40 Livres

COUVERTURE : DOMINIQUE BLAIN, *THE WORLD*, 1993

DOSSIER

10 SUR UN PIED DE GUERRE

La « civilisation », sûre de son bon droit, est entrée en guerre contre la « barbarie » sans même avoir officiellement déclaré cette guerre. Dans ce combat du « Bien » contre le « Mal », les deux camps se targuent d'avoir Dieu (ou Allah) de leur côté. Comment peut-on penser cette étrange guerre, qui ose à peine se dire, alors même que tout laisse croire qu'après l'Afghanistan, le bruit des bombes – avec leur cortège de « dommages collatéraux » – risque de se faire entendre en Somalie, au Soudan, en Indonésie?

12 DIEU ENRÔLÉ, ROBERT MAGER

14 MÉDIAS SOUS SURVEILLANCE, ANNE-MARIE GINGRAS

17 ENTRE ISLAM ET ISLAMISMES, QUSSAÏ SAMAK

19 LA NOUVELLE BARBARIE, Entrevue avec Michel Freitag

24 UNE LOGIQUE DE TERREUR, JEAN-CLAUDE RAVET

26 OÙ SONT LES FEMMES? TABLE RONDE

ARTISTE INVITÉE

Josée Lambert est photographe dans le domaine culturel. Parallèlement à son métier, elle a entrepris, il y a 10 ans, un travail documentaire sur les populations au Moyen-Orient. S'associant souvent avec des organismes humanitaires et de défense des droits de la personne, elle a entre autres étudié l'impact de l'embargo sur la population civile irakienne. Elle termine présentement une série sur les détenus du centre de détention de Khiam, au sud du Liban, projet auquel Amnesty internationale s'est associée. Fondés sur le droit international, ces projets se caractérisent par l'engagement social. Josée Lambert a été nommée *Artiste pour la paix*, en 1998, pour son exposition *Ils étaient absents sur la photo*.

Relations

La revue *Relations* est publiée par le Centre justice et foi, sous la responsabilité de membres de la Compagnie de Jésus et d'une équipe de personnes engagées dans la promotion de la justice.

BUREAUX

25, rue Jarry Ouest
Montréal (Québec) H2P 1S6
tél. : (514) 387-2541
télec. : (514) 387-0206

relations@cjf.qc.ca

DIRECTEUR

Jean-Marc Biron

RÉDACTEUR EN CHEF

Jean Pichette

RÉDACTRICE EN CHEF ADJOINTE

Anne-Marie Aitken

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION

Jean-Claude Ravet

DIRECTION ARTISTIQUE

Mathilde Hébert

ILLUSTRATIONS

Garnotte

Lino (ecco_lino@hotmail.com)

Marc Séguin

RÉVISION/CORRECTION

Éric Massé

IMPRESSION

HLN, Sherbrooke

COMITÉ DE RÉDACTION

Gregory Baum, Michel Beaudin,
Céline Dubé, Guy Dufresne, Élisabeth
Garant, Joseph Giguère, Fernand
Jutras, Nicole Laurin, Françoise
Nduwimana, Guy Paiement,
Francine Tardif

COLLABORATEURS

André Beauchamp, Dominique
Boisvert, René Boudreault, Marc
Chabot, Jean-Marc Éia, Vivian Labrie,
Jean-Paul Rouleau

Les articles de *Relations* sont
répertoriés dans *Repère* et dans
l'Index de périodiques canadiens,
publication de Info Globe.
Dépôt légal, Bibliothèque nationale
du Québec.

ABONNEMENTS

Hélène Desmarais
8 numéros (un an) : 30 \$
(taxes incluses)
Deux ans : 55 \$ (taxes incluses)
À l'étranger : 35 \$ Étudiants : 25 \$
TPS : R119003952
TVQ : 1006003784

Nous reconnaissons l'aide financière du
gouvernement du Canada, par l'entremise
du Programme d'aide aux publications
(PAP), pour nos dépenses d'envoi postal.

ISSN 0034-3781
Envoi de Poste-publication
Enregistrement n° 09261

Le test du Proche-Orient

En décembre 1993, 415 Palestiniens accusés d'être membres du Hamas étaient expulsés d'Israël vers le Liban. Le 28 janvier suivant, la Haute Cour israélienne consacrait la « légalité » de cette déportation. Encore une fois, l'État israélien ignorait une résolution adoptée par l'ONU. La raison invoquée : la guerre contre le terrorisme, auquel Israël aime réduire la lutte des Palestiniens.

Presque neuf ans plus tard, la « lutte contre le terrorisme » bat son plein à l'échelle de la planète. Depuis le 11 septembre, ce combat aime se croire auréolé d'une nouvelle légitimité. L'ex-maire de New York, Rudolph Giuliani, clamait ainsi, en décembre dernier, que New York et Israël menaient un même combat contre le terrorisme!

C'est dans cette optique qu'Ariel Sharon, tristement célèbre depuis les mas-

roristes palestiniens tout en s'acharnant à détruire la capacité de l'Autorité palestinienne à lutter contre le terrorisme. Une capacité d'autant plus faible qu'en refusant de fait le dialogue politique avec les Palestiniens, l'État israélien s'enferme dans une logique de puissance où la seule langue commune aux deux parties en présence devient celle de la force brute, avec son cortège de massacres et de morts innocents – et avec, évidemment, un déséquilibre des forces parfaitement lisible dans le bilan des morts, beaucoup plus important du côté des Palestiniens.

Toujours soutenu par son fidèle allié américain, qui se présente néanmoins comme « médiateur » dans ce conflit, Israël continue d'ignorer superbement les résolutions de l'ONU enjoignant de se retirer des territoires qu'elle occupe depuis 1967. Non seulement elle refuse de se plier aux demandes de l'ONU, mais elle poursuit la colonisation des territoires palestiniens, demeurant sourde aux innombrables condamnations des différentes capitales du monde – refusant ainsi de reconnaître le droit international. C'est pourtant au nom de la défense de la démocratie et de la primauté du droit qu'on prétend aujourd'hui combattre le terrorisme. Et c'est au nom des mêmes idéaux que le gouvernement canadien, comme tant d'autres, adopte des lois anti-terroristes faisant fi de certains droits élémentaires...

La situation au Proche-Orient révèle, en la grossissant à la loupe, la dynamique explosive dans laquelle se retrouve le monde quand il abandonne l'idéal de paix à un commun assujettissement à une puissance économique, militaire et technique régnant pratiquement sans partage. La *pax americana*, puisque c'est bien de cela dont il est ici question, nous est le plus souvent présentée comme l'extension à l'échelle du globe de la démocratie et du respect des droits. Mais comment parler de démocratie quand l'ONU est transformée en simple béni-oui-oui des volontés américaines, comme si ce qui est bon pour l'Amérique était

nécessairement bon pour tout le monde? Le fait qu'un forum à l'intérieur duquel se déroulent des débats politiques se trouve incapable de traduire dans les faits les décisions qui y sont prises contribue à ériger un mur entre les mots et les actes, comme si les uns et les autres pouvaient demeurer totalement étrangers entre eux. Faut-il rappeler que le terrorisme trouve là son humus, lui qui déferle précisément là où la parole s'absente, laissant parler les faits, qui sculptent à leur façon un silence en train d'envelopper la planète?

Ce numéro spécial de *Relations*, dans ses multiples facettes, témoigne à sa façon de ce péril qui menace aujourd'hui le monde : l'enfermement dans une logique de puissance où la parole, au mieux, ne servirait plus qu'à voiler les intérêts en présence, ou, au pire, disparaîtrait complètement, devenant le vestige d'une époque où les questions de sens – et les mots qui les portent – façonnaient le monde en lui ouvrant l'horizon.

Nous n'en sommes pas encore là, certes. Mais l'inféodation du politique aux contraintes policières et militaires – au nom de la sécurité – menace de miner plus avant un espace public que la logique marchande a déjà largement réduit à un simple espace publicitaire. C'est pourquoi le sort réservé aux Palestiniens prend valeur de test et nous concerne tous. Y a-t-il de la place, dans un monde « mondialisé », pour le politique? Peut-on sans cesse se soustraire, en toute impunité, à la volonté de la communauté internationale? Il ne s'agit nullement ici de remettre en question l'existence de l'État d'Israël, qui est là pour rester. Mais il faudra bien un jour que celui-ci reconnaisse, comme le font d'ailleurs de nombreux Israéliens, que les Palestiniens ont aussi droit à un État. Et que l'actuelle logique de terreur dans laquelle il s'enfonce constitue une voie sans issue.

JEAN PICHETTE

MARJ EZ ZOUHOUR
— ENTRE LE LIBAN
ET ISRAËL. LE 13
FÉVRIER 1993

ENTRE DEUX PAYS,
ENTRE ISRAËL ET LE
LIBAN, JE ME SUIS
RENDUE DANS CE NO
MAN'S LAND, CHEZ
LES 415 PALESTI-
NIENS DÉPORTÉS
PAR ISRAËL EN
DÉCEMBRE 1992.
JE N'ÉTAIS LÀ QUE
POUR QUELQUES
HEURES. ILS Y
SONT RESTÉS PLUS
D'UN AN.

JOSÉE LAMBERT



sacres de Sabra et Chatila, a pu lancer les forces armées israéliennes dans une offensive contre l'Autorité palestinienne, qu'il accuse de ne rien faire contre les Palestiniens commettant d'ignobles actions terroristes. On accuse ainsi Yasser Arafat de complaisance à l'égard des ter-

Quelques leçons d'un départ annoncé

La saga des Expos montre que nationalisme et affaires font bien mauvais ménage

DOMINIQUE BOISVERT

J'étais trois fois propriétaire des Expos : comme citoyen de la Ville de Montréal, comme membre des Caisses Desjardins et comme actionnaire du Fonds de solidarité des travailleurs du Québec, trois des copropriétaires québécois de « nos Zamours ». Grand amateur de baseball, j'ai vu des tas de matches, au parc Jarry comme au Stade olympique. J'ai souhaité activement leur survie à Montréal. Et pourtant, je les regarde maintenant partir sans le moindre regret. Ou plutôt, avec le seul regret de « nous » être fait rouler par un aventurier américain! Pourquoi?

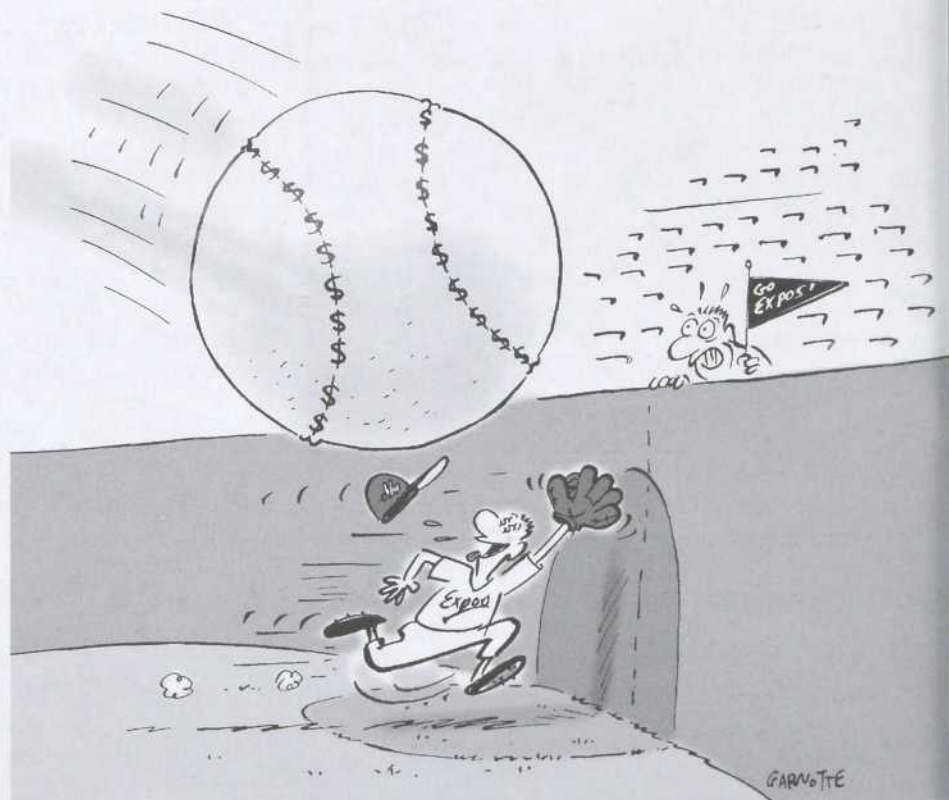
Engouements et désintérêts sont des réalités fragiles. Et à notre époque de super marketing, ce sont des réalités largement fabriquées. Le sport professionnel en est un exemple type : l'identification à une équipe repose de moins en moins sur la qualité du jeu lui-même, ou sur la stabilité d'un noyau d'athlètes, ou même sur une longue tradition gagnante. Ce qui compte, de plus en plus, c'est la mise en marché du produit, sa publicité à coup de nombreuses pages sportives, depuis le camp d'entraînement jusqu'aux éventuelles « séries éliminatoires ». Et dans cette fabrication de la passion, la logique a moins de place que le conditionnement : le stade magnifique qui accueillait annuellement deux millions et demi d'amateurs au début des années 80 était devenu, après plusieurs millions de dollars d'améliorations, un stade pourri, aux foules confidentielles, à la fin des années 90!

Pendant des années, la propriété collective québécoise des Expos a réussi à maintenir un intérêt important pour le baseball malgré l'origine étrangère du sport et de la plupart des joueurs, les « ventes de feu » de nombreuses vedettes et l'incapacité de gagner des championnats. Un peu comme les Gaulois d'Astérix, les Expos parvenaient, avec des budgets minuscules et de jeunes joueurs peu connus mais talentueux, à tenir tête à beaucoup plus riches et puissants qu'eux. Il y avait sans doute là un peu de la fierté de David au pays des Goliath.

Mais quand la logique marchande s'est définitivement emparée du club, quand il a fallu construire un nouveau

stade au centre-ville, comme on fait aux USA, et chercher de nouveaux investisseurs américains (qui allaient rapidement devenir les véritables propriétaires), l'identification au caractère distinct des Expos s'est rapidement effritée. Pire, on s'est même mis à détester, à travers Jeffrey Loria, tout ce que les Américains peuvent symboliser de suffisance, d'arrogance et de recherche individualiste du profit. Et dire qu'on s'était laissé impressionner par le fait que le marchand d'art parlait français!

S'il y a une leçon à tirer de cette interminable saga, c'est que nationalisme et affaires font bien mauvais ménage. Quand Marcel Aubut a vendu les Nordiques, plusieurs lui ont reproché d'avoir préféré son profit personnel immédiat à la survie problématique d'une équipe de hockey professionnel au Québec. Rétrospectivement, nos propriétaires québécois des Expos auraient mieux fait de l'imiter et de vendre carrément l'équipe à



Péril en la demeure

des intérêts américains il y a deux ans, plutôt que d'être graduellement et honteusement dépouillés de leur chemise par leur nouveau partenaire américain.

Il n'y a pas de mal à vouloir préserver des acquis ou des symboles collectifs, même en matière de sport professionnel : mais il faut être prêts à en payer le prix. Si nous voulons conserver des équipes dans des ligues professionnelles américaines, il nous faut absolument être prêts à fonctionner différemment, ne serait-ce qu'en raison du bassin de population, de la valeur de la monnaie canadienne, de la culture francophone, etc. Et tenir tête ainsi aux Américains ne pourra se faire que d'une manière collective. C'est pourquoi la survie des Expos à Montréal aurait été davantage possible si les propriétaires québécois avaient choisi d'y associer directement les amateurs et la population, en en faisant une propriété collective, plutôt que d'aller chercher des renforts auprès d'investisseurs privés étrangers. Dans le meilleur des cas, l'équipe continuait de se développer à Montréal. Et dans le pire des scénarios, tous les investisseurs québécois, individuels et collectifs, tiraient eux-mêmes profit de la vente ou de la fermeture de la concession!

Que risque-t-on de perdre avec les Expos? Certes pas le baseball ni la pratique sportive, que plus de 30 années d'Expos n'ont pas sérieusement développés. Nous perdrons l'un des innombrables spectacles disponibles en ville, une industrie peu génératrice d'emplois, surtout saisonniers, une vitrine touristique nord-américaine et un symbole sportif auquel Montréal pouvait s'identifier. Mais il nous reste le Canadien au hockey. Et peut-être mieux encore les Alouettes, au football, qui ont réussi depuis cinq ans tout ce que les Expos ont gâché : l'intégration du sport professionnel dans la communauté. ●

La démocratie fera-t-elle les frais de la lutte contre le terrorisme?

CLAUDE RIOUX

On nous a prévenus : la guerre au terrorisme sera longue et se mènera sur tous les fronts. Telle une arme biochimique, la politique de George W. Bush est extrêmement nocive pour la santé démocratique de son pays et celle du monde entier. Le président des États-Unis vient de créer des tribunaux militaires spéciaux pour juger, condamner et exécuter en secret les étrangers résidant dans le pays et soupçonnés d'entretenir des liens avec l'ennemi. Ces commissions militaires pourront opérer dans n'importe quel pays.

C'est presque devenu un automatisme aux États-Unis. En effet, les commissions militaires ont été instituées pour la première fois durant la guerre de conquête contre le Mexique (1846-48), guerre au cours de laquelle le tristement célèbre général Winfield Scott a fait juger et exécuter des milliers de civils mexicains défendant leur territoire contre l'invasion impérialiste. Conjugée à la volonté du FBI d'interroger plus de 5 000 personnes d'origine arabe résidant aux États-Unis, cette politique réactivée par les soins de M. Bush évoque le sort réservé aux civils (citoyens ou non) d'origine allemande et japonaise se trouvant sur le territoire étatsunien durant la Deuxième Guerre mondiale, lesquels ont été parqués par milliers dans des camps de concentration.

Contrairement à ce qu'on pourrait croire, cette façon de rendre « justice » est n'importe quoi sauf négligente et téméraire. Il suffit, pour s'en convaincre, de se placer dans la perspective de l'accusateur. L'avantage évident de ces tribunaux saute alors aux yeux : ils sont secrets et les preuves déposées par la poursuite sont protégées du sceau de la confidentialité.

Tout indique, en effet, que parmi ceux qui seront accusés de collusion avec le terrorisme se trouvent de nombreux informateurs et collaborateurs des services secrets des États-Unis. Les commissions militaires spéciales pourront donc faire taire les curieux qui pourraient se demander, par exemple : quelle était la teneur des discussions tenues entre Oussama ben Laden et un agent de la CIA en juillet dernier, à l'occasion d'une rencontre dans un hôpital américain de Doubaï, aux Émirats arabes unis? Ou encore : quelle est la nature des liens qui unissent les familles Bush et ben Laden depuis plus de 20 ans? On sait que de tels rapprochements – imprudents, insolents, outranciers – pourraient être suggérés par des commentateurs naïfs de l'actualité, surtout s'ils savent que M. George Bush père était un magnat du pétrole texan et un ancien directeur de la CIA...

Cette façon de mener la guerre contre le terrorisme devrait d'autant plus nous inquiéter que le Canada s'appête lui aussi à renforcer son arsenal répressif avec les projets de loi C-36 et C-42. Définition d'acte de terrorisme frisant la paranoïa, détentions préventives, liquidation du droit au silence, création de zones militaires, resserrement des mesures contre les réfugiés, désignés à la vindicte populaire comme autant de terroristes potentiels : désormais, toute personne pourra être emprisonnée 72 heures sans voir un juge, interrogée sans avoir droit au silence, suivie, policée, surveillée, fichée, observée, espionnée, filmée... Comme disait l'autre, « pour un tel inventaire, il faudrait un Prévert ».

Mais pourquoi, au juste, une loi antiterroriste? N'existe-t-il pas déjà un code pénal? Détourner un avion sur la tour Ville-Marie, séquestrer une personne, faire exploser une bombe dans une



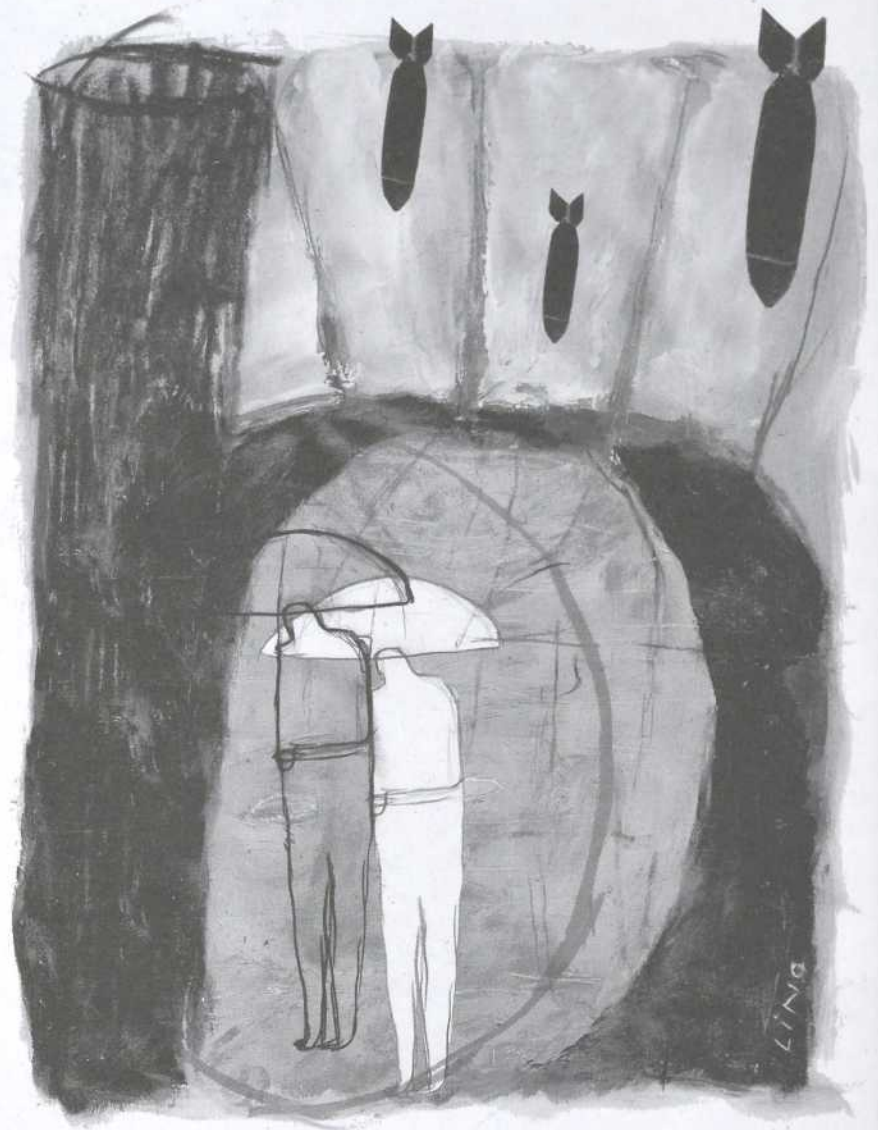
L'AUTEUR EST
AGENT DE RECHERCHE
AU CENTRE JUSTICE
ET FOI



pizzeria ne sont-ils pas déjà des actes criminels sanctionnés par la loi et passibles des peines les plus lourdes? Faut-il vraiment donner des pouvoirs renforcés aux forces policières? N'ont-elles pas auparavant procédé en toute impunité à des arrestations abusives, à des écoutes électroniques généralisées, à une répression musclée de manifestations légales pacifiques et à plus de 3 000 arrestations de militantes et militants au cours des cinq dernières années?

Les raisons profondes d'un tel durcissement répressif résident évidemment ailleurs et visent au moins autant les supposés terroristes que les organisations antimondialisation. À cet égard, les dispositions visant à déclarer des zones de sécurité militaire (dans lesquelles les soldats pourront agir en toute impunité), si cela s'avère nécessaire pour les « relations internationales », ne sont pas étrangères au fait que le Canada s'apprête à être l'hôte du sommet du G-8, à Kananaskis, au printemps prochain... ●

LINO, GUERRE
NOIRE, 2001



Consensus contre la mondialisation néolibérale

Les opposants au projet de ZLEA se mobilisent pour construire des Amériques solidaires

DORVAL BRUNELLE

L'AUTEUR, PROFESSEUR DE SOCIOLOGIE À L'UQAM, EST DIRECTEUR DU GROUPE DE RECHERCHE SUR L'INTÉGRATION CONTINENTALE

Quelque chose a changé sur la scène internationale avec les manifestations de rue survenues lors de la rencontre de l'APEC, à Vancouver, en 1997; durant celle de l'OMC, à Seattle, en décembre 1999; pendant le troisième Sommet des Amériques, à Québec, en avril 2001; puis la rencontre du

G-8, à Gênes, en juillet 2001. Il n'est plus une seule rencontre internationale, voire une rencontre multilatérale, qui ne soit occasion pour les opposants à la libéralisation extrême des marchés de manifester leur opposition aux négociations en cours.

Mais ces oppositions de rue ne représentent qu'un aspect, sans doute mineur, du phénomène de remise en question

des paramètres du néolibéralisme et de la contestation de la libéralisation. Car toutes ces organisations qui s'emploient à définir les paramètres d'une mondialisation alternative représentent une autre dimension de l'actuelle remise en cause de l'ouverture sélective des marchés. Pour un nombre important d'entre elles, la mondialisation n'est pas venue se substituer aux dossiers et aux enjeux sur lesquels elles travaillaient antérieurement; elle est venue tout simplement s'y ajouter. On pense ici au mouvement syndical, au mouvement des femmes, aux groupes environnementalistes, aux asso-

ciations étudiantes et aux groupes voués à la défense des droits humains qui ont été aux premières lignes de la mise sur pied de coalitions et autres réseaux d'opposition à la libéralisation extrême ces dernières années.

Le mouvement d'opposition au libre-échange dans les Amériques représente à cet égard un cas d'espèce tout à fait intéressant. Né au Québec et au Canada dans la foulée des toutes premières négociations de libre-échange engagées entre le Canada et les États-Unis, en 1985, ce mouvement s'est rapidement étendu aux États-Unis et au Mexique dans la foulée des négociations engagées à trois, à compter de l'hiver 1991, qui ont conduit à la signature de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), en 1993. Il s'est déployé ensuite vers le Sud, dans la foulée cette fois du premier Sommet des chefs d'État et de gouvernement des Amériques, tenu à Miami en décembre 1994. On se souvient que c'est à l'occasion de ce Sommet qu'a été dévoilé le projet de Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA). En 1997, à Belo Horizonte, des coalitions du Sud et du Nord ont mis sur pied l'Alliance sociale continentale (ASC), sous l'égide de laquelle a été organisé le premier Sommet des peuples des Amériques, à Santiago, en avril 1998, tout juste avant le deuxième Sommet des Amériques.

C'est aussi sous l'égide de l'ASC qu'a été organisé le deuxième Sommet des peuples des Amériques dans la ville de Québec, en avril 2001, sous la responsabilité conjointe du Réseau québécois sur l'intégration continentale (RQIC) et de Common Frontiers, le réseau canadien.

Depuis le deuxième Sommet des peuples, la lutte contre le projet de ZLEA s'est considérablement amplifiée, comme peut en témoigner la convocation de la première Rencontre continentale de lutte contre la ZLEA, à La Havane, en novembre dernier. Cette rencontre visait, entre autres choses, à préparer le Forum social mondial II qui aura lieu, cette fois encore, à Porto Alegre, du 31 janvier au 5 février 2002. Le moment fort de cette rencontre de plus de 800 délégués venus

de la quasi totalité des pays des Amériques a été l'adoption d'une déclaration et la mise au point d'un plan d'action. La déclaration *Consensus de La Havane* prend le contre-pied du *Consensus de Washington*, qui représente une sorte de manifeste néolibéral auquel souscrivent la Maison-Blanche et les grandes organisations économiques internationales ayant leur siège social dans la capitale.

La Déclaration définit clairement les enjeux : pour construire des Amériques solidaires, il faut mener le combat contre le projet de ZLEA. Le Plan d'action prévoit le lancement d'une campagne continentale d'information et de formation sur le projet des Amériques, l'élargissement des coalitions, de même que le resserrement des liens entre les réseaux et les mouvements opposés à la libéralisation extrême à travers les Amériques, l'interpellation des parlementaires et la mobilisation des peuples. Dans ce contexte,

deux événements à venir revêtent une grande importance : la septième Rencontre des ministres du Commerce des Amériques à Quito, en Équateur, en novembre 2002 et, bien sûr, le quatrième Sommet des Amériques, à Buenos Aires, en 2003. Il s'agit non de concentrer toutes les énergies sur l'organisation de manifestations là-bas, mais bien de mobiliser partout dans les Amériques à ces occasions.

Le RQIC est toujours très actif dans le dossier, mais il n'est pas le seul, loin de là, puisque de nombreux autres groupes étaient à La Havane et que ceux qui n'y étaient pas n'ont pas fait relâche. C'est dire que les coalitions et autres tables de convergence conservent encore et toujours leur raison d'être. Site à consulter : alcaabajo.cu. ●

Le réaménagement du territoire rural

La participation des citoyens est plus que jamais une condition nécessaire à la survie et à la consolidation du monde rural

GUY DUFRESNE

Au Québec, l'organisation municipale connaît depuis longtemps l'alternance de deux politiques, l'une visant les pôles urbains et l'autre l'espace dit régional. Ainsi, si les années 1970 ont été celles des Communautés urbaines, les années 1980 furent celles des municipalités régionales de comté (MRC), alors que les années 1990 ont été marquées par la régionalisation administrative. Plus récemment, le gouvernement semble être revenu à des préoccupations plus locales en procédant à la réorganisation des pôles urbains (réfor-

mes Trudel et Harel). Déjà, le gouvernement est en train de mettre en œuvre la réorganisation des 96 MRC. Quelles pistes d'action sont privilégiées? Quels intérêts dominent?

L'objectif premier était de diminuer le nombre de municipalités de façon à consolider les pôles urbains et à accroître la capacité administrative de ceux-ci. Cette opération passait par des regroupements, des fusions municipales, dans les régions métropolitaines et par la suite dans les principales agglomérations de recensement. L'organisation de ces nouvelles entités municipales, surtout issues de la loi 170, fut modifiée par l'adoption,





en juin 2001, de la loi 29. Ces nouvelles municipalités sont en place depuis janvier 2002. Il reste au gouvernement à procéder à des ajustements de manière à en stabiliser le fonctionnement. La réforme municipale modifiée par la loi 29 venait également introduire un autre front en matière de réorganisation du territoire, celui des MRC.

La loi 29 distingue, pour la première fois, deux catégories de MRC dans l'espace régional. La première catégorie est celle des 28 MRC, à caractère rural et urbain, avec une agglomération urbaine de plus de 10 000 habitants. La seconde catégorie est composée des 48 MRC rurales qui n'incluent pas d'agglomération de recensement, selon Statistique Canada. À la catégorie des MRC rurales, il faut ajouter Aufray et Bécancour, qui ont demandé ce statut, soit un total de 50 MRC rurales. Bien que la loi 29 autorise une MRC rurale à élire son préfet au suffrage universel, seulement trois d'entre elles ont jusqu'à présent fait ce choix. Il s'agit là d'une bien faible avancée démocratique. Enfin, on ne peut aborder la situation des MRC rurales sans prendre en compte la loi 184, adoptée elle aussi en juin 2001, qui consacrait une place privilégiée aux représentants agricoles avec la création des Comités consultatifs agri-

coles (CCA) au sein des MRC, un dispositif essentiellement corporatiste.

La loi 29 introduit deux compétences obligatoires supplémentaires en matière de gestion des cours d'eau et d'évaluation foncière, ainsi que quelques compétences facultatives. La MRC qui, dans l'exercice de ses pouvoirs, déciderait d'aller au-delà des normes gouvernementales devra justifier sa décision devant le CCA. Dans l'état actuel de l'organisation du monde agricole, c'est donner beaucoup de place à l'Union des producteurs agricoles (UPA). Limiter la ruralité aux seuls intérêts agricoles est une courte vue quand on sait qu'aujourd'hui les agriculteurs constituent moins de 10 % de la population du monde rural. L'enjeu premier de la réorganisation des MRC rurales, pour les citoyens du territoire concerné, consiste à ne pas se laisser réduire à une fonction de stricte ressource agricole. La difficulté à penser le territoire rural de manière plus large est manifeste dans la perspective dominante du gouvernement et de l'UPA. Or les instances politiques locales sont redevables devant les citoyens, qu'ils soient producteurs agricoles ou non.

Les municipalités et les MRC en milieu rural demandent une consolidation en termes de démocratie locale et d'action citoyenne. Pour cela, il importe que la diversité et la complexité du vivre ensemble sur un territoire soient tout à

la fois soutenues et confortées par les outils collectifs que sont les institutions politiques et administratives locales. La domination d'intérêts corporatistes ou gouvernementaux qui contribuent à réduire le territoire rural et ses habitants à une fonction de ressource, de manière à limiter toute autre possibilité de développement socio-économique, fait peu de cas de l'avenir de ces territoires.

L'avancée possible d'une démocratie locale en milieu rural exige que les collectivités disposent de capacité réelle de s'orienter et de se coordonner. Il importe que le gouvernement du Québec respecte la capacité et la volonté des populations locales et de leurs élus de réglementer leur territoire. Bien sûr, la cohabitation des usagers et des intérêts appelle un arbitrage; c'est là précisément le rôle de la politique municipale que de contribuer à la construction de l'intérêt général d'une collectivité. Mais pour que cela soit non seulement possible mais réalisable, encore faudrait-il que le gouvernement construise l'organisation politique et administrative du territoire rural à partir de la représentation et de l'action des citoyennes et des citoyens, plutôt que de miser sur ses liens privilégiés avec des intérêts spécifiques. ●



SCÈNE DE LA VIE
RURALE, CANAPRESS/
MICHAEL LEA,
2000

À l'ombre du divertissement

DANIEL LeBLOND

Depuis mon enfance, je suis fasciné par l'image. Je suis né avec l'avènement de la télévision et très tôt j'ai été initié à la photographie, découvrant et explorant les capacités de mon regard, scrutant mon environnement à la recherche de je ne sais trop quoi. Par la suite, l'image s'est faite mouvement; le cinéma et la vidéo sont devenus mes moyens privilégiés d'expression. Il y a dix ans, ce goût de l'image en mouvement a soudainement disparu. J'ai découvert alors le plaisir intense et silencieux du dessin et de la peinture. Depuis lors, je peins...

Avec cette découverte, mon regard et ma réflexion sur l'art ont changé. Par le cinéma, j'étais au cœur de l'industrie et du divertissement; par la peinture, je me sens plus près de la création.

Fidèle à l'intensité du combat avec la matière, l'artiste se libère de ses conditionnements pour communiquer avec son être profond et développer une vision singulière de l'univers, de l'existence, de l'humain. La création est avant tout course à la liberté, forage intérieur, loin du discours tout fait et du jugement : un art au service d'aucune cause, un art en quête, en recherche. Tel est l'enjeu remis entre les mains qui refaçonnent la matière, qui réinventent les sons, qui remodèlent le corps en mouvement.

D'œuvre en œuvre, l'artiste creuse sa singularité. Il apprivoise son mystère. Au cœur de sa recherche souvent souffrante, teintée d'angoisse et de peur, jaillit l'émerveillement. Une ouverture le propulse hors de lui, sur le chemin de la rencontre de l'univers, des autres, de l'Autre. Par cette relation, l'artiste dé-

couvre sa véritable singularité qui l'ouvre sur l'universel et lui fait rencontrer tous les humains au-delà des différences. De-bout, il se sent actif, en parfaite harmonie avec l'élan vers la vie qui l'habite.

Loin de l'industrie de l'art et du divertissement, dans des ateliers de solitude et souvent de misère, mais peuplés de lumière, j'ai rencontré des créateurs et des créatrices fidèles, cherchant au risque de leur vie, de leur équilibre, à être, cherchant l'Être. Un art qui donne à être.

L'art erre, cherche et découvre le droit à l'erreur, se libère des modes et des morales, des esthétiques et des regards pour reconquérir sans cesse l'être toujours en mouvance.

La matière a ses contingences, ses limites, sa singularité. Elle aspire, elle aussi, à les transcender et à être. Seul l'humain par son regard, son geste habile et habité, la remet au monde et lui donne une véritable existence. L'artiste la transforme, lui infuse son expérience intérieure et incarne en elle ce qu'il a d'unique.

Un art qui donne à être, voilà selon moi la véritable nature de l'art, voilà l'art « sacré ». Celui-ci prend place dans notre société et ses défis majeurs. Nous vivons dans le faire, dans le contrôle, sous le joug de plus en plus lourd des règlements, morale sournoise de notre temps. Nous sommes asservis par des conditionnements, des blessures, des plaies ouvertes. L'art peut nous redonner le goût d'être, le goût de l'Autre et de notre dignité.

Nous devons effectivement travailler sans répit à éliminer la faim et la misère matérielle qui nient les droits essentiels à toute dignité. Mais cette dignité est désormais mise en péril par l'absence d'intériorisation, d'intégration, de créativité,

de singularité, de générosité. L'art participe en profondeur à l'ouverture de l'être, au don de soi.

La liberté fondamentale de l'art est provocante, dérangeante. Elle se pose toujours en terme de marginalité et souvent d'exclusion. L'artiste met toujours les idées reçues, les certitudes de chaque époque sur l'humain et son destin, au banc des accusés. Pourtant l'art s'est souvent travesti pour servir d'autres causes : religieuses, idéologiques, économiques. Or l'art n'est esclave de personne ni de rien. Il erre, cherche et découvre le droit à l'erreur, se libère des modes et des morales, des esthétiques et des regards pour reconquérir sans cesse l'être toujours en mouvance.

Cet art existe et vit dans notre monde qui parfois voudrait l'asservir à la théorie ou l'anéantir dans le divertissement et l'engourdissement. Nombreux sont ceux et celles qui interrogent par leurs pratiques artistiques et qui remettent en question les évidences de notre société d'aujourd'hui. Ils cherchent désespérément à se réapproprier leur dignité, à s'ouvrir généreusement à la vie et à dépasser les conditionnements de tous ordres.

Voilà l'effet humanisant et divinisant des chefs-d'œuvre qui ont traversé le temps, voilà aussi le cri et le prophétisme d'œuvres actuelles souvent occultées par nos regards asservis par l'apparence et la matière. ●



L'AUTEUR, JÉSUITE,
EST DIRECTEUR ARTIS-
TIQUE DU CENTRE
DE CRÉATIVITÉ DES
SALLES DU GESÙ

Sur un pied de guerre

JEAN-CLAUDE RAVET

Le monde entier a été mis sur un pied de guerre dès la mobilisation générale lancée par l'ultimatum du président Bush, au lendemain des événements du 11 septembre : « Si vous n'êtes pas avec nous, vous êtes avec les terroristes! ». Les sociétés démocratiques décrètent des lois qui frisent celles d'États policiers, sans compter que le chemin vers la Guerre des étoiles est dorénavant aplani. La paix n'a jamais été autant indésirable!

Et pourtant le discours médiatique laisse peu entendre la dissonance face à cette logique de guerre qui se subordonne les institutions juridiques et politiques (voir *La logique de terreur*). *Relations* veut offrir un autre son de cloche à ce concert belliqueux. L'article d'Anne-Marie Gingras (*Médias sous surveillance*) lève en ce sens un pan du voile qui couvre les médias en temps de guerre.

L'absence de paroles de femmes sur la guerre, dans les médias entre autres, est à la fois problématique et significative. Cette invisibilité est d'autant plus révélatrice quand on la met en lien avec la récupération de la ques-

tion des femmes, de la part des belligérants, pour justifier après coup la guerre. Ce silence a fait l'objet d'une table ronde, *Où sont les femmes?*, à laquelle ont participé quatre femmes du comité de rédaction de la revue.

Robert Mager, dans *Dieu enrôlé*, jette un regard critique sur les discours qui détournent la religion au service d'une guerre – sans métaphore – du Bien contre le Mal. Cette polarisation délirante du « eux » et du « nous », au nom de soi-disant guerres de religion ou de chocs de civilisation, masque « l'intolérable déséquilibre socio-économique du monde actuel » et le rôle que jouent les certitudes immuables dans cette fuite en avant dans la guerre.

Michel Freitag, pour sa part, nous fait sentir la menace que fait peser *la nouvelle barbarie*, propre à la mutation postmoderne de la société. En effet, avec la modernité – même si la révolution rationaliste battait en brèche la pluralité de civilisations, le destin commun de l'humanité se réduisant au progrès de la Raison –, l'écart était toujours maintenu entre la réalité empirique et les représentations idéales qui lui servaient de légitimation. Celles-ci permettaient un regard critique sur le réel et donc sa remise en cause. Or la domination sans phrase d'une logique purement opérationnelle, où le politique se dissout dans l'économie et la technique, abolit cet écart : seul compte le fonctionnement auto-régulé, efficace, productif du système. Ce qui est bon est ce qui est, rien de plus. « Cela représente la négation même du concept de civilisation ».

La guerre déclarée au nom de la liberté immuable sera-t-elle le fossoyeur de la démocratie?

Ce dossier fera l'objet d'une entrevue à l'émission *Une planète, des religions*, diffusée le dimanche, à 23 h 00, à l'antenne de la Première chaîne de la radio publique de Radio-Canada. L'entrevue sera disponible sur Internet, à l'adresse suivante : www.radio-canada/radio/planete

IL ÉTAIT UNE FOIS AÏTAROUN

À Montréal-Nord, il existe un petit quartier surnommé par ses habitants « Le petit Aïtaroun ». Ces habitants sont en majorité des gens déplacés par les Forces de défense israélienne lors de leur occupation du Liban Sud. Jusqu'à tout récemment, à Montréal-Nord, on pouvait voir dans leur demeure des photos de leur maison de ferme ou de leur terre, et dans leurs yeux, on distinguait nettement l'espoir du retour. Aïtaroun est le nom de leur village d'origine.

De 22 000 habitants en 1978, au début de l'occupation des terres, la population était passée à moins de 6 000 habitants lors du retrait des troupes israéliennes en mai 2000.

En août 2000, j'ai accompagné un de ces déplacés qui retournait à Aïtaroun.

Une quinzaine de photographies et de courtes légendes retracent les retrouvailles de cet homme avec ses amis de jadis, avec sa terre et, surtout, avec les lourds souvenirs qui hantent encore les lieux.

Ce projet est un hommage aux individus déplacés par les conflits armés actuels : ils sont plus de 20 millions aujourd'hui. Des nomades malgré eux.

Josée Lambert



Monsieur Toufic Mansouri à l'entrée de son village natal

Cela faisait plus de 10 ans qu'il attendait le moment du retour, et plus de 20 ans qu'il espérait voir son village libéré des troupes d'occupation. Emprisonné à plusieurs reprises pour son implication au sein du syndicat des agriculteurs du tabac, il a été expulsé de la zone après sa dernière détention, du 13 novembre 1989 au 28 janvier 1994. Ce matin d'août 2000, il a tenu à ce que je sois à ses côtés pour immortaliser le moment. Aïtaroun est bel et bien libéré.

Dieu enrôlé

Dans le conflit actuel, chacun cherche à mettre Dieu au service de sa politique. Le fondamentalisme religieux et l'idéologie néolibérale se rejoignent dans cette manipulation parce que l'un comme l'autre s'appuient sur des certitudes qui, excluant tout espace de jugement, sont prêtes à se transformer en certitudes immuables.

ROBERT MAGER

L'AUTEUR EST
PROFESSEUR AU
DÉPARTEMENT DE
THÉOLOGIE ET DE
SCIENCES RELIGIEUSES
DE L'UNIVERSITÉ
DU QUÉBEC À
TROIS-RIVIÈRES ET
CHERCHEUR AU CENTRE
INTERUNIVERSITAIRE
D'ÉTUDES QUÉBÉCOISES

Le philosophe Jean Baudrillard a qualifié l'attentat du 11 septembre d'« événement symbolique d'envergure mondiale ». La date choisie (une journée internationale de la paix), les cibles visées (de hauts lieux de la puissance économique, militaire et politique américaine), les symboles en cause (l'Amérique, l'islam, le terrorisme, la guerre, la mort), tous ces éléments, et bien d'autres, forment une nébuleuse qui défie la pensée. Si les événements récents ont donné lieu à des analyses pénétrantes et à des jugements mesurés, ils ont également prêté flanc à des déclarations et à des actions fondées sur des vues contestables telles que le « choc des civilisations » (Huntington), la « fin de l'histoire » (Fukuyama), une guerre de religions, etc. Comme l'a souligné Edward W. Said, de l'Université Columbia, dans un article du quotidien *Le Monde* (26

octobre 2001) : « Il est plus simple de proférer des déclarations belliqueuses pour mobiliser des passions collectives que de réfléchir, d'examiner, d'expliquer ce à quoi nous sommes confrontés en réalité, l'interconnexion d'innombrables vies, les "nôtres" autant que les "leurs". »

« Eux » et « nous »

La polarisation du « eux » et du « nous » a notamment pris la forme d'interprétations religieuses délirantes et ce, de tous côtés. Des médias arabes, et non des moindres, ont soupçonné les « organisations sionistes » ou le gouvernement américain d'être à l'origine des attentats. En Inde, des responsables hindous et bouddhistes ont vu dans les bombardements américains en Afghanistan la punition divine encourue par les talibans pour avoir détruit les bouddhas géants de Bamiyan. Aux États-Unis, les prédicateurs Jerry Falwell et Pat Robertson ont lié l'attentat de New York à un jugement de Dieu contre les païens, les avorteurs, les féministes, les gais et lesbiennes, l'*American Civil Liberties Union*, en fait, « tous ceux qui ont tenté de séculariser l'Amérique ».

Les acteurs principaux du conflit ont eux-mêmes polarisé celui-ci en termes religieux. Ben Laden a parlé « d'une guerre religieuse à sa base, les peuples de l'Orient étant les musulmans [...] contre le peuple d'Occident qui sont les croisés ». Le président Bush, pour sa part, n'a cessé d'amalgamer le nationalisme américain et la symbolique religieuse dans ses discours. S'il a démenti que la guerre en cours soit dirigée contre l'islam (le terme « croisade » a été lâché mais vite repris), il a constamment interprété l'ensemble des événements comme un affrontement entre le Bien et le Mal, où l'Amérique, « phare de lumière », se verrait confier la mission d'« éradiquer le Mal du monde ». « L'histoire a un auteur », a-t-il affirmé devant les Nations unies, « un auteur qui remplit le temps et l'éternité de son dessein », le Bien étant assuré de prévaloir contre le Mal. De même devant le Congrès américain : « La liberté et la peur, la justice et la cruauté, ont toujours été en guerre, et nous savons que Dieu n'est pas neutre face à elles ».

Dieu avec nous?

Dieu avec nous? On n'en est jamais très loin. Le soir de l'attentat, le président Bush citait le psaume 23 : « Je ne crains aucun mal, car tu es avec moi ». Il clôt depuis lors plusieurs de ses discours par le très national *God Bless America*. Quant aux mouvances terroristes, assimilées ouvertement au fascisme,



Le sentier menant à la maison natale de monsieur Mansouri

Tout le village embaume le tabac, la principale ressource de la région. Et c'est pour protéger l'économie du village que monsieur Mansouri avait mené des luttes avec les agriculteurs locaux à titre de trésorier et de responsable des communications au sein du syndicat des travailleurs du tabac.

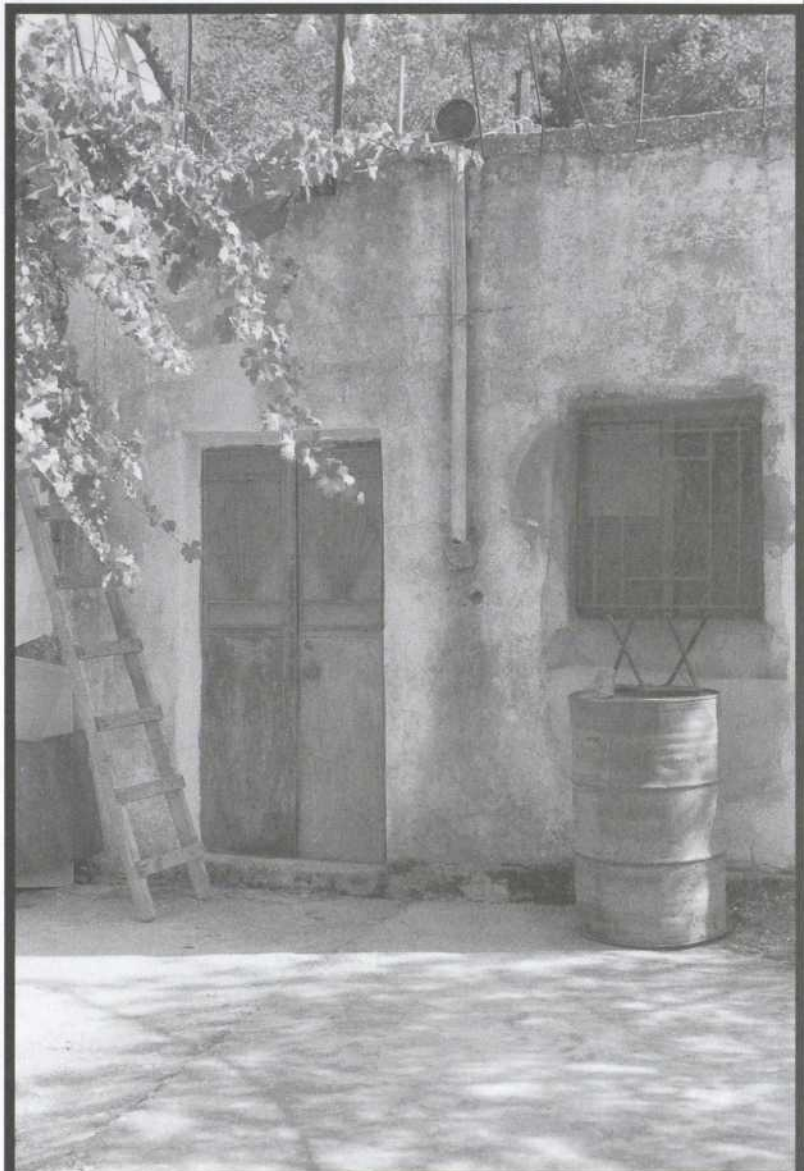
au nazisme et au totalitarisme, « elles osent demander la bénédiction de Dieu », mais « le Dieu d'Isaac et d'Ismaël n'exaucerait jamais une telle prière ». En revanche, c'est « après avoir beaucoup prié » que le président engage la guerre et exhorte ses concitoyens au « sacrifice ». Ce combat est celui du « monde » et de la « civilisation »; il est mis à l'enseigne de la « liberté immuable » et de la « justice éternelle ».

En contraste avec cette rhétorique théologico-politique, les autorités religieuses du monde ont généralement réagi avec des appels à la prudence. L'institution d'Al-Azhar, haute autorité musulmane du Caire, a rejeté toute interprétation des événements en termes de guerre de religions, de choc des civilisations ou de choc des cultures. Les associations musulmanes américaines ont condamné l'attentat le soir même et ont joint leurs voix à celles des Églises américaines pour demander que la quête de justice et de paix prévale sur tout sentiment de vengeance. Alors que la guerre s'intensifiait sur le terrain afghan, la voix des Églises (y compris l'Église méthodiste unie à laquelle appartient le président Bush) s'est faite de plus en plus critique, condamnant « la violence sous toutes ses formes » et exigeant que les enjeux sociaux et humanitaires reviennent au premier plan des préoccupations.

Religion et violence

Et pourtant... les religions, et l'islam au premier rang, ne sont-elles pas omniprésentes dans les événements? Le 25 septembre, rapporte P. de Beer, le Conseil indonésien des oulémas « appelait tous les musulmans du monde à s'unir pour combattre au nom d'Allah en cas d'agression des États-Unis et de leurs alliés contre l'Afghanistan et le monde islamique » (*Le Monde*, 6 octobre 2001). Dans nombre de pays, la population musulmane a manifesté son indignation et sa colère devant l'intervention américaine, voire sa sympathie pour les talibans. Ne faudrait-il pas voir dans l'attentat « islamiste » et la riposte guerrière de l'Occident « chrétien » des avatars de l'intolérance qui, selon la vieille thèse sans cesse ravivée, serait inhérente à tous les monothéismes? Assisterait-on à une nouvelle actualisation du potentiel de violence que recèleraient constitutivement les trois religions abrahamiques?

Les meilleurs commentateurs invitent à des positions plus mesurées. Said écrit : « Nous vivons une période de tension, mais mieux vaut penser en termes de communautés puissantes et sans puissance, de politiques séculières de la raison et de l'ignorance, de principes universels de justice et d'injustice, plutôt que s'égarer en quête de vastes abstractions susceptibles de fournir d'éventuelles et éphémères satisfactions, mais peu de connaissance de soi ou d'analyse informée. » L'historien Antony Sullivan invitait dès 1999 à démystifier l'opposition entre un « Occident chrétien » et un « monde arabe musulman », en soulignant l'importance de l'islam dans la genèse même de l'Occident, le fait qu'« il y a plus de musulmans en Malaisie seulement (185 millions) que dans tout le monde



La porte d'entrée de la maison de son enfance
C'est là que la guerre toucha la famille de plein fouet, le 13 octobre 1977, lorsqu'une balle perdue tua Nazha, la jeune sœur de monsieur Mansouri. Nazha n'avait que 17 ans.

arabe », leur présence massive en Asie, en Afrique et, de plus en plus, en Europe, aux États-Unis, etc.

Pour sa part, le directeur d'un quotidien libanais remarquait récemment que « si la confrontation actuelle était vraiment un conflit de civilisations ou de religions, en particulier islamo-chrétien, le Liban avec ses dix-sept communautés, précisément musulmanes et chrétiennes, en aurait été la caisse de résonance idéale et l'explosion s'y serait déjà produite » (*Le Monde*, 10 novembre 2001).

Les actes terroristes ont pourtant bien eu lieu et leurs auteurs présumés se réclament de l'islam. Protester que « l'islam est une religion de paix » et citer en ce sens des passages du Coran ne vide pas la question. Toute religion est susceptible de verser dans la perversion, l'oppression et la violence. Cette cri-

tique est amorcée, et pas seulement à l'externe. Said cite Eqbal Ahmad qui, en 1999, fustigeait dans un hebdomadaire pakistanais « les mutilations de l'islam opérées par les absolutistes et les tyrans fanatiques, dont l'obsession de régir le comportement privé favorise "un ordre islamique réduit à un code pénal, dépouillé de son humanisme, de son esthétique, de ses quêtes intellectuelles et de sa dévotion spirituelle". Ce qui "entraîne l'affirmation absolue d'un seul aspect de la religion, généralement sorti de son contexte, au total mépris de l'autre. Ce phénomène dénature la religion, altère la tradition et fausse le

processus politique partout où il se développe". » De même, l'écrivain Tahar Ben Jelloun dénonçait récemment « le front du refus, refus du dialogue, refus de vivre ensemble, refus de l'État de droit, un front où l'amour de la vie a été remplacé par l'amour mystique de la mort, la mort qu'on se donne et qui se donne au plus grand nombre d'ennemis, un front qui a cultivé le ressentiment et les certitudes » (*Le Monde*, 2 novembre 2001).

Ressentiment et certitudes

Ressentiment et certitudes : deux mots clés qui permettent d'éclairer un peu la situation. Le ressentiment d'abord. On ne naît pas terroriste; le refus des explications, sous prétexte qu'elles « excuseraient » la folie meurtrière, ne mène à rien. Par-delà la richesse de ben Laden et les motivations de sa mouvance, la symbolique de l'attentat et la joie mal contenue qu'il a suscitée dans nombre de pays pointent vers l'intolérable déséquilibre socio-économique du monde actuel et le rôle actif que jouent les États-Unis dans le maintien de ce désordre.

Baudrillard écrit : « Ce n'est donc pas un choc de civilisations ni de religions, et cela dépasse de loin l'islam et l'Amérique, sur lesquels on tente de focaliser le conflit pour se donner l'illusion d'un affrontement visible et d'une solution de force. Il s'agit bien d'un antagonisme fondamental, mais qui désigne, à travers le spectre de l'Amérique (qui est peut-être l'épicentre, mais pas du tout l'incarna-

tion de la mondialisation à elle seule) et à travers le spectre de l'islam (qui lui non plus n'est pas l'incarnation du terrorisme), la mondialisation triomphante aux prises avec elle-même. » Ce questionnement est fondamental, et aussi difficile à mener aux États-Unis que l'autocritique de l'islam l'est en pays musulman, comme a pu le constater l'écrivaine Susan Sontag, dont les charges dans le *New Yorker* contre « la superpuissance auto-proclamée » a provoqué « un tollé d'une rare violence » (Sylvie Kauffmann, « Le consensus patriotique », *Le Monde*, 14 novembre 2001).

C'est que là où règnent les certitudes, la critique ne fleurit pas. La certitude – qui n'est pas la foi! – réduit l'espace de jeu nécessaire à la formation du jugement. S'il y a dans la religion, monothéiste ou autre, un potentiel d'intolérance et de violence, comme dans tout système de croyances (politiques, scientifiques, économiques, etc.), c'est précisément dans la mesure où celles-ci peuvent dégénérer en certitudes immuables. Le fondamentalisme religieux et l'idéologie néolibérale sont ici sur

Médias sous surveillance

ANNE-MARIE GINGRAS

La guerre et la lutte contre le terrorisme soulèvent un paradoxe : c'est le moment où l'intérêt des citoyens et des citoyennes pour l'information politique est, semble-t-il, le plus vif, alors que l'information est la plus contrôlée et la plus trompeuse. Rappelons-nous la guerre du Golfe... On l'avait déclenchée après une campagne de relations publiques fondée sur l'histoire du vol des incubateurs de bébé dans les hôpitaux koweïtiens par des soldats irakiens. Ces derniers en auraient profité pour abandonner à leur triste sort plusieurs dizaines – les chiffres ont varié – de nouveaux nés prématurés, jetés sans ménagement sur le plancher froid de l'hôpital. Le Congrès américain, l'ONU et même Amnistie internationale, entre autres, avaient condamné cette barbarie qui avait suscité un vent d'indignation. La publicité autour de cette affaire avait pavé la voie à un vote majoritaire (mais de fort peu) au Congrès permettant de déclencher la guerre contre l'Irak. Cette histoire, inventée de toutes pièces, était le cœur de la stratégie de la compagnie de relations publiques Hill & Knowlton. Une soi-disant réfugiée koweïtienne réclamant l'anonymat était le seul témoin des faits et elle avait comparu avec force émotions lors des audiences du Congrès américain; c'était la fille de l'ambassadeur koweïtien qui s'exécutait avec talent devant des congressistes bouleversés.

Les gouvernements, même démocratiques, cherchent à façonner autant que faire se peut leur image publique et celle de leur héritage politique. En temps de guerre, cette tendance prend des proportions inquiétantes. Un rapport de l'organisme Reporters sans frontières rendu public un mois après les attentats du 11 septembre faisait état des nombreux obstacles



La sœur de monsieur Mansouri, Zaïna

C'est elle qui, au cours des années d'occupation, veilla sur les biens de la famille. Au cours des 10 dernières années, Zaïna fut la seule de la famille à demeurer au village. La légende dit qu'elle aurait caché dans son grenier à grains plusieurs jeunes qui fuyaient l'enrôlement forcé au sein de la milice alliée de l'État israélien. On les recrutait dès l'âge de 15 ans.

le même terrain, qui ne laisse place à aucun doute et qui revient à se mettre « en position de Dieu (de toute-puissance divine et de légitimité morale absolue) » (Baudrillard). Au *God Bless America*, l'écho répond alors « *God is America* », et la bonne conscience s'avère prête à tout. « On ne fait jamais si bien le mal que lorsqu'on le fait avec conscience », disait Pascal.

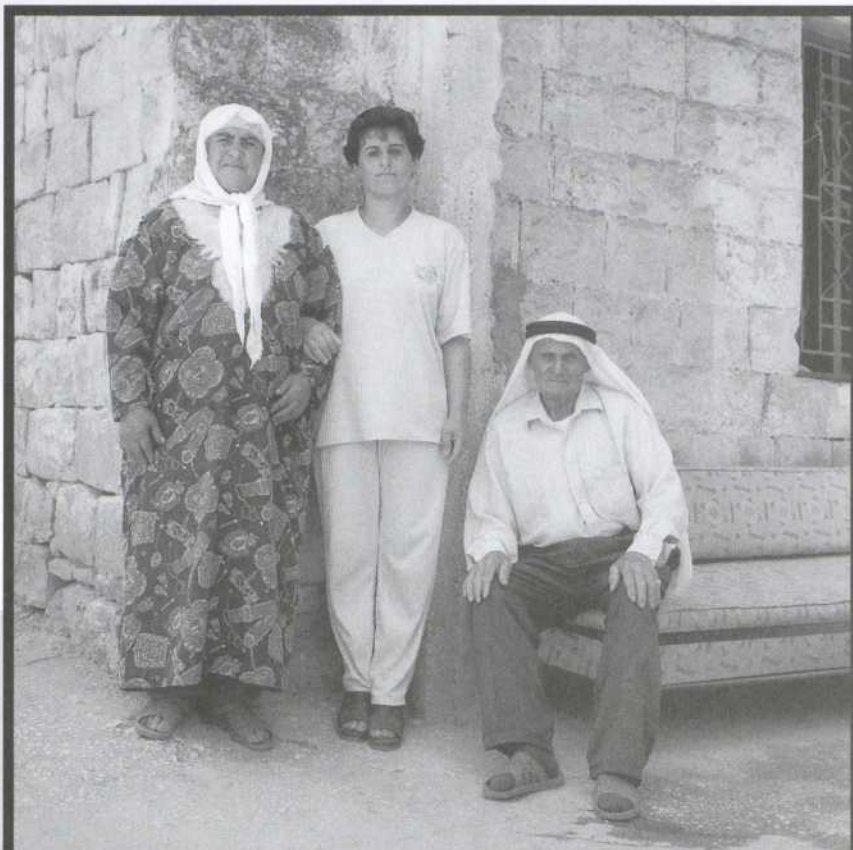
Maintenir l'écart

Le nom de Dieu devient alors un objet de manipulation. Ce péril guette toute expérience religieuse, dans la mesure où ce sont toujours les humains qui disent Dieu et proclament sa transcendance. Il est facile de perdre de vue l'écart que la parole religieuse instaure et masque d'un même souffle. Ce n'est pas le monothéisme qui est « génétiquement » intolérant, mais bien toute croyance qui perd le sens de

à la production d'informations indépendantes et critiques; on licencie des journalistes pour avoir critiqué le président américain, on note une surveillance accrue du Web, l'administration américaine intervient auprès des médias pour faire taire la voix de ben Laden – pourtant d'intérêt public –, CNN demande à ses journalistes de ne pas trop faire état des victimes civiles, etc.

Lors de la rédaction de cet article, une deuxième réunion venait d'avoir lieu entre l'administration américaine et les producteurs de cinéma. Les réflexions se poursuivaient quant à l'opportunité pour Hollywood de contribuer à l'effort de guerre. Si le recours au cinéma nécessite une certaine planification, il n'en va pas de même pour les quotidiens, la télévision et la radio. Dans ces médias, les messages gouvernementaux s'insèrent naturellement dans une routine organisée, celle de la cueillette d'informations dans des lieux jugés pertinents et auprès de sources estimées crédibles. Dans les médias traditionnels, c'est surtout l'expertise des sources, leur légitimité et leur représentativité qui déterminent la valeur de la nouvelle (en plus de son caractère sensationnel). Or les gouvernements sont des sources crédibles par excellence. En temps de guerre, ils constituent les principaux « définisseurs primaires » dictant le sens premier à donner aux événements.

Trois problèmes majeurs se posent aux journalistes en temps de guerre. D'abord, la vérification de l'information est au mieux périlleuse, au pire inexistante. Les journalistes sont condamnés à reproduire les messages officiels et les rumeurs qui émanent des ministères de la Défense, des agences de services secrets, etc. Les messages des gouvernements alliés ne font l'objet d'aucune vérification et à la moindre remise en cause, les journalistes sont rabroués. Personne ne peut attester des opérations militaires – même *a posteriori* – bien qu'elles constituent au plus fort des combats l'essentiel des nouvelles (et non l'essence de l'information). Les journalistes relaient les interprétations militaires et politiques de leur gouvernement et des instances politiques diverses, comme l'ONU.



Les voisins de monsieur Mansouri à Aïtaroun, la famille Taubeh
Hanna Taubeh, que l'on voit ici en compagnie de ses parents, est l'une des villageoises qui a payé cher le prix de l'occupation. Détenue pendant plus d'un an, en 1988, sans accusations précises, la milice en place, l'Armée du Liban Sud (ALS), lui aurait ensuite confisqué ses papiers. Ils étaient plusieurs au village à devoir rester sur place, comme Hanna. Aïtaroun était devenu sa prison.

Seule l'expertise extérieure aux officines gouvernementales peut faire contrepoids aux informations officielles, mais le sens critique des analystes ainsi que leur degré d'assentiment au pouvoir ne sont pas toujours très clairs. Pour l'opération *Liberté immuable*, les journalistes relaient aussi les informations provenant de médias situés en pays musulmans (comme la chaîne Al-Jazira du Qatar), en précisant toutefois que les événements ne peuvent être vérifiés.

L'information périlleuse qu'on veut confirmer sur le terrain a aussi une valeur relative. Mis à part les grands mouvements de troupes et la prise de certaines villes, les journalistes sont condamnés à faire du « journalisme de trottoir », c'est-à-dire à produire des nouvelles sans ressources d'archives et sans experts. Ils discutent avec les individus rencontrés ça et là... Quelquefois des représentants de groupes sont interviewés sans que leur représentativité, leur position idéologique et leur passé ne soient connus.

Cela mène au deuxième problème majeur auquel sont confrontés les journalistes : l'interprétation à donner aux faits s'insère dans les schémas intellectuels des journalistes et colle

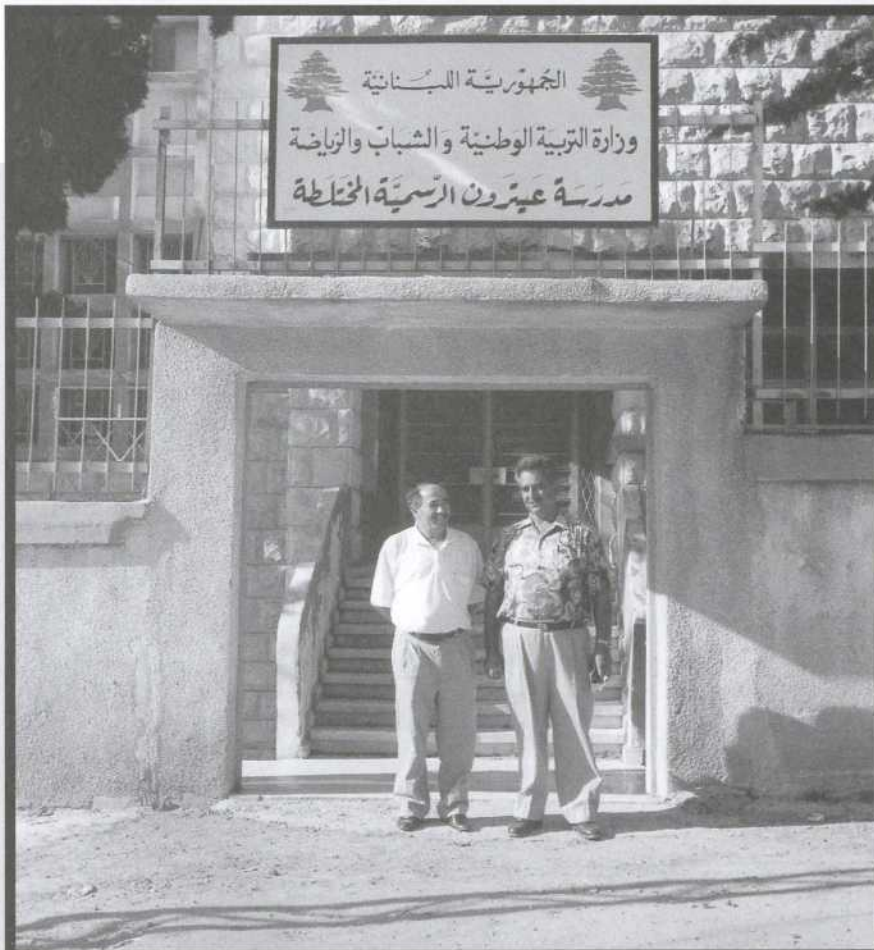
L'AUTEURE EST
PROFESSEURE DE
SCIENCE POLITIQUE
À L'UNIVERSITÉ LAVAL

l'incommensurable distance. « Ainsi, quand de soi-disant "monothéistes" se trouvent engagés dans des actes d'arrogance, d'intolérance et, à l'extrême, de persécution, nous pouvons être sûrs que ces actions résultent d'un malentendu radical en ce qui concerne un des éléments critiques du monothéisme religieux. En agissant avec certitude et en déniant catégoriquement toute valeur à l'opinion des autres, on érige une idole dans la mesure où l'on comble l'abîme entre l'être humain et Dieu, où l'on oublie le *kiv'yachol* ["pour ainsi dire"], où l'on prétend confiner l'universel dans le particulier et connaître parfaitement ce qui ne peut être connu qu'imparfaitement. Le vrai monothéiste ne connaît jamais l'entière vérité et

ne peut donc jamais dire que l'autre n'a aucune vérité. Le vrai monothéiste ne peut être que pluraliste. » (Roger C. Klein, « A Monotheism Which Compels Pluralism », *Sh'ma* 13/243, 10 décembre 1982).

Le philosophe Paul Ricœur ne parle pas autrement quand il décrit l'expérience religieuse authentique comme une expérience « poétique », qui nourrit et inspire mais ne se laisse enrôler dans aucune croisade. Son entreprise essentielle : « libérer le fond de bonté de l'homme ». Jean-Paul II a fait récemment de multiples interventions en ce sens, dénonçant la manipulation de la religion contre les humains et appelant à ce que « le nom de Dieu [devienne] toujours davantage ce qu'il est en réalité : un nom de paix ». Il s'agit pour tous, quelles que soient leurs appartenances, de tracer ensemble une voie d'avenir dans un monde déchiré par les inéquités. Nous tous,

hommes et femmes « coincés dans les eaux profondes, entre tradition et modernité » (Eqbal Ahmad). Comme l'écrit Said : « Nous nageons tous dans ces eaux profondes, Occidentaux, musulmans et autres pareillement. » ●



Monsieur Mansouri en compagnie du directeur de l'école du village, monsieur Khalil Haydar

Monsieur Haydar a été détenu d'octobre 1989 à novembre 1991 au centre de détention de Kham, situé à quelques kilomètres du village. Les miliciens l'ont arrêté et torturé parce qu'il refusait de leur remettre les 4750 dollars que des Libanais ayant émigré au Canada lui avaient remis pour restaurer l'école. Monsieur Haydar tient à leur dire que l'argent a été caché dans sa maison pendant toutes ces années et que les travaux ont bel et bien commencé à l'été 2000.

à leurs stéréotypes ou à ceux de leur société. Sauf pour de rares journalistes possédant un bagage intellectuel approprié et des ressources adéquates, la majorité rapporte et interprète les faits d'une manière étrangère à la culture ou l'histoire de la société dans laquelle se déroulent les événements. Voir une manifestation est une chose, en saisir les sources politiques et culturelles et les conséquences en est une autre. La distance inévitable entre soi et l'Autre produit une humanité à géométrie variable. Les victimes civiles sont transformées en « dommages collatéraux »; leurs visages sont moins émouvants que ceux des rescapés du *World Trade Center* et leurs souffrances sont minimisées pour ne pas ébranler le soutien des opinions publiques occidentales ou donner des munitions aux pacifistes.

Troisièmement, une des missions des journalistes est de rendre le monde intelligible. Or il arrive souvent que la guerre soit inintelligible, qu'on ait besoin de temps et de recul pour y voir clair. Mais pour les journalistes couvrant la guerre, impossible de dire : « Je ne sais pas ». La complexité du jeu politique en contexte culturel différent, l'action diplomatique secrète des gouvernements alliés, la confusion inévitable sur le terrain peuvent rarement être présentés comme tels. Certains fabriquent donc une intelligibilité pour satisfaire leurs patrons de presse et leur public. Seul le recul permet de comprendre à quel point on ne comprend rien... Rappelons-nous les « frappes chirurgicales » des *Patriots* de la Guerre du Golfe qui ont – a-t-il été dit par la suite – généralement raté leur cible...

Liberté immuable est-elle compatible avec la liberté de la presse? Certes non! Le reconnaître serait un geste de réalisme et d'humilité de la part des journalistes. ●

Entre Islam et islamismes

QUSSAÏ SAMAK

On doit les termes « islamiste » et « islamisme » à des néo-orientalistes français. En remplaçant le familier « intégrisme » par un autre terme spécifique à l'univers arabo-islamique, l'innovation visait à éviter que les militants d'un Islam politique et « intégral » soient assimilés aux catholiques « intégristes » anticonciliaires de Mgr Lefebvre. Elle visait aussi à éviter le terme « fondamentalisme », jugé trop péjoratif et plus applicable au protestantisme politique de droite.

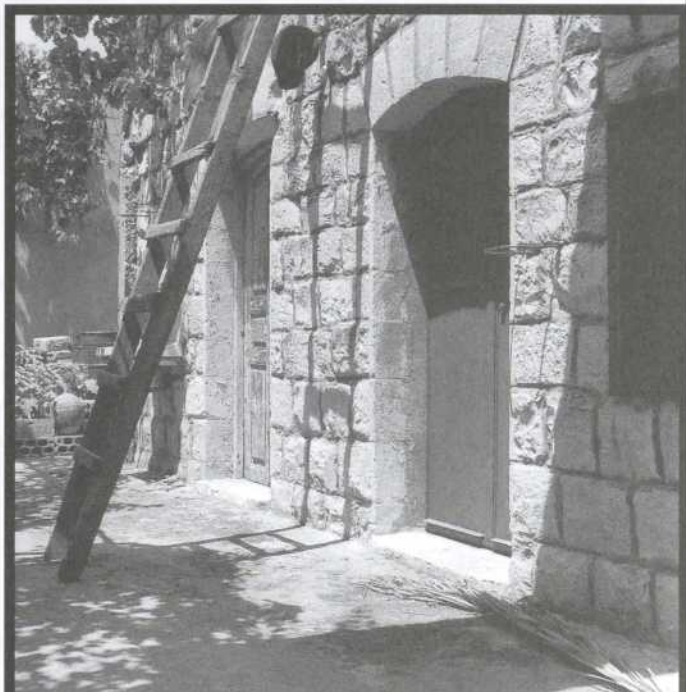
Le néologisme a cependant deux inconvénients. Premièrement, l'usage réservé au mot « islamisme » satanise un terme qui aurait pu conserver les mêmes connotations neutres que « bouddhisme », « christianisme » ou « judaïsme ». D'autre part, l'usage du terme au singulier est trompeur, car s'il est un seul islam en tant que foi et cadre moral de référence, plusieurs islamismes se disputent le terrain politique et les esprits dans l'aire arabo-islamique.

Islamismes au pluriel

Côté pouvoir, il y a tout d'abord l'islamisme traditionnel, tel que pratiqué par l'Arabie Saoudite, pays natal d'Oussama ben Laden. L'islamisme de la famille de Saoud en est un, somme toute, de façade, voire d'hypocrisie selon les détracteurs de ce régime, et ce malgré son rigorisme apparent. L'islamisme saoudien n'a de radical que son attachement de mauvais goût à des pratiques pénales barbares (exécution publique des condamnés pour meurtre ou pour crimes politiques, amputation des mains pour vol sans circonstances atténuantes, châtimement biblique pour adultère, etc.).

Il y a aussi les deux islamismes qui se côtoient dans la tension au sein de l'État, en Iran. Il y a celui du président Khatami, massivement élu – à deux reprises – par des élections libres : modéré, ouvert au monde, inclusif et respectueux du rôle public des femmes dans la vie du pays. Mais il y a aussi l'islamisme du Guide de la révolution, l'Ayatollah Khameneï : moins ouvert, rigoriste et antilibéral en matière de droits civils et de libertés politiques.

À cela doit s'ajouter l'islamisme modéré de l'État dans la plupart des pays arabes. Dans ces pays, l'islam est reconnu comme « source principale » – et non la source unique – des lois. Ainsi, seules les dispositions de la loi islamique (*charia*) concernant la famille (mariage, divorce, garde des enfants) et les règles d'héritage et de succession sont reprises dans les lois de ces pays.



La maison où monsieur Mansouri a fondé sa famille

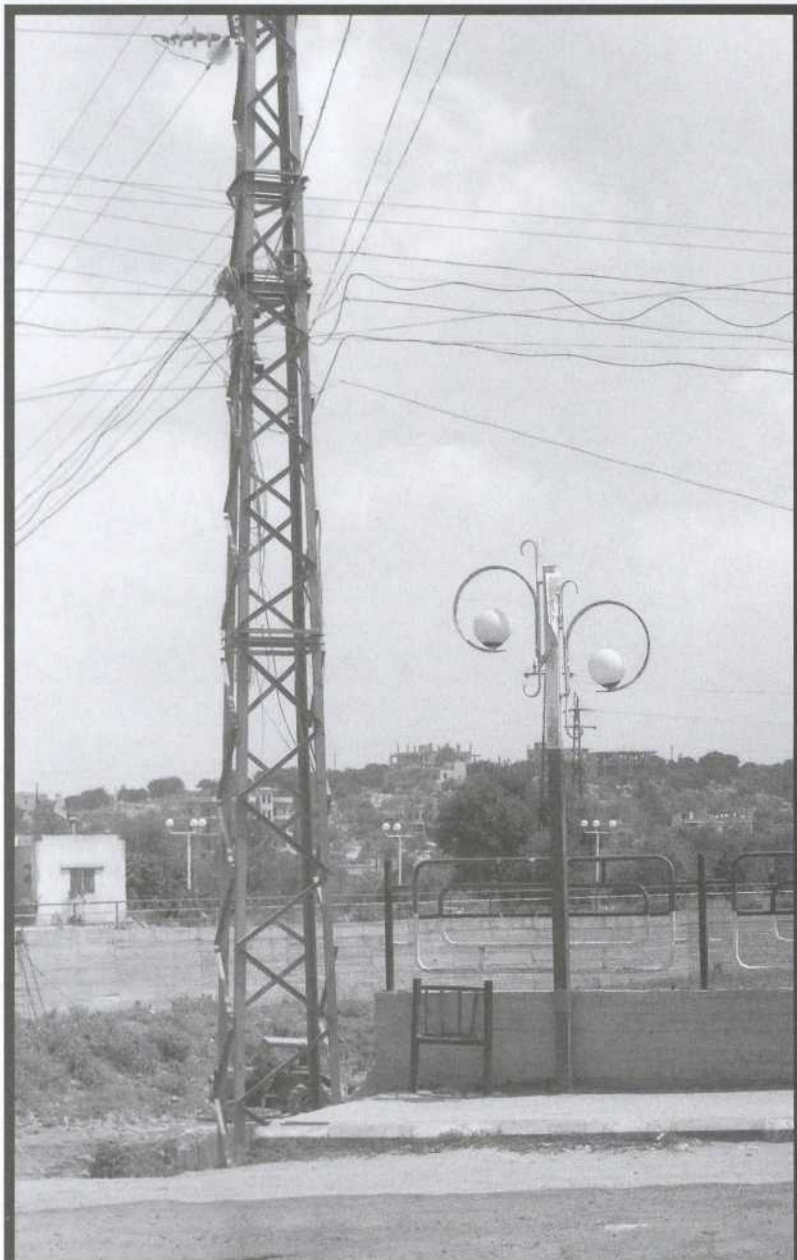
Le 20 février 1965, madame Saada Fakhri prenait pour époux monsieur Toufic Mansouri. C'est ici qu'elle a donné naissance à leurs sept enfants. Le 10 avril 1990, à la suite de l'arrestation de son mari, elle prenait la fuite avec ses enfants vers le Canada : la vie au village était devenue insupportable pour eux.

Il y a finalement, en dehors ou en marge des États, l'islamisme armé de la résistance, qui se divise en deux catégories. Il y a d'abord l'islamisme territorialement circonscrit, qui se nourrit de profondes injustices ou d'abus de pouvoir créés ou entretenus par les systèmes politiques en place. Dans cette catégorie se trouvent le mouvement politico-militaire d'Hezbollah au Liban; le Hamas et autres groupuscules islamistes palestiniens; les groupes armés anti-indiens dans l'État de Jammu-et-Cachemire; le groupe Abu-Sayyaf dans le sud des Philippines; ainsi que les groupes terroristes de mouvance islamiste du FIS et du GIA en Algérie.

Le deuxième type de cet islamisme armé est plus global, au sens stratégique du terme. Il est né dans l'enfer de la guerre contre l'URSS en Afghanistan, même s'il trouve ses fondements théoriques dans les œuvres de Sayyid Qutb (dirigeant et intellectuel des Frères Musulmans, en Égypte, pendu par Nasser en 1966), et d'Abul-Ala al Mawdudi (penseur panislamiste radical du Pakistan, mort aux États-Unis en 1979). C'est dans le creuset afghan que s'est forgé ce nouveau mouvement politico-militaire, inspiré de ces penseurs, formé des jeunes volontaires venus de partout dans le monde islamique, mais particulièrement des pays arabes, pour se battre du côté des frères afghans contre l'opresseur soviétique. L'Afghanistan est devenu ainsi le foyer par excellence d'un processus de fanatisation en règle qui a atteint son paroxysme dans le bûcher du 11 septembre.

L'AUTEUR EST INGÉNIEUR-CHIMISTE ET CONSEILLER EN SANTÉ-SÉCURITÉ DU TRAVAIL À LA CSN

Il s'agit d'un islamisme anachronique, doctrinaire et violent, qui conçoit sa mission historique à travers le concept archaïque de la Maison de l'Islam (Dar-ul Islam). C'est un islamisme rendu moralement « autiste » par l'immensité des injustices commises contre des masses populaires sans défense dans l'aire arabo-islamique, notamment en Palestine,



Le poteau électrique de la place du village

Le matin du 19 décembre 1989, la population entière d'Aïtaroun a été forcée d'assister à l'exécution de Mohammed Hassan. La veille, le jeune Mohammed avait assassiné un milicien de l'ALS. C'est au petit matin que des miliciens sont venus l'attacher à ce poteau électrique. Avant de déverser de l'essence sur son corps et d'y mettre le feu, les miliciens ont tiré plus de 600 balles de mitraillettes sur lui. D'après les gens du village, l'exécution a duré plus de cinq heures.

mais dont le caractère spectaculaire n'a d'égal que sa marginalité. Certes, avec une réserve de 2 000 à 3 000 militants, l'alliance politico-militaire de ben Laden peut encore faire des dégâts, mais elle est loin de pouvoir fournir une alternative politique viable ou intéressante au 1,2 milliard de musulmans dans le monde.

Islam, ordre temporel et modernité

Si l'islam partage avec le christianisme l'universalité non ethnique de sa foi, il est proche du judaïsme par les règles explicites censées gouverner la vie individuelle et collective dans une société musulmane. Comme c'est le cas en Israël (démocratie parlementaire qui possède officiellement une religion d'État), de telles règles sont suffisamment présentes pour rendre difficile l'émergence d'un civisme constitutionnel radicalement laïque dans un pays musulman. Mais ce qui est difficile n'est pas nécessairement impossible. Comme Israël a réussi, malgré d'importantes contradictions morales et politiques, à créer un ordre social moderne et ouvert sur le monde, des pays islamiques, comme la Malaisie, la Turquie, l'Indonésie et la quasi totalité des pays arabes, possèdent des structures sociales et étatiques à la fois modernes et « modernisantes ».

Dans ces pays, le droit de vote est accordé, sur une base universelle, à tout adulte, homme ou femme; tous les niveaux d'enseignement sont ouverts gratuitement aux filles comme aux garçons; des femmes se trouvent aux postes les plus importants à travers les structures étatiques et para-étatiques. Des femmes se trouvent massivement présentes dans toutes les universités, aussi bien comme étudiantes que comme professeuses. À cela, il faut ajouter que l'islam n'a jamais engendré dans son histoire, à part la démence sociocide et misogyne des talibans, des courants de pensée ouvertement antimodernistes et technophobes.

C'est donc dire que l'islam ne saurait être réduit à un quelconque islamisme violent, pas plus que ne pourrait l'être le catholicisme par rapport à l'intégrisme sans compromis des catholiques anticonciliaires, le protestantisme américain par rapport à la démence meurtrière d'un Timothy Mc Veigh, ou le judaïsme même par rapport au fanatisme fascisant, casqué et botté, des colons juifs israéliens en Cisjordanie ou à Gaza.

Le monde islamique a cependant toujours devant lui des défis de taille à relever. Force est de constater que la tentation obscurantiste de placer un texte fétichisé et sacralisé, toujours avare et oppressif, avant l'esprit de la foi, toujours plus généreux et ouvert, constitue un danger qui surgit de temps à autre çà et là en Terre d'islam (application cruelle et barbare d'une *charia* fanatisée, au nord du Nigeria et au Pakistan, contre des filles et femmes enceintes hors mariage, violence sporadique contre des communautés chrétiennes en Indonésie et au Pakistan, etc.). Mais il serait injuste d'attribuer tout ce qui se passe en Terre d'islam à la foi qui y règne, et de façon complètement détachée de la réalité sociale, politique et économique des millions de personnes qui y vivent. ●

La nouvelle barbarie

Entrevue avec Michel Freitag

La « guerre contre le terrorisme », lancée à l'initiative des États-Unis, a été présentée par ses instigateurs comme un combat pour la défense de la civilisation contre la barbarie. Que signifie cette opposition? Cacherait-elle autre chose? Michel Freitag, professeur au Département de sociologie de l'UQAM, a gentiment accepté d'en discuter avec nous.

Relations : Que pensez-vous de l'opposition entre civilisation et barbarie, dont on nous a tant parlé depuis le 11 septembre dernier?

Michel Freitag : Cette opposition est très ancienne, mais elle a changé radicalement de sens lorsqu'elle a été reprise par l'Occident dans les temps modernes, dans le cadre de l'expansion coloniale. Toutes les sociétés ont articulé de manière forte leur rapport aux autres sociétés, à l'altérité. On peut dire en caricaturant que les sociétés primitives, archaïques, avaient tendance à réserver à leurs membres le monopole de l'humanité et à considérer les autres comme des êtres pas tout à fait humains à divers égards. Ainsi, il est fréquent que le nom commun qu'elles se donnent signifie « Nous, les hommes ». Mais cette vision ne portait en elle aucune dynamique : elle régulait simplement des rapports en maintenant des frontières de manière statique. Elle mettait chaque forme d'être à sa place et voyait à ce que les différentes sociétés ne se mélangent pas toutes à l'occasion de leurs fréquentations territoriales.

Rel. : Il existe une espèce d'égo-centrisme civilisationnel qui n'est pas le propre de l'Occident?

M. F. : En effet, ce n'est pas nouveau que les sociétés voient les autres de manière négative, privative. L'opposition entre civilisation et barbarie n'a cependant vraiment pris forme que dans les sociétés unifiées par un pouvoir centralisé, dans les royaumes et empires traditionnels. Ces sociétés établissent un nouveau rapport réflexif à la culture qui est médiatisé par l'écriture, par la création d'une littérature tant religieuse que profane et par la constitution d'artisanats spécialisés dont l'esprit est animé par la recherche d'une identité stylistique idéalisée. L'activité d'élaboration politique, juridique et culturelle conduit ces sociétés à prendre conscience d'elles-mêmes comme sociétés « civilisées », dont l'ordre raffiné et consciemment élaboré contraste avec le mode de vie fruste ou



Leïla Hassan en compagnie de ses deux filles devant la maison incendiée de ses parents

Leïla fut la seule à rester au village après l'exécution de son frère Mohammed. Au cours de la nuit qui a précédé l'exécution, deux autres de ses frères, Aldelkarim et Hassan, ont été tués par les miliciens. Au même moment, d'autres miliciens violaient sa mère devant son père. Quelques heures plus tard, les miliciens mettaient le feu à la maison familiale.

grossier des populations « incultes » de l'intérieur et des « barbares » de l'extérieur, qui représentent toujours pour elles une menace.

Mais de telles sociétés « cultivées » et « policées » restent susceptibles de se reconnaître mutuellement à travers leurs différences, pour entrer en conflit ou en compétition les unes avec les autres. L'ethnocentrisme qui les habite n'exclut pas une certaine ouverture à la reconnaissance d'autres valeurs civilisationnelles, ni la recherche de cohabitation avec d'autres puissances politiques de nature équivalente. Entre elles, les phénomènes d'hybridation et de syncrétisme furent nombreux et profonds, comme en témoigne par exemple l'expansion du bouddhisme d'origine indienne dans la civilisation chinoise ou encore la pénétration de l'islam dans l'espace hindouiste et dans l'Indonésie fortement indianisée. Le concept traditionnel de la civilisation implique la reconnaissance, toujours conflictuelle et compétitive, d'un pluralisme civilisationnel.

Rel. : Qu'en est-il maintenant de l'Occident?

M. F. : Il existe une dynamique propre à l'Occident, dont la spécificité va avant tout être caractérisée par la genèse de ce que nous avons appelé, historiquement et sociologiquement, la modernité. Celle-ci plonge ses racines dans l'antiquité occidentale et proche-orientale, dans le judaïsme monothéiste, la Grèce classique et la romanité. Mais le rôle du christianisme et l'irruption du monde germanique « barbare » dans l'Empire romain furent tout aussi déterminants! Or, si c'est bien dans

cette dynamique que s'est opérée une mutation fondamentale de la conception de la « civilisation » et de la représentation qu'elle se donnait de la « barbarie », la signification de cette opposition dans l'histoire presque trois fois millénaire de l'Occident doit néanmoins être appréhendée à partir de la naissance des Temps Modernes, que les historiens situent entre la fin du XIV^e et le début du XVI^e siècle, alors que la société se détachait formellement du Moyen Âge et de toute filiation directe avec l'Antiquité.

En simplifiant, disons que jusqu'au XV^e siècle, la conception occidentale de la civilisation et de son contraste avec la barbarie reste essentiellement traditionnelle. C'est un mélange de mépris et de crainte, d'esprit de supériorité et d'admiration critique et sélective où la volonté de défense et d'illustration de l'identité ne se convertit pas en l'affirmation d'un modèle à portée universelle. Les Grecs, définitivement, vivent dans un monde pluriel, et même l'expansion de l'hellénisme dans l'empire alexandrin ne peut se faire que par l'acceptation du métissage. Traditionnelle aussi est la manière dont l'empire romain affronte les sociétés qu'il asservit ou qu'il s'intègre par la violence ou par le pacte, et traditionnelle encore est la manière dont il perçoit les barbares germaniques.

C'est encore ce type de rapports que l'Occident va entretenir avec le monde islamique au Moyen Âge, lors des Croisades par exemple. Et rappelons qu'alors, ce sont les croisés francs qui prennent figure de barbares aux yeux de l'islam proche-oriental. Mais ces deux mondes, qui se haïssent d'une certaine manière puisqu'ils obéissent à des versions dogmatiques du monothéisme qui s'excluent mutuellement en raison de leurs prétentions universalistes, entretiennent pourtant des relations entre eux qui impliquent certaines formes de reconnaissance et de respect. L'Occident non seulement importe des produits d'Orient qui sont plus élaborés techniquement et esthétiquement, mais il entretient aussi avec le monde islamique des échanges intellectuels : on n'a qu'à penser à la transmission des classiques Grecs par des penseurs Arabes qui sont reconnus par les philosophes chrétiens, indépendamment de la question de la foi. Le monde musulman, de son côté, et malgré son rejet du paganisme, a emprunté la coupole romaine, qu'il va faire évoluer dans un tout autre sens que ne le fera l'Occident dans l'art roman.

Modernité et altérité

Rel. : Quelle est alors la spécificité du nouveau rapport à l'altérité qui va caractériser la modernité?

M. F. : La conception traditionnelle de l'identité et de l'altérité reste essentiellement une conception statique, dans laquelle le mouvement a un



Le bureau officiel de l'ALS à Aitaroun

Dès les premières heures suivant le retrait des troupes israéliennes et de l'ALS du Liban, la population du village est venue spontanément saccager le bureau officiel de la milice.

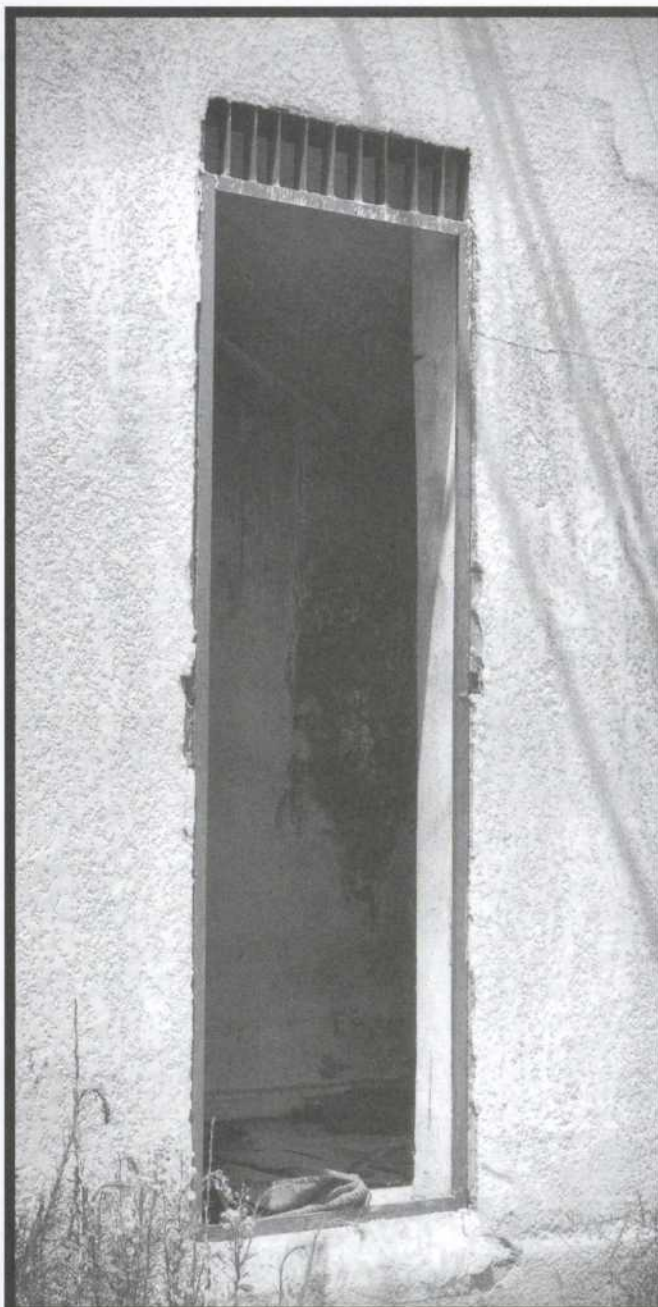
caractère cyclique. Cela va changer radicalement dans la conscience et dans la pratique occidentales, à partir du XVI^e siècle, qui connaît notamment la révolution cosmologique copernicienne, coïncidant avec la navigation autour du globe et l'expansion coloniale. On a dit que les sociétés traditionnelles habitent un monde clos dont elles occupent le centre, mais il faut souligner aussi que ce monde clos est un monde plane qui reste ouvert sur des confins incertains et fabuleux, qui ne sauraient être appropriés et dominés, et auxquels se rattache une altérité confuse, multiple et irréductible.

Dans la conception sphérique de la terre, qui s'ouvre désormais sur un espace infini purement rationnel et formellement unifié, c'est aussi le monde terrestre qui se referme sur lui-même, avec pour effet que le changement y acquiert une orientation cumulative à l'intérieur d'un temps lui-même orienté et unifié. Cette révolution cosmologique va coïncider avec le développement non seulement du rationalisme mais de l'individualisme et de l'utilitarisme. S'en trouve bouleversée toute la signification de l'histoire, désormais orientée par l'idée d'une irréversibilité témoignant d'un progrès de la Raison.

En englobant ainsi toute l'histoire humaine, cette loi du progrès va servir de commune et unique mesure de toute reconnaissance, de toute valeur humaine. C'en est fini de la reconnaissance, même marginale, d'un pluralisme civilisationnel : l'humanité entière se trouve désormais unifiée dans un même destin, qui est celui que tracent empiriquement pour elle les sociétés les plus « avancées ». Toutes les différences entre les sociétés s'ordonnent ainsi selon une même échelle qui comporte d'un côté l'évaluation de divers degrés d'avancement ou de retard à l'égard de la Raison et du Progrès, et qui implique de l'autre la négation radicale de toute valeur en soi pour les formes sociales particulières.

Du XVI^e au XX^e siècle, l'Occident va associer cette conception de l'universel, qui réalise l'unification de l'humanité sous la rigueur d'un principe d'exclusion de la différence sociétale, à sa pratique concrète de domination mondiale. Il se présente comme le sauveur ou l'émancipateur des individus à l'égard de l'obscurantisme de leur société et du despotisme des pouvoirs qui les régissent. Le concept de civilisation change alors de sens : il devient unique, en s'identifiant au mouvement unique qui régit l'histoire. L'humanité se trouve ainsi réduite à l'ensemble des individus appelés à y participer en abandonnant du même coup toute identité collective distincte : le particularisme social et civilisationnel devient un signe d'arriération.

Rel. : Ces deux visions – disons traditionnelle et moderne – que vous avez présentées de l'opposition entre civilisation et barbarie sont-elles encore à l'œuvre aujourd'hui?



La cellule de détention à l'arrière du bureau de l'ALS

Pas moins de 300 personnes du village ont été détenues dans ce placard de 1,3 X 2 mètres qui tenait lieu de cellule. On y entassait jusqu'à quatre personnes pour des périodes allant jusqu'à un mois. Au cours des 22 ans de l'occupation du sud, pas un seul habitant de cette région n'a eu droit à un procès.

M. E. : Disons d'abord que la figure moderne de l'altérité condamnée à disparition (dans « les poubelles de l'histoire ») s'est longtemps superposée à l'ancienne, traditionnelle, qui n'impliquait pas tant la condescendance que la peur et l'envie, la fascination et la répulsion. Mais c'est elle cependant, par son caractère désormais dynamique, qui a été au cœur de la nouvelle conception de *La civilisation*, comprise comme un

mouvement progressiste unifié devant lequel les autres formes sociales ne pouvaient être reconnues que comme figées dans leurs particularismes. Dans ce tableau d'ensemble de l'histoire universelle, les autres formes de société ne pouvaient figurer que comme des survivances, des étapes antérieures et dépassées du développement de l'humanité.

Cette conception est mise en œuvre dans une forme particulière de relations sociales : l'échange marchand. L'emprise pratique que l'Occident a conquise sur le monde s'est, dès le XVI^e siècle, placée sous l'égide double d'une conquête politique et culturelle (incluant la dimension religieuse) de type impérial, et d'une expansion commerciale. Chacune avait son principe propre de légitimation, et il est remarquable de constater

que c'est un théologien, Vitoria, qui au début du XVI^e siècle va opérer le passage d'une légitimation proprement religieuse et politique de la conquête du monde par l'Occident (alors chrétien) à une justification par la légitimité intrinsèque de l'expansion illimitée de l'échange marchand. Une telle légitimité n'est plus attachée à aucun lieu ni aucun pouvoir et, à ses yeux, toute autorité qui reste attachée à un lieu particulier tend à devenir illégitime. C'est ainsi que l'altérité a pu être vue comme un simple obstacle à l'ouverture du monde aux intérêts marchands et économiques de l'Occident.

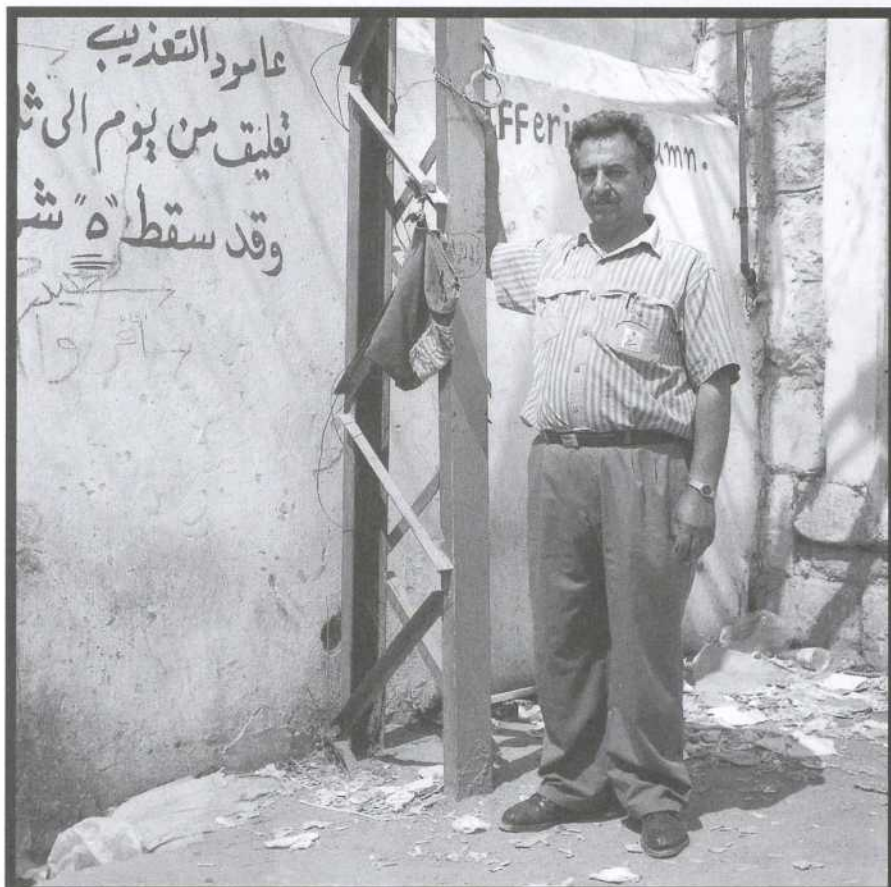
Dans cette conception moderne de la civilisation, les manifestations de l'altérité ne répondent plus à proprement parler au concept de la barbarie mais à celui de l'arriération. Pour comprendre la signification du regain contemporain de la « peur des barbares », comme elle s'exprime par exemple dans le discours de Bush, il faut l'examiner sous l'angle d'une crise de la modernité – qui touche à l'idée même que la civilisation occidentale s'était donnée d'elle-même comme civilisation universelle – et de l'émergence d'un tout nouveau tableau civilisationnel, qu'on peut associer au concept de la post-modernité.

La barbarie postmoderne

Rel. : De quoi s'agit-il plus précisément du point de vue civilisationnel?

M. E. : Les deux concepts de civilisation évoqués jusqu'ici – le concept particulier qui s'applique aux sociétés traditionnelles et le concept universaliste auquel s'est identifié l'Occident moderne – ont quelque chose en commun. Ils réfèrent tous les deux à une dimension idéale : la société peut jeter un regard réfléchi et critique sur elle-même à travers l'écart qui s'établit entre la réalité empirique et la représentation idéale qu'elle se fait d'elle-même. La civilisation avec laquelle s'est identifiée la modernité occidentale ne se résume pas au procès empirique de « modernisation » : elle comporte une tension vers des valeurs posées comme universelles (liberté, égalité, etc.) qui définissent *a priori* une orientation des pratiques sociales dans les domaines politique, juridique, scientifique, culturel.

L'idéal qui a orienté la modernité était porteur de contradictions (par exemple entre le principe de la liberté individuelle et la recherche de justice sociale). Ces contradictions ont été immensément amplifiées lorsque le développement concret des sociétés occidentales et leur emprise sur l'ensemble du monde s'est pratiquement confondu avec le développement et l'expansion mondiale du capitalisme industriel, qui échappait à toute finalité idéale. Pour dire les choses rapidement, les lois qui régissent le développement de l'économie capitaliste ont un caractère immédiatement opérationnel : leur « fonctionnement » abolit tout écart entre la réalité du mouvement empirique et une finalité idéale qui lui fournirait une orientation et lui servirait



Monsieur Mansouri à côté du poteau de la cour intérieure du centre de détention de Khiam

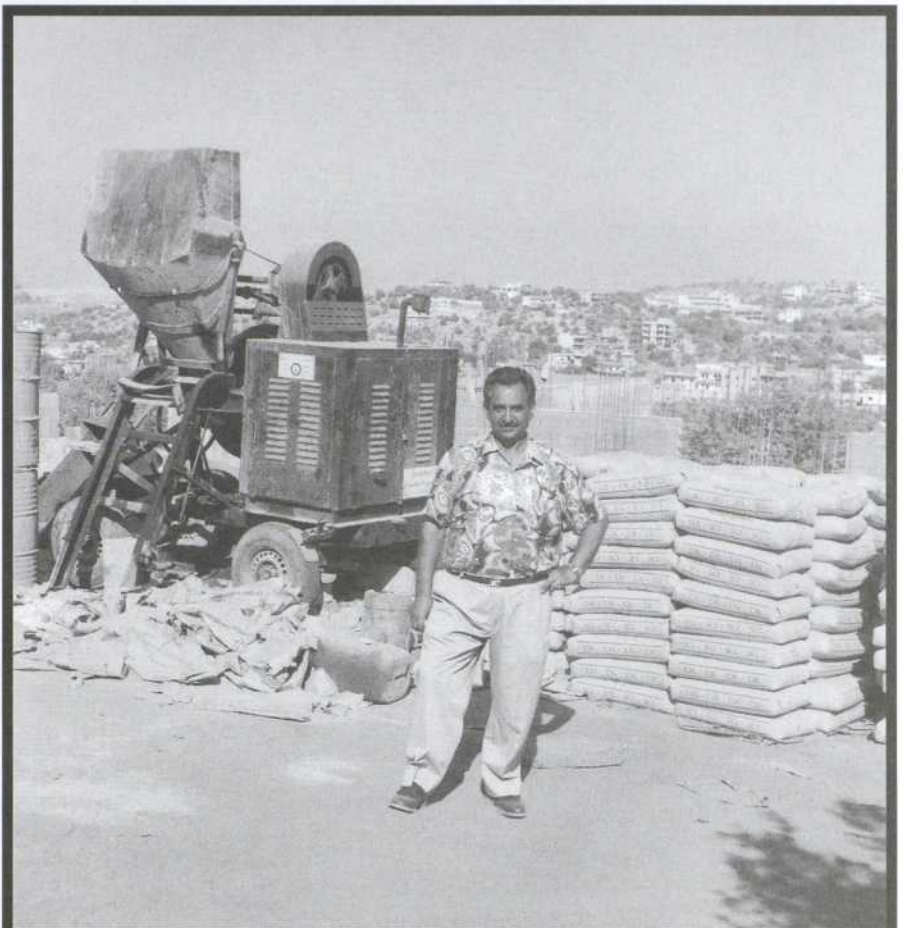
C'est à ce poteau que monsieur Mansouri a été attaché pendant 68 jours. Cagoule sur la tête, mains menottées au poteau, les gardiens l'aspergeaient tantôt d'eau chaude, tantôt d'eau froide. Plus de 2 000 personnes ont été détenues dans ce centre. Certains y sont restés 15 ans.

de justification. Rien ne le montre mieux que ce qu'a été la condition ouvrière au XIX^e siècle, dans laquelle la liberté formelle s'accomplissait dans une nouvelle condition de misère et de servitude. Cela a bien sûr provoqué diverses réactions, où était réaffirmée une certaine préséance de la solidarité collective et renouvelée l'idée démocratique d'une prise en charge réfléchie du développement et de ses conditions sociales. Pensons par exemple au mouvement socialiste et social-démocrate, dont l'idéal a cependant été désavoué depuis une trentaine d'années. Cela ne veut pas dire que les sociétés contemporaines n'ont pas répondu à leur manière aux contradictions de la modernité avancée mais qu'elles l'ont fait de manière purement pragmatique. Elles se sont engagées massivement dans la mise en place de mille procédures de « gestion de problèmes », de mille programmes de contrôle, dans l'élaboration de mille modalités d'adaptation des formes locales de la réalité sociale aux paramètres évolutifs d'une réalité globale dont le mouvement d'ensemble était abandonné aux « forces du marché », dominées elles-mêmes par la spéculation financière. Dans la mutation postmoderne de la société, toute référence idéale est abandonnée au profit du déploiement de modalités de régulation strictement opérationnelles, à caractère systémique. Cela représente la négation même du concept de civilisation tel qu'il a été défini et compris jusqu'ici.

Rel. : Peut-on sortir de cette voie?

M. F. : Nos sociétés ont renoncé à l'affirmation d'une identité enracinée et signifiante, d'où elles pouvaient affronter d'autres identités signifiantes plantées dans leurs racines propres, avec lesquelles il s'agirait justement de produire une histoire commune dans laquelle les ethnocentrismes réciproques seraient non pas niés mais dépassés. Faut-il alors s'étonner que les « anciens barbares », je veux dire les gens de l'extérieur répondant au concept traditionnel et maintenant anachronique de la barbarie, sortent des poubelles de l'histoire, où les avait relégués la modernité triomphante, pour attaquer avec violence la nouvelle barbarie déferlant sur eux comme sur nous? La question est alors : où est la violence la plus grande? Où est le déferlement de puissance le plus débridé? Où est la plus grande menace pour l'avenir de l'humanité et du monde?

Dire qu'elle vient des talibans est une réponse manifestement dérisoire. Il est cependant plus difficile de trouver et d'ajuster la bonne réponse. Mais une chose est sûre : la domination du système (plutôt : des fonctionnements systémiques) n'est pas l'accomplissement de la civilisation universelle mais sa négation. Et une autre chose l'est peut-être aussi, moins évidemment sans doute : la civilisation occidentale, celle de la



Monsieur Mansouri sur le terrain de la future demeure de la famille

Dès l'annonce de la libération de son village, monsieur Mansouri est retourné au Liban pour entreprendre la construction d'un petit bâtiment de six appartements pouvant abriter les familles de ses frères et sœurs vivant presque tous à l'étranger. Il prévoit y installer un ascenseur, le premier à Aïtaroun.

modernité, est une composante d'un accord civilisationnel qui est encore à construire et dans lequel il n'y aurait plus, *a priori*, de « barbares ». La condition est qu'elle quitte le piédestal où elle s'est mise : l'avenir de l'humanité reste incertain, et aucune tradition à elle seule n'en détient la clé, même pas la tradition moderne de la sortie de la tradition.

Quant à nous, occidentaux (et sans honte de l'être!), c'est en refusant la nouvelle barbarie postmoderne que nous pourrions défendre les valeurs civilisationnelles modernes dans l'édification d'une réalité mondiale – et non pas seulement globale – qu'on osera dire civilisée, pour tous et par tous. ●

(ENTREVUE RÉALISÉE PAR JEAN PICHETTE)

Une logique de terreur

L'idée d'une guerre du Bien contre le Mal porte en elle les germes d'une guerre totale, qui asservit la politique à sa logique et rend la démocratie insignifiante.

JEAN-CLAUDE RAVET

La guerre des États-Unis en Afghanistan, George W. Bush l'a nommée « la première du XXI^e siècle », pour en souligner la nouveauté : la guerre du Bien contre le Mal. Cette rhétorique ronflante, en plus d'être manichéenne, révèle une inquiétante absence de médiation politique dans le discours du chef de l'État le plus puissant du monde. La guerre n'est plus la continuation de la politique par d'autres moyens, selon la définition classique : elle devient une fin en soi, et la politique est mise à son service. Selon cette logique, il s'agit

d'imposer un ordre mondial qui ne supporte aucun questionnement. À cet égard, le langage fanatique de ben Laden, appelant à la guerre sainte contre le Grand Satan, au nom d'une idée de l'islam, procède d'une même logique qui instrumentalise l'humain, le réduisant à n'être qu'un moyen en vue d'une fin irrévocable.

Nous aimerions penser comme d'aucuns que nous assistons à une « guerre juste ». Qu'elle ait des effets positifs au pays des talibans, comment pourrions-nous en douter? Mais la légitimer pour cela serait participer de la même logique qui ramène tout à l'efficacité d'un rouage inhumain, se satisfaire de la poudre aux yeux et rester aveugle à ce qu'elle masque, à ce qu'elle scelle. N'est-ce pas d'ailleurs à cela que nous contraind la fiction médiatique qui nous fait voir une guerre comme si elle n'avait pas lieu, invisible, sans victimes... dont on ne voit que les effets qu'on veut bien nous montrer?

Feu le politique

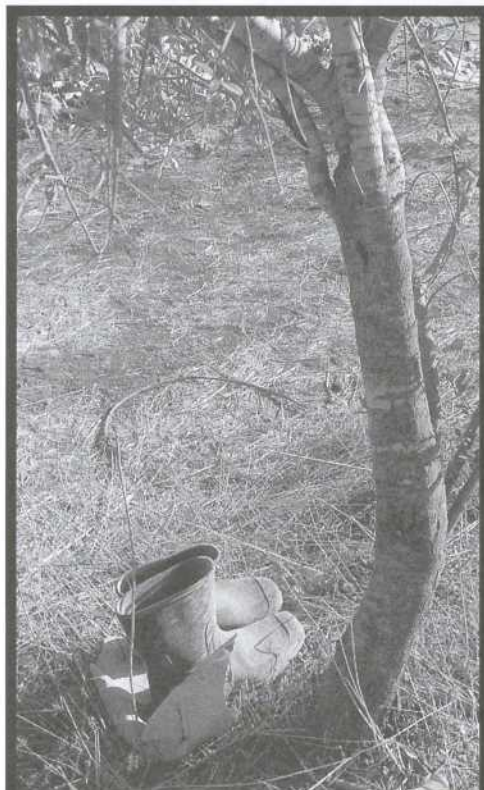
Si nous fixons notre attention sur les guerres récentes entreprises par les États-Unis, plusieurs similitudes significatives ressortent de l'analyse – qui n'interfèrent en rien, bien sûr, avec la spécificité géopolitique de chacune d'elles. Elles sont faites contre des adversaires diabolisés qui furent pour la plupart des alliés précieux avant que le vent ne tourne et qui devinrent soudain des monstres sanguinaires. Elles sont menées comme un combat du Bien contre le Mal, au nom de motifs humanitaires; le principe de « mort zéro » sous-tend ces opérations qui se réduisent essentiellement à des raids aériens, à des bombardements massifs au moyen d'appareils sophistiqués; les cibles civiles sont considérées médiatiquement comme des « dommages collatéraux » d'une guerre qui serait chirurgicale et propre; les motifs économiques et géopolitiques en sont totalement escamotés. Sur ce point, mentionnons seulement que le contrôle du Bassin caspien, l'une des sources d'hydrocarbures les plus prolifiques au monde, est un enjeu clé de la guerre en Afghanistan.

Ces ressemblances frappantes donnent à penser l'enracinement de la guerre moderne dans le dépérissement du politique – sous la forme de son instrumentalisation et de sa mutation en technocratie. Ainsi, les lois « naturelles » du marché se substituent aux rapports de force et de domination; le lien social n'est plus fondé sur le conflit des opinions et le débat mais sur le diktat des décisions techniques; cette domination technique s'impose au nom d'une idée abstraite d'humanité et ne recule pas devant le sacrifice de masses d'hommes et de femmes pour arriver à ses fins, tout en prenant soin de masquer, au moyen d'une rhétorique humaniste, les motifs inavouables d'accaparement des richesses.

Serait-ce là la nouveauté de la guerre? L'avènement d'une civilisation qui aurait banni la réflexion et le jugement politiques, qui ne se fierait plus qu'à l'efficacité et à la puissance technique qui imposent ordre et silence à un monde dans lequel la parole, le débat et le jugement, dangereusement improductifs et inefficaces, doivent se plier au diktat d'une logique de guerre généralisée.

Un fait peu souligné aide à comprendre cette logique envahissante. La guerre des États-Unis qui a cours n'en est pas une officiellement. Elle est représsailée à une attaque armée, selon les termes de l'article 51 de la Charte de l'ONU. Pourtant, elle en a toutes les apparences, pour ne pas dire la réalité, avec ses pluies incessantes de bombes qui durent depuis des semaines, avec son lot de morts civils et les milliers de réfugiés qu'elle jette sur les routes, acculés à la famine.

Ainsi, faire une guerre sans déclaration de guerre permettrait – outre de jamais la perdre – de la poursuivre indéfiniment, d'en déplacer les bornes à volonté, de la substituer même à la politique... On ne fait plus la guerre pour la gagner, mais pour imposer un ordre, le fortifier, le généraliser. Rap-



Les bottes de monsieur Mansouri à l'ombre d'un olivier de son village

Monsieur Mansouri est resté près d'un an à Aïtaroun à la recherche de ses souvenirs, de ses amis et de ses racines, avant de revenir auprès de sa femme et de ses enfants au Canada.

peler qui est le maître. N'assistons-nous pas à l'avènement d'une politique impériale d'un nouveau genre? La guerre au terrorisme, par États interposés, n'est plus de l'ordre de la métaphore : elle se subordonne les juges, la police, les politiciens. Ne tend-elle pas à instaurer des mesures permanentes de contrôle, de sécurité, de répression? Au nom d'une démocratie vidée de son sens, la liberté se muerait en sujétion et la politique en stratégie militaire au service d'un ordre économique mondial.

La minimisation croissante du rôle de l'ONU au profit de l'OTAN, laissant davantage les coudées franches aux États-Unis, participe de cette instrumentalisation du politique. Elle se perçoit également dans ces tours de passe-passe stratégiques qui font d'un pays, d'un dirigeant, d'un gouvernement, un jour un défenseur de la liberté, un autre jour un suppôt du diable, ou vice versa. Hussein et ben Laden furent soutenus, armés par les États-Unis – les talibans eux-mêmes furent louangés à la Maison-Blanche comme des combattants de la liberté. Et le Pakistan, aujourd'hui un grand allié, était hier un ennemi. Que sera-t-il demain?

Le mépris du monde

L'instrumentalisation du monde n'est pas non plus étrangère à la transformation d'êtres humains en machines à tuer, comme en témoignent les attentats-suicides du 11 septembre. À cet égard, le principe de « mort zéro » scandé par les dirigeants militaires américains mérite d'être dénoncé, car il signifie à toute fin pratique pour les populations civiles une guerre de terreur. Ce type de guerre ne peut trouver mieux pour secourir les victimes, au nom desquelles elle est pourtant faite, que de réduire leurs terres en cendres et leur monde en désert, sous un orage d'acier, sans qu'on ne livre une vie pour elles, si ce n'est la leur. Ce principe sous-tend une théorie de la guerre totale qui ne fait aucune distinction entre combattants et non-combattants comme cibles stratégiques. Si les premières victimes des frappes sont les populations civiles, c'est qu'au fond cette guerre est indifférente à leur sort.

Ces avions « furtifs », sans pilote, orchestrant cette guerre de matériel, ne sont-ils pas le symbole même d'un univers technique, faisant œuvre de civilisation dans le plus grand mépris à l'égard du monde humain? La guerre devient un mode de civilisation, la façon d'habiter pleinement le monde comme s'il n'était qu'un désert, dans lequel les oasis n'auraient même plus de raison d'être. ●



Monsieur Mansouri en compagnie de sa fille Nazha à Montréal-Nord

À son retour, son père lui a parlé de la nouvelle maison. Toutefois, comme le dit sa mère, Nazha parle plutôt du retour impossible. Ses études, ses amis : tout son avenir est dans son pays d'accueil. Née un 13 octobre, date anniversaire du décès de sa tante, Nazha a hérité de son nom. Un nom qui aujourd'hui prend le sens d'un lien de mémoire qui réunit les continents.

POSTFACE

Le 11 septembre au matin, j'accrochais cette petite série dans une salle du Gesù au moment même où les tours s'écroulaient.

Cette série se voulait et se veut toujours un hommage à monsieur Mansouri : mon effort personnel en quelque sorte pour qu'il ait droit à une forme de justice à défaut d'un accès réel à la Justice. Pour ses opinions, monsieur Mansouri a été emprisonné à trois reprises au Liban Sud. En ce matin du 11 septembre, j'ai vite compris que cette justice que je lui souhaitais tant serait de moins en moins probable, car les bourreaux de monsieur Mansouri prétendaient – et prétendent toujours – que leurs actes (il faut lire ici, crimes de guerre) visaient à combattre le terrorisme. À titre informatif, tous les responsables des centres de détention, à quelques exceptions près, ont pris la fuite et vivent en toute impunité, dont plusieurs au Canada. Fait à noter, la torture était systématique dans ces centres.

Monsieur Mansouri a eu cette malchance de naître dans une région du monde que les dirigeants actuels de notre planète ont, *manu militari* et sans égard aux populations civiles, déclaré « fief de terroristes ». La famille Mansouri a payé de sa liberté pour avoir osé s'opposer par la parole aux atrocités commises par les Forces de défense israélienne et leur allié de l'Armée du Liban Sud (ALS) lors de l'occupation illégale de la région. Forcés à l'exil, les Mansouri ont choisi Montréal comme cité refuge. Souhaitons que leur choix, que je crois en être un de cœur, ne soit pas assombri par les politiques et décisions de nos gouvernants inscrites dans cette terrifiante expression « *Vous êtes avec nous ou contre nous* ».

Josée Lambert

Où sont les femmes?

Les nombreux conflits qui agitent le monde laissent souvent les femmes dans l'ombre. Et pourtant, nul doute qu'elles sont présentes dans les divers conflits, particulièrement dans la résistance et la reconstruction de leur pays après les combats. Nicole Laurin, Françoise Nduwimana, Élisabeth Garant et Anne-Marie Aitken, toutes quatre membres du comité de rédaction de *Relations*, nous livrent quelques réflexions recueillies lors d'une table ronde.

Silence dans les médias

Quelques femmes et groupes de femmes ont donné leur opinion sur les attentats du World Trade Center, au Québec, en France ou aux États-Unis, mais globalement ce sont les hommes qui ont pris la parole dans les journaux et à la télévision. Je me suis demandée pourquoi la parole des femmes à propos du conflit en Afghanistan ne perceait pas dans les prises de position publiques. Lors de rencontres amicales, c'étaient aussi les hommes qui parlaient de la guerre. Les femmes, nous en parlions dans la cuisine, c'est-à-dire à côté. J'en conclus que nous ne nous sentons pas autorisées à parler de cette question. La guerre est une affaire d'hommes. Ce sont des hommes qui la décident et qui la font, parce que la guerre est une affaire de pouvoir, l'ultime exercice du pouvoir fondé sur la force. Le pouvoir est masculin, au moins symboliquement. Nous, les femmes, nous sommes en dehors.

[...]

La guerre se passe en Afghanistan, la réaction des femmes ici n'est pas la même que celle des femmes qui la subissent là-bas. Beaucoup de femmes, particulièrement au Sud, sont encore

élevées dans la vertu du silence : « Tu souffres, mais si tu es une vraie femme, tu gardes ta souffrance pour toi. » Cela a un impact effroyable. Elles acceptent parce qu'elles sont femmes. Mais c'est une chose

La guerre est une affaire d'hommes. Ce sont des hommes qui la décident et qui la font, parce que la guerre est une affaire de pouvoir.

qu'il faut dénoncer, et heureusement cela commence à se faire. Au Pakistan, au Bangladesh, en Inde et en Afghanistan, des coutumes répriment les libertés individuelles et collectives. Pensons à tous les lynchages, à tous les crimes d'honneur que quelques rapports d'Amnistie internationale dénoncent, mais que les femmes subissent et qu'elles acceptent, malgré elles, au nom des droits coutumiers. La guerre se situe dans cette logique. Cela ne veut pas dire que toutes les femmes se taisent pour autant. Ici, des femmes se mobilisent au nom de la solidarité, alors que là-bas, des femmes se mobilisent parce qu'elles sont victimes.

[...]

Des femmes ont été très présentes sur Internet à travers de nombreux sites féministes. Ces sites fournissent de nombreuses informations alternatives qui les concernent et dans lesquelles elles sont actrices. Là, elles ne parlent pas de guerre mais de paix, des conditions de la paix. Je me demande si cette situation de silence dans les grands médias et de paroles échangées entre femmes sur le Web, en faveur de la paix, ne renforce pas un stéréotype que nous dénonçons : les femmes seraient avant tout des pacifistes car elles cherchent à protéger la vie de leurs enfants. N'est-ce pas enfermer, une fois de plus, les femmes dans leur fonction maternelle et ne pas les reconnaître comme citoyennes à part entière, ayant voix au chapitre dans la sphère publique?

[...]

Pas seulement victimes

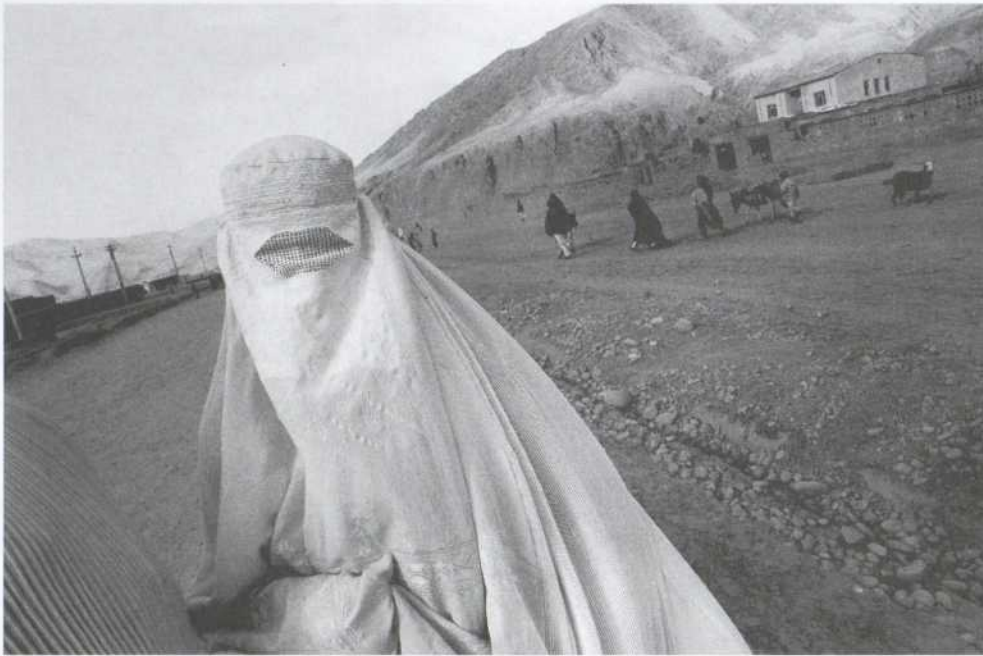
Si on perçoit la participation à la guerre uniquement en termes d'affrontement militaire, oui on peut dire que ce sont majoritairement les hommes qui font la guerre. Mais certaines guerres sont aussi le combat des femmes. Pensons aux guerres de libération et aux conflits interethniques dans lesquels les femmes s'identifient avant tout à la cause des leurs. On ne peut pas dire qu'elles sont simplement victimes. En Érythrée, les effectifs féminins constituaient 40 % des combattants de la liberté. Au Rwanda, en plus de l'appui logistique sur le front militaire, les femmes ont joué un rôle important dans l'entretien de la fibre patriotique. Cela s'est fait par le truchement de la mobilisation artistique et par l'éducation aux valeurs traditionnelles dispensées aux générations nées en exil. Dans un autre registre, beaucoup d'exemples montrent que les femmes peuvent participer à des actions destructrices. Je mettrais donc des bémols à la définition des femmes comme victimes des guerres uniquement. Dans certains conflits ethniques, les femmes ne sont pas plus prêtes que les hommes à ramener un peu de raison.

[...]

C'est l'exemple de l'ex-Yougoslavie. Le livre de Madeleine Gagnon, *Les femmes et la guerre*, est absolument frappant là-dessus. Elle a rencontré des femmes qui ont été blessées, meurtries, mais qui étaient incapables d'accepter que les femmes de l'autre camp aient aussi été victimes de viol. Elles associaient ces propos à de la propagande. Cependant, il faut reconnaître que, dans tous les pays du monde, les femmes sont avant tout des réconciliatrices. Autant les hommes sont au premier plan pour lancer la guerre, autant les femmes le sont quand il s'agit de reconstruire. On l'a vu au Liban, au Sri Lanka...

[...]

En Europe, durant la Deuxième Guerre mondiale, les femmes voulaient la chute d'Hitler, elles étaient contre le fascisme,



elles ont participé à la résistance. En Algérie aussi. Mais on ne peut pas nier que les femmes soient solidaires, jusqu'à un certain point, de leur société, de leurs hommes, des valeurs au nom desquelles se fait la guerre.

[...]

Pendant la Première Guerre mondiale, les femmes canadiennes ont pris la place des hommes au travail, elles sont ensuite revenues à la maison. Durant la Deuxième Guerre mondiale, les femmes sont de nouveau allées en usine, mais quand les hommes sont revenus, elles ne sont pas toutes retournées pour autant à la maison. Elles ont revendiqué le droit de continuer à travailler. Peut-être qu'à force de luttes, elles auraient fini par gagner une place dans certains secteurs de travail, mais la guerre a accéléré les choses jusqu'à un point de non-retour. C'est là le paradoxe. Les femmes ne sont pas particulièrement favorables à la guerre, mais l'histoire leur apprend que des guerres ont fait avancer certaines questions sociales, dont leur cause. Les femmes afghanes partageaient aussi cette ambivalence : elles ne souhaitaient pas que des civils meurent, elles ne voulaient pas que la guerre reprenne ou continue, mais en même temps elles ne pouvaient être indifférentes à la perspective d'être libérées de la cruauté des talibans. Beaucoup de gens s'arrêtent à ces gains positifs de la guerre qui servent presque à la justifier après coup. Cependant à y regarder de plus près, on se dit que la guerre n'est pas la solution parce qu'à long terme, plein de choses ne sont pas réglées.

[...]

Les talibans sont peut-être partis, mais il est trop tôt pour dire que la situation des femmes va changer, parce que l'Alliance du Nord a été la première formation à brimer leurs droits. Or l'Alliance sort gagnante de cette guerre. Attention à la récupération de la question des femmes par la communauté internationale, par l'administration Bush en l'occurrence! On essaie

de nous faire croire que cette guerre a été faite pour libérer les femmes afghanes! Or c'est au nom et uniquement au nom de la lutte contre le terrorisme que les bombardements américains ont été menés. Qu'à l'instar des talibans, des régimes oppriment les femmes ailleurs dans le monde, cela n'a jamais suscité une offensive militaire.

[...]

Héroïnes de la reconstruction

Dans certains pays, la reconstruction après la guerre repose principalement sur les épaules des femmes, mais ce n'est pas valorisé. Les femmes ne sont jamais considérées comme des héroïnes de la guerre. Ce qu'elles font paraît normal.

[...]

Au début, les États-Unis ont dit qu'ils ne voulaient pas participer à la reconstruction de l'Afghanistan, c'est pourquoi après le temps des bombardements, ils vont confier le leadership à l'ONU qui est tout à coup revigorée dans son rôle. La reconstruction en tant que telle n'est vraiment pas leur priorité. L'aide internationale n'est d'ailleurs pas leur priorité quand on sait qu'ils donnent seulement 0,1 % de leur PIB, alors qu'ils devraient aller jusqu'à 0,5 %. De même, on ne peut pas dire que leur politique intérieure apporte un soutien aux femmes qui vivent dans la pauvreté ou dans des situations de détresse.

[...]

Les femmes afghanes vont être dans une situation de dépendance, elles vont voir arriver les organismes internationaux qui vont leur dire ce qu'elles doivent faire. Vont-ils leur demander comment elles veulent reconstruire? Probablement pas, ils vont venir les gérer.

[...]

Les initiatives de paix viennent beaucoup des femmes. Il y a des exemples assez pertinents. Je pense à l'Association des

IVA ZIMOVA,
FEMME EN BURQA,
AFGHANISTAN, 2001

veuves du génocide du Rwanda dont on m'a partagé l'expérience. Ces initiatives de femmes ne sont pas appréciées à leur juste valeur par le gouvernement. Si des hommes faisaient ces petites choses, ils seraient perçus comme des héros. Mais les femmes, non!

[...]

Cela se vit au quotidien, en continuité avec la maternité. Autant il y a un certain appui à la guerre quand il s'agit de sauver sa culture, de sauver son territoire pour ses enfants, parce qu'on

Les femmes se rendent assez vite compte que la violence ne mène à rien. Si elles veulent un avenir pour leurs enfants, elles doivent faire les choses autrement.

ne veut pas qu'ils perdent tout; autant il y a ce souci de reconstruire, de refaire, de recommencer, de bâtir la paix. Les femmes se rendent assez vite compte que la violence ne mène à rien. Si elles veulent

vraiment un avenir pour leurs enfants, elles doivent faire les choses autrement.

[...]

C'est de la vie dont nous sommes responsables collectivement, que nous ayons des enfants ou pas. Responsables de la vie quotidienne et du fait que la société soit viable. Il faut que les gens puissent vivre.

[...]

De nouveaux rapports de pouvoir?

« Bien loin de subvertir l'ordre des sexes, les guerres l'ont toujours renforcé. Elles radicalisent le masculin et approfondissent le fossé entre les hommes et les femmes. » écrit Benoîte Groult dans la préface du livre de Madeleine Gagnon. Peut-être que les guerres et la violence s'enracinent même dans la domination d'un sexe sur l'autre!

[...]

Les guerres révèlent les rapports de pouvoir. Le pouvoir est toujours fondé sur la force, sinon il n'y a pas de pouvoir. On essaie dans nos sociétés de fonder le pouvoir sur le droit. Même quand le pouvoir est fondé sur le droit, il y a des circons-

tances où l'État peut user de la force. Tu as des droits mais si tu fais telle chose, la police peut te « tirer » dessus. Dans les affaires internationales, il y a un droit aussi, mais quand les choses vont trop loin, on décide de faire la guerre.

[...]

Si les rapports hommes-femmes dans le quotidien, dans la vie politique et sociale, étaient davantage des rapports de collaboration que de domination, la manière de concevoir la guerre changerait peut-être. Si la relation homme/femme dans la société était pensée et vécue en termes de différence et non de conflit, elle contribuerait peut-être à instaurer d'autres rapports sociaux et internationaux.

[...]

Je pense que c'est vrai aussi dans l'autre sens. Qu'est-ce qui fait que les rapports hommes-femmes sont ce qu'ils sont, sinon que les hommes disposent collectivement du pouvoir? Pour changer ces rapports, il faudrait qu'il y ait quelque chose qui se passe dans l'exercice du pouvoir lui-même. Les quelques femmes qui se retrouvent au pouvoir entrent dans la logique de guerre, parce qu'elles sont dans un exercice du pouvoir qui est dominant.

[...]

La représentativité des femmes dans les organes décisionnels pose question. En Afrique, c'est rare que les femmes soient massivement présentes au gouvernement. Ce sont plutôt des unités. Ces femmes qui occupent des ministères proches de la vie des femmes (famille, affaires sociales, condition féminine...) sont là, pour la plupart des cas, parce qu'elles ont été portées par un courant politique. Mais elles ne sont pas tellement là pour les femmes, même si elles ont été choisies pour les représenter. Arrivées dans ces organes de pouvoir, elles servent avant tout la ligne du parti.

[...]

Les rapports sociaux, fondés sur le pouvoir, sont des rapports entre groupes dominants-dominés. Quand les rapports sociaux ne seront plus fondés sur la force, les relations hommes/femmes pourront changer. Mais comment va-t-on faire pour en arriver là? ●

Pour prolonger la réflexion

LIVRES

BARBER, Benjamin, *Jihad versus McWorld : mondialisation et intégrisme contre la démocratie*, traduit de l'américain par Michel Valois, Paris, Desclée de Brouwer, 1996.
BEN-AMI, Shlomo, *Quel avenir pour Israël?*, Paris, PUF, 2001.

BENSAÏD, Daniel, *Contes et légendes de la guerre éthiopienne*, Paris, Textuel, 1999.

BERQUE, Jacques, *Mémoires des deux rives*, Paris, Seuil, 1989.

BERQUE, Jacques, *Le Coran*, traduction, Paris, Sindbad, 1991.

BERQUE, Jacques, *Relire le Coran*, Paris, Albin Michel, 1993.

BRISAR, Jean-Claude et DESQUIÉ, Guillaume, *Ben Laden : la vérité interdite*, Paris, Denoël, 2001.

GAGNON, Madeleine, *Les femmes et la guerre*, Montréal, VLB Éditeur, 2000.

GHALIOUN, Burhan, *Islam et politique*, Paris, La découverte, 1997.

HUNTINGTON, Samuel, *Le choc des civilisations*, traduit de l'anglais par Jean-Luc Fidel, Paris, O. Jacob, 2000.

MATTÉI, Jean-François, *La barbarie intérieure. Essai sur l'immonde moderne*, Paris, PUF, 1999.

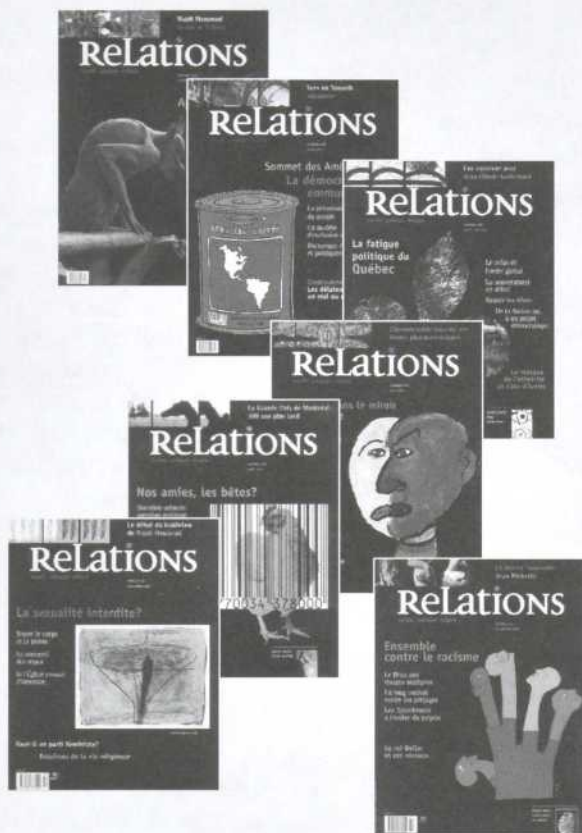
RASHID, Ahmed, *L'ombre des talibans*, Paris, Éditions Autrement Frontières, 2001.

SAÏD, Edward, *Israël-Palestine : l'égalité ou rien*, Paris, La Fabrique, 1999.

SFEIR, Antoine, *Les réseaux d'Allah- Les filières islamistes en France et en Europe*, Paris, Plon, 2001.

WARSCHAWSKI, Michel, *Le défi binational*, Paris, Textuel, 2001.

Vous avez manqué un numéro?



Numéros de *Relations*
encore disponibles :

Apocalypse now?

(N° 666, JANVIER-FÉVRIER 2001)

Sommet des Amériques/La démocratie emmurée

(N° 667, MARS 2001)

La fatigue politique du Québec

(N° 668, AVRIL-MAI 2001)

La société dans le miroir de la maladie mentale

(N° 669, JUIN 2001)

Nos amies, les bêtes?

(N° 670, JUILLET-AOÛT 2001)

La sexualité interdite?

(N° 671, SEPTEMBRE 2001)

Ensemble contre le racisme

(N° 672, OCTOBRE-NOVEMBRE 2001)

Chaque numéro est offert au prix de 3 \$.

Téléphonez à Hélène Desmarais, au (514) 387-2541,

ou écrivez-lui à relations@cjf.qc.ca

Prochain numéro

Le numéro de mars de la revue *Relations* sera distribué en kiosques et en librairies dans la semaine du 4 mars. Il comprendra notamment :

- un dossier sur les fonds de pension, que la logique financière tend à enfermer de plus en plus dans la spéculation, au détriment d'un régime public fondé sur la répartition;
- un article sur l'Angleterre qui, sous la gouverne de Tony Blair, apparaît aux yeux de plusieurs comme une voie à suivre pour la social-démocratie;
- une controverse sur le « mariage » homosexuel;
- une réflexion sur l'éducation de la foi au Québec dans le contexte de la déconfessionnalisation des écoles;
- le cinquième épisode du feuilleton de Wajdi Mouawad, *Architecture d'un marcheur*, illustré par Marc Séguin;
- des œuvres de notre artiste invité, David Lafrance.

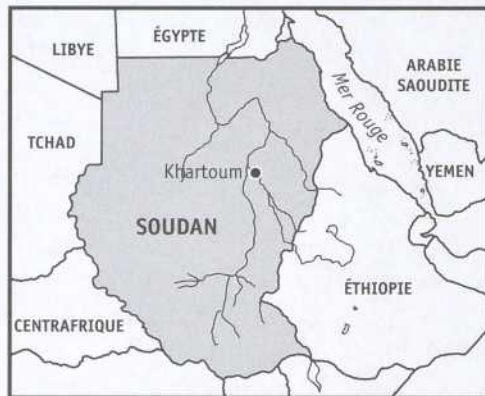


DAVID LAFRANCE, *MALADE*, EAU FORTE, 1999.

Le Soudan en otage

La proclamation d'une république islamique au Soudan a enflammé les velléités du sud et attisé les tensions entre le nord et le sud, tandis que les grandes entreprises internationales qui exploitent le pétrole font le jeu du gouvernement en place.

SIMONE DUMOULIN



L'AUTEURE EST PRÉSIDENTE DE VIGILANCE SOUDAN, ASSOCIATION MEMBRE DE LA COALITION EUROPÉENNE CONTRE L'EXPLOITATION DU PÉTROLE AU SOUDAN (ECOS)

L'ambiguïté de la société soudanaise est la source des 35 années de guerre intérieure que le pays a connues depuis l'indépendance, en 1956. Un racisme latent donne aux Soudanais du centre nord un sentiment de supériorité à l'égard de leurs compatriotes du nord qui n'ont pas de sang arabe. Ce sentiment est encore plus fort à l'égard de ceux des autres régions dont la langue maternelle n'est pas l'arabe. Il atteint son paroxysme à l'égard de ceux qui ne sont pas musulmans au sud, dans les monts Nouba et le Haut-Nil bleu. Il s'accompagne dans la vie publique d'une propension à accaparer pouvoir et richesses. Cette attitude est la part d'ombre d'un peuple très attachant.

De 1899 à 1956, le Soudan fut un condominium anglo-égyptien. Peu avant son accès à l'indépendance, un comité de soudanisation attribua aux Soudanais du nord les postes jadis occupés par les Anglais, sans même imaginer que des sudistes pourraient y prétendre. Ce fut la principale cause de la première guerre du sud, qui éclata dès août 1955. Pour résoudre le problème, le gouvernement voulut uniformiser le pays en imposant l'arabisation et l'islamisation dans le sud,

ce qui ne fit qu'exacerber les tensions. En 1969, l'armée fit un coup d'État et, en 1972, le nouveau chef d'État, Nimeiri, signa l'Accord d'Addis-Abbeba qui procura au sud une large autonomie et onze années de paix.

En 1983, Nimeiri, imaginant qu'il n'avait plus rien à craindre du sud, lui retira son autonomie pour des raisons jamais vraiment éclaircies. Dans le nord, il se tourna vers le petit parti des Frères Musulmans (le futur Front national islamique), dont il appliqua l'un des chevaux de bataille, la *charia*. Sur ce, le pétrole ayant été découvert dans le sud, il décida que le brut serait acheminé par oléoduc vers le nord. La coupe étant pleine, la seconde guerre du sud fut déclenchée avec la naissance du Mouvement/Armée de Libération du Peuple Soudanais (M/ALPS) du colonel Garang. Ce leader demandait un Soudan laïc, démocratique et unifié. Pourquoi laïc?

L'imposition de la *charia*

La *charia* est un système global qui régit les individus et la société dans le cadre d'un mode de vie culturel et économique précis, étranger à beaucoup de Soudanais, même musulmans, et dont le corollaire est que les non-musulmans sont des citoyens de seconde zone. On annonça que l'aspect pénal de la *charia* (flagellation, amputation, ...) ne devait pas être appliqué dans le sud. Les autres aspects subsistaient et les non-musulmans dans le nord étaient toujours soumis à la *charia*. Les musulmans eux-mêmes n'appréciaient pas cette surveillance pointilleuse de leur vie.

En 1989, un gouvernement démocratiquement élu, après accord avec le colonel Garang, décida finalement de ramener la paix en supprimant la *charia*. Mais au parlement, Tourabi, leader cha-

ristique et fin stratège du Front national islamique (FNI), déclara qu'il fallait faire la guerre sainte. Le programme du FNI prônait l'instauration d'une république islamique, sans que le contenu de cette institution n'ait jamais été précisé. Le parti était composé d'étudiants issus de milieux modestes, de jeunes loups à l'intelligence vive et aux dents longues que le FNI nommait à des postes de l'administration après les avoir aidés financièrement pendant leurs études – profitant de l'inconscience des gens en place. En effet, le parti était riche. Il avait su gérer la manne venue d'Arabie Saoudite et en 1984, année de sécheresse et de famine, il avait fait des profits substantiels avec l'accaparement des grains. Les musulmans en général considéraient le FNI comme un groupe d'ambitieux sans scrupules, se servant de la religion à leurs propres fins. Quatre jours avant la concrétisation des premières mesures qui devaient mener à la suppression de la *charia* et à la paix, le Front national islamique fit un coup d'État.

Se révélèrent alors les méthodes et le programme du nouveau régime. « Tous les droits de l'homme sont violés à grande échelle dans tout le pays », écrit à cette époque Gaspar Biro, rapporteur spécial des droits de l'Homme des Nations unies. Dans les régions musulmanes, le nouveau régime interdit les partis politiques, même l'Umma et le parti unioniste démocratique (PUD) qui plongent leurs racines dans l'islam traditionnel soudanais réunissant soufis et musulmans modérés. De nombreuses personnalités politiques se sont enfuies à l'étranger. Au fil des ans, la pression s'est relâchée : aujourd'hui, moins de personnes sont torturées par les forces de sécurité. Selon certains, la peur aurait enseigné la prudence. Selon d'autres, 12 ans de propagande intensive par la radio, la télévision et les livres scolaires auraient converti la population à l'islamisme militant.

Quoi qu'il en soit, le régime essaie aujourd'hui de redorer son blason. La



l'autrichienne OMV, s'est accompagnée d'une politique systématique de terre brûlée. Il ne s'agit pas de bavures, mais d'une tactique destinée à assurer la sécurité du personnel et des installations. Trop de sources le rapportent pour qu'on puisse en douter. Les autorités ne disent pas à la population de quitter la région mais, sur une distance allant jusqu'à 300 km autour des puits à exploiter, les villages sont bombardés, les villageois mitraillés par des hélicoptères. Puis les forces armées ou milices brûlent les maisons, tirent sur les fuyards, violent les femmes, pillent le bétail. Ceux qui s'échappent meurent souvent de faim, d'autres survivent et témoignent.

Dans un même temps, l'argent du pétrole alimente l'intensification de la guerre. Les experts s'accordent pour estimer que depuis l'exportation du pétrole en 1999, les dépenses militaires ont doublé (2 millions \$US par jour). À la suite de la campagne canadienne poussant les actionnaires à désinvestir leur argent de Talisman, beaucoup se sont déclarés en faveur de l'arrêt de l'exploitation du pétrole au Soudan avant que n'intervienne une paix juste et durable. Citons la Conférence des Evêques du Soudan, la Mission œcuménique canadienne au Soudan et la Coalition Européenne contre l'Exploitation du Pétrole au Soudan (ECOS), regroupant une soixantaine d'associations.

Dans tout le Soudan, la stratégie consiste à établir un contrôle rigoureux des ressources politiques, économiques et humaines. Les améliorations sont de façade; seule une poignée de personnes a le droit quasi officiel de critiquer le régime. Les discours intérieur et international sont souvent opposés. Lorsque la pression occidentale se fait trop forte, le régime lâche un peu de lest sur un point qu'il considère comme mineur, par exemple l'esclavage. De même, le flamboyant prophète Tourabi a été limogé, mettant en sommeil la visée expansionniste d'une vision despotique de l'islam. Mais le véritable but du régime reste inchangé : se maintenir au pouvoir. ●

DES FEMMES DE
LA FORCE NATIONALE
DE DÉFENSE POPULAIRE
MANIFESTENT LEUR
SOUTIEN AU PRÉSIDENT
AL-BESCHIR, EN 2000,
CANAPRESS/A. RAOUF

Constitution accorde beaucoup de droits fondamentaux, sans permettre toutefois l'abrogation des lois contraires. Ainsi, de nombreuses lois contredisent la liberté de religion qu'elle proclame. Plusieurs millions d'animistes et de chrétiens déplacés du sud vers le nord sont touchés par la discrimination. Souvent, ils n'ont pas droit à la protection que la loi devrait leur accorder. La Constitution organise aussi un certain partage des pouvoirs. Cependant il faut adhérer au système existant pour se présenter à des élections parlementaires truquées.

La guerre du pétrole

En 1992, le régime a su utiliser des rivalités de personnes, d'ethnies, et des ambitions inassouvies pour diviser la rébellion et s'allier des milices sudistes qu'il armait, augmentant encore les malheurs des civils. En vue de gagner la guerre, le *djihad* a été déclaré, donnant aux recrues

l'envie de tuer et le courage d'être tué. Cependant, les réconciliations au sud, sous la houlette du Conseil des Églises, et le fait que le régime n'ait pas tenu ses promesses aux rebelles ralliés ont quasiment arrêté ce processus. Des nomades arabes voisins continuent à recevoir du régime des armes qui leur permettent de faire des razzias dans le sud, dont les bénéficiaires sont leur seul salaire. C'est à eux que l'on doit les milliers de réductions en esclavage dont souffre le Soudan.

Depuis 1983, la guerre a causé de deux à trois millions de morts chez les civils, de quatre à six millions de personnes déplacées à l'intérieur du pays. Des millions d'autres ont fui à l'étranger. Mais l'horreur ne s'arrête pas là.

L'exportation du pétrole a commencé en 1999. Son exploitation, par les sociétés d'État chinoise et malaise, la canadienne Talisman, la suédoise Lundin et

Quels tribunaux internationaux pour juger les crimes contre l'humanité?

On peut émettre des doutes sur le mode de création des tribunaux internationaux. Cependant, ceux-ci donnent un remarquable souffle de vie au droit humanitaire

MARCO SASSÒLI

L'AUTEUR EST
PROFESSEUR DE DROIT
INTERNATIONAL
À L'UQAM

Pour beaucoup d'observateurs, il ne fallait pas réagir par la guerre aux attaques du 11 septembre 2001 mais par les moyens du droit pénal international, car elles constituaient des crimes et non pas une agression armée, notion traditionnellement réservée à des actes étatiques. D'aucuns ont même proposé de traduire leurs auteurs devant des tribunaux internationaux, puisqu'il s'agirait d'un crime contre l'humanité, donc d'un crime international.

L'obligation de réprimer universellement ce genre de crime est longtemps restée lettre morte. Ce n'est qu'à la suite des exactions commises en ex-Yougoslavie, qui ont particulièrement marqué l'opinion publique occidentale, que cette obligation est ressuscitée. Les États ont réagi avec le seul procédé d'urgence que connaît le droit international actuel, soit une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU, en établissant le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY). Par la suite, le double standard aurait été trop évident si celui pour le Rwanda (TPIR) n'avait pas été créé. L'on peut certes exprimer des doutes sur le mode de création de ces tribunaux internationaux (TPI). Mais, en pratique, si l'on avait eu recours au mode traditionnel permettant de créer de nouvelles institutions internationales, soit celui d'une convention, aucun de ces tribunaux n'aurait probablement encore vu le jour.

Compétences et avantages

Ils sont compétents pour reconnaître les actes de génocide, de crimes contre l'hu-

manité et de crimes de guerre. La compétence du TPIY s'étend à toute personne ayant commis l'un de ces crimes sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991, incluant donc ceux qui continuent à être commis au Kosovo et en Macédoine. Le TPIR, en revanche, n'est compétent qu'à l'égard des crimes commis au cours de l'année 1994. Tout tribunal développe et précise le droit qu'il est censé appliquer. La jurisprudence des TPI peut être critiquée à maints égards, mais elle donne un souffle de vie remarquable au droit international humanitaire qui sert de base à ses décisions.

Sans ces tribunaux *ad hoc*, le statut de la Cour pénale internationale (CPI) n'aurait certainement pas encore été adopté, comme ce fut le cas, le 17 juillet 1998, à Rome. Celle-ci sera compétente pour les mêmes crimes que ceux jugés par les TPI, mais sans être soumise aux mêmes limitations géographiques. Ce traité n'obligera que les États qui y seront parties prenantes. Si l'État sur le territoire duquel ont eu lieu les crimes ou si l'État dont est ressortissante la personne poursuivie est lié par le statut de Rome, la CPI sera compétente. Aucun consentement de l'État concerné ne sera nécessaire lorsque le Conseil de sécurité déférera une situation à la CPI.

Début décembre 2001, 47 des 60 États nécessaires pour son entrée en vigueur avaient ratifié le statut de Rome. Le Canada est de ce nombre, tandis que les États-Unis s'y opposent avec ferveur parce que la CPI pourrait juger des Américains contre la volonté de leur gouvernement. Cette hostilité diminue, bien évidemment, de beaucoup la crédibilité

de l'engagement des États-Unis en faveur des TPI. En effet, celui qui veut promouvoir la justice pour les autres doit accepter d'y être également soumis.

Dans la conception traditionnelle du droit international, seuls les États pouvaient se rendre coupables d'une violation et faire l'objet de sanctions. En réalité, les violations résultent inévitablement d'actes ou d'omissions d'individus. Auparavant, ces individus ne pouvaient être punis que par l'État qui servait d'écran entre eux et le droit international. L'établissement des TPI a percé ce voile et rendu visible la responsabilité individuelle devant le droit international. Ces tribunaux et la CPI sont donc les manifestations les plus évidentes d'une nouvelle couche du droit international : le droit interne de la communauté internationale composée de six milliards d'êtres humains.

Les procès pénaux ont des avantages évidents, si on les compare à la réaction traditionnelle à des violations, soit les sanctions. D'abord, ils sont déclenchés dans une procédure régulière, formalisée et égale pour tous, sans droit de veto et beaucoup moins influencée par des considérations politiques que les résolutions du Conseil de sécurité, seul organe de la société internationale habilité à décréter des sanctions. Ensuite, de tels procès sont dirigés contre les coupables présumés et non pas, comme le font inévitablement les sanctions militaires ou économiques, contre des innocents. De plus, l'action pénale n'individualise pas seulement la punition, mais aussi la responsabilité. Elle reconnaît que les crimes n'ont pas été commis par des peuples, mais par des individus. Aussi longtemps que la responsabilité restait celle des États et donc, des peuples, chaque violation comportait le germe de la prochaine guerre. C'est ici que repose la mission civilisatrice et pacificatrice de la justice pénale internationale. ●

Un processus sans précédent dans l'histoire est désormais en marche : celui de la création d'institutions supranationales chargées de sanctionner les crimes exceptionnels qui placent leurs auteurs au ban de l'humanité. Ces

institutions ont primauté de compétence sur les juridictions nationales. Mais le nouvel « ordre mondial » qui est en train de se bâtir n'instaure-t-il pas, dans les faits, une justice de vainqueurs?

La justice pénale internationale est dans une impasse car elle est l'expression du pouvoir hypocrite des grandes puissances

MICHAEL MANDEL

En mai 1999, avec un groupe d'avocats d'Amérique du Nord et du Sud, j'ai déposé une requête de crimes de guerre contre 68 dirigeants de l'OTAN. Nous sommes allés à La Haye pour demander au TPIY d'inculper l'OTAN. En juin 2000, Carla Del Ponte a répondu qu'elle estimait que l'OTAN n'était coupable d'aucun crime et, que de ce fait, elle n'ouvrirait pas d'enquête. Elle fit paraître un rapport de blanchiment sans motifs convaincants. Heureusement Amnistie internationale, de son côté, fit aussi paraître un rapport qui concluait que l'OTAN était coupable de crimes de guerre. À la lecture de ces deux rapports, il est difficile d'affirmer que celui du TPIY n'est pas frauduleux!

Un tribunal corrompu

La guerre menée par l'OTAN a été une violation consciente du droit international et de la charte des Nations unies. On l'a qualifiée « d'intervention humanitaire » de manière à la rendre sinon légale, du moins plus acceptable. Mais l'humanitaire cachait d'autres motifs qui n'ont rien à voir avec lui : la nécessité de donner un nouveau rôle à l'OTAN après la Guerre froide, l'implacable campagne de sape de l'autorité des Nations unies menée par les États-Unis, l'expansion de l'industrie militaire, l'expérimentation de nouvelles armes, d'importants contrats de reconstruction, enfin le contrôle d'un pipeline pétrolière dans la mer Caspienne.

À l'heure actuelle, la « guerre d'agression » ne figure pas parmi les crimes reconnus par les statuts du Tribunal de La Haye. Il en est ainsi parce que les États-Unis n'ont pas voulu que cela y figure, de la même manière qu'ils n'ont pas voulu que ce crime figure dans le statut de la Cour pénale internationale, adopté à Rome, en 1998. C'est un fait qui sape sa légitimité. Mais le droit international, lui, inclut les « crimes contre l'humanité », dont le « meurtre » et « autres actes inhumains ».

Les responsables de l'OTAN ont planifié une campagne de bombardements dont ils savaient qu'elle était contraire aux principes fondamentaux du droit international et qu'elle occasionnerait la mort ou les blessures de milliers de civils, parmi eux des femmes et des enfants. Les responsables de l'OTAN ont délibérément et illégalement pris pour cibles des lieux sans aucun enjeu militaire. En procédant ainsi, ils ont cherché à décourager et à affaiblir la volonté du peuple et non à imposer une défaite à l'armée. Ils sont donc coupables de tueries. Même si Milosevic était coupable, le fait que les crimes de l'OTAN ne soient pas poursuivis enlève tout crédit au TPIY.

La justice pénale internationale dans une impasse

Grâce à un important lobby occidental, le statut de la Cour pénale internationale exclut donc le crime d'agression et définit les crimes de guerre en favorisant les grandes puissances (tendant à exclure la manière dont elles se conduisent dans leurs interventions « humanitaires » et d'autodéfense). Il permet aussi des ac-

cords entre États pour passer outre au devoir d'arrêter les criminels de guerre.

Cependant la Cour pénale internationale a cela de bon que les juges et les procureurs ne sont pas soumis au veto des États-Unis (comme c'est le cas pour les juges et les procureurs du TPIY, via le Conseil de sécurité). C'est la raison pour laquelle les États-Unis ne la ratifieront jamais. Or qui oserait penser une justice pénale internationale qui ne serait pas appliquée par la plus grande puissance du monde?

Il en ressort que la Cour pénale internationale est réduite à jouer un rôle de pure propagande, en faisant croire que la punition des ennemis de l'Amérique s'inscrit dans un mouvement universel de lutte contre l'impunité. Dans les faits, la guerre contre l'Afghanistan a déjà fourni la preuve que le droit pénal international joue un rôle unidimensionnel de légitimation de la guerre. La possibilité de procédures criminelles envers Oussama ben Laden ou autres suspects des attentats du 11 septembre devant une cour internationale impartiale a été largement réclamée par les défenseurs de la paix, et même par le gouvernement afghan, comme une sérieuse alternative de paix, mais elle a été rejetée par les Américains car elle ne correspondait pas à leur plan de guerre.

Ainsi le droit pénal international semble-t-il destiné à n'être que la manifestation d'un pouvoir hypocrite qui refuse toute discussion sur les vrais motifs de la guerre, se limitant à diaboliser l'ennemi, comme dans la « guerre au terrorisme ».

Ne devrions-nous pas chercher à développer les conditions qui permettraient à la paix et aux droits humains de s'épanouir, au lieu de les laisser se détériorer pour de simples raisons de cupidité? ●



L'AUTEUR EST PROFESSEUR
À OSGOODE HALL LAW
SCHOOL, YORK UNIVERSITY,
TORONTO

Arrestations aux États-Unis

En octobre dernier, un groupe de 20 organisations américaines de défense des droits ont protesté auprès des autorités américaines et demandé que soient divulguées les informations concernant les centaines de personnes arrêtées depuis le 11 septembre. Ils exigeaient que soient connus les noms, les nationalités, les noms des avocats et les motifs de détention de ces personnes. Kate Martin, directrice du Centre d'études sur la sécurité nationale, soulignait que rien ne justifiait que soient gardées secrètes les informations relatives à plus de 800 personnes arrêtées depuis des semaines. Le silence des autorités sur ces cas est inquiétant. Source : *The Nation*.

Saturnisme à Paris

L'AFVS (association des familles victimes du saturnisme) évalue à 2 500 le nombre des immeubles dans lesquels un empoisonnement au plomb menace les habitants, et tout particulièrement les enfants. L'intoxication par le plomb se traduit par des atteintes cérébrales et nerveuses sans retour, provoquant des retards de développement mental dont les conséquences s'étaleront sur une vie entière. L'association lance un cri d'alarme pour alerter les pouvoirs publics (État et communes) sur le péril dans lequel vivent trop d'enfants issus souvent de familles étrangères, de sans-logis et sur le fait que les dossiers ouverts mettent un temps infini à déboucher sur une solution.

Nouveau centre spirituel

À la suite d'une longue réflexion sur l'évolution de la recherche spirituelle au Québec, le Comité consultatif pour les Associations de fidèles et des Communautés nouvelles et le diocèse de Montréal ont étudié la pertinence d'ouvrir un centre dont la mission serait d'offrir des services à l'accompagnement de la recherche spirituelle. C'est chose faite depuis le début du mois de septembre 2001, après que les Pères de Sainte-Croix aient donné leur accord pour prendre le leadership de ce dossier. Le centre Le Pèlerin forme des accompagnateurs spirituels compétents, offre un service d'accompagnement spirituel au plus grand nombre et met en place des projets pour répondre aux différentes situations humaines d'accompagnement. Courriel : lepelerin@lepelerin.org. Tél : (514) 737-6262.

Forêts menacées

Dans une étude récente, *Sauvegarder ou supprimer?*, Greenpeace fait état de la situation de crise dans laquelle se trouvent les dernières forêts anciennes du globe. Greenpeace en impute la faute aux gouvernements responsables de la perte de 80 % du capital forestier, mettant en lumière que ceux-ci n'ont pas mis en place des politiques préventives de conservation et qu'ils ont échoué à établir des mesures internationales de contrôle sur les produits forestiers. Le Canada n'a pas encore honoré l'engagement pris lors du Sommet de la terre à Rio, en 1992, et le sort de 380 espèces menacées au pays est incertain. Greenpeace demande aux gouvernements de la planète d'arrêter l'exploitation forestière jusqu'à l'approbation de plans d'exploitation durable de la ressource.

Chantier Passages

L'OCQ (Office de catéchèse du Québec) vient d'ouvrir un site Web dans le cadre du chantier *Passages* qui accompagne le passage de la catéchèse à l'école à la communauté chrétienne, dans le cadre de la Loi 118. Le site www.edufoi.org fournit de nombreuses rubriques d'éducation de la foi consacrées aux enfants, aux adolescents et aux adultes. Il renvoie aussi à Radio Ville-Marie et à la chaîne de télévision Canal Vox, qui diffuse l'émission *Parole et vie*. Toutes deux proposent des émissions régulières d'éveil religieux. On y trouve aussi les actes du Carrefour 2001 qui a eu lieu fin octobre et qui a rassemblé 600 personnes venant de tout le Québec.

Prix Sakharov

Trois personnes se partageront cette année le prix Sakharov, l'hommage annuel rendu par le parlement européen à la liberté de la pensée. La Conférence des présidents du parlement a annoncé que le prix 2001 serait conjointement décerné à Don Zacarias Kamwenho, archevêque de Lubango, en Angola, qui est un des leaders de la campagne pour la paix dans son pays; et à deux écrivains et universitaires, l'une israélienne : Nurit Peled-Elhanan, l'autre palestinien, Izzat Ghazzawi. Tous deux font activement campagne en faveur de la paix au Moyen-Orient. Source : *Europe Infos*, mensuel de la COMECE et de l'OCIPE, B-7000 Bruxelles, Belgique.

~ Choix de livres ~

CÔTÉ COUR, CÔTÉ JARDIN

Voyage intérieur en 365 jours
Marie Gratton
648 pages * 29,95 \$

Au fil des jours et des saisons, l'auteure invite lecteurs et lectrices à effectuer avec elle un fascinant voyage intérieur.

POUR UNE ÉCOUTE EN PROFONDEUR

La Valeur fondamentale
Marie-Line Morin
336 pages * 32,00 \$

Centre unificateur de l'identité psychologique et spirituelle, la Valeur fondamentale se veut une clé de compréhension pour les intervenants de l'écoute.

SURVIVRE AUX SOINS

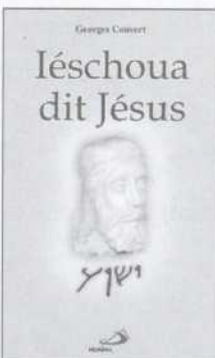
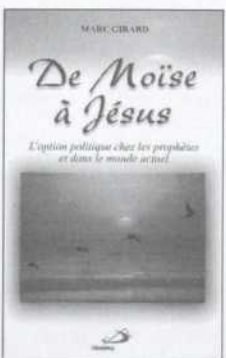
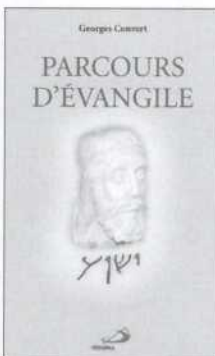
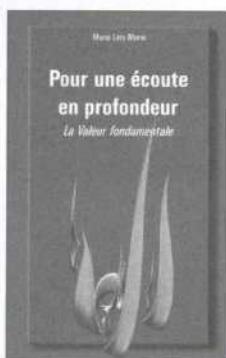
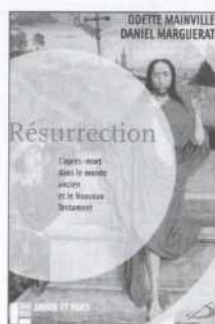
Défi du soignant
Mariette Danis
120 pages * 17,95 \$

Une oeuvre qui questionne aussi bien la qualité des interventions personnelles des soignants que l'organisation actuelle des soins de santé.

DE MOÏSE À JÉSUS

Marc Girard
208 pages * 21,00 \$

Prélevant dans la Bible onze figures de prophètes, ce livre expose leur pensée et leur engagement concret en matière politique.



RÉSURRECTION

Odette Mainville et Daniel Marguerat (dir.)
344 pages * 28,95 \$

À la lumière du Nouveau Testament et des témoignages du monde ancien, des spécialistes revisitent la question toujours brûlante de l'après-vie.

UNE MÉMOIRE SANS PAREILLE

L'Eucharistie
Marie-Thérèse Nadeau
168 pages * 23,95 \$

Une synthèse indispensable pour mieux comprendre, apprécier et célébrer l'Eucharistie, mystère central du culte chrétien.

PARCOURS D'ÉVANGILE

Georges Convert
128 pages * 14 \$

Une initiation à la vie chrétienne en douze étapes, agrémentée de lectures d'Évangile, de commentaires éclairants et de prières.

IÉSCHOUA DIT JÉSUS

Georges Convert
304 pages * 18 \$

Le témoignage d'un croyant sur sa foi en Jésus, et un chemin d'initiation à la vie de disciple de Jésus. Complément de *Parcours d'Évangile*.



MÉDIASPAUL

www.mediaspaul.qc.ca — En vente chez votre libraire

Architecture d'un marcheur

4. Le troisième bras des hommes pressés

TEXTE : WAJDI MOUAWAD
ILLUSTRATION : MARC SÉGUIN

Le grand guerrier Wacklam Macklak vécut, au début du VII^e siècle, dans les régions désertiques du nord de la Scandinavie. Il ne faisait partie d'aucune légion et n'appartenait à aucune tribu. Toutes les armées l'auraient voulu dans leurs rangs mais lui, toujours, arpentait les landes glacées sur son cheval, un cheval bleu lorsque brillait le soleil mais qui préférait les rafales de pluie, par lesquelles il se laissait emporter pour galoper quelques mètres au-dessus du sol.

Wacklam Macklak parcourait sans cesse le pays. Lorsqu'il y avait bataille, on le voyait souvent s'élever dans le ciel sur sa monture puis, comme un rocher qui tombe, s'abattre parmi les hommes pour prendre part au carnage. Il combattait de ses poings nus contre les lances et les épées et se battait contre tous, pour tous. Puis il repartait vers la mer, où il était né, disait-on, car personne n'a jamais su dire d'où venait Wacklam Macklak; simplement, tous connaissaient son existence, comme on connaît l'existence du vent. Mais d'où venait le vent, ça, personne n'en avait la moindre idée.

Certains disaient que Wacklam Macklak était comme un demi-dieu, mais avec la réalité d'un arbre. Plusieurs paysans l'avaient déjà aperçu au loin, immobile, debout au milieu du désert, les bras grand ouverts, la tête penchée vers le haut. Avec ses habits d'écorce, même les aigles étaient confondus et venaient se tenir debout sur ses épaules. Les enfants voyaient en lui, à tort, l'un des leurs; les vieux disaient qu'il était la mémoire vivante de tout ce qui a déjà été; les

femmes sans caractère espéraient de lui une visite qui pourrait leur redonner confiance. Mais Wacklam Macklak était seul. À toutes les nuits, il regardait les vagues glaciales des mers du Nord puis s'abandonnait à elles le temps du sommeil. « Le jour de ma mort, elles ne me rejeteront pas sur la plage comme elles le font depuis déjà si longtemps à chaque matin, mais elles m'emporteront et me gar-

Pour nous donner l'illusion que nous savons où nous allons, il nous a suffi d'inventer des machines qui vont vite. Mais nous ne savons pas.

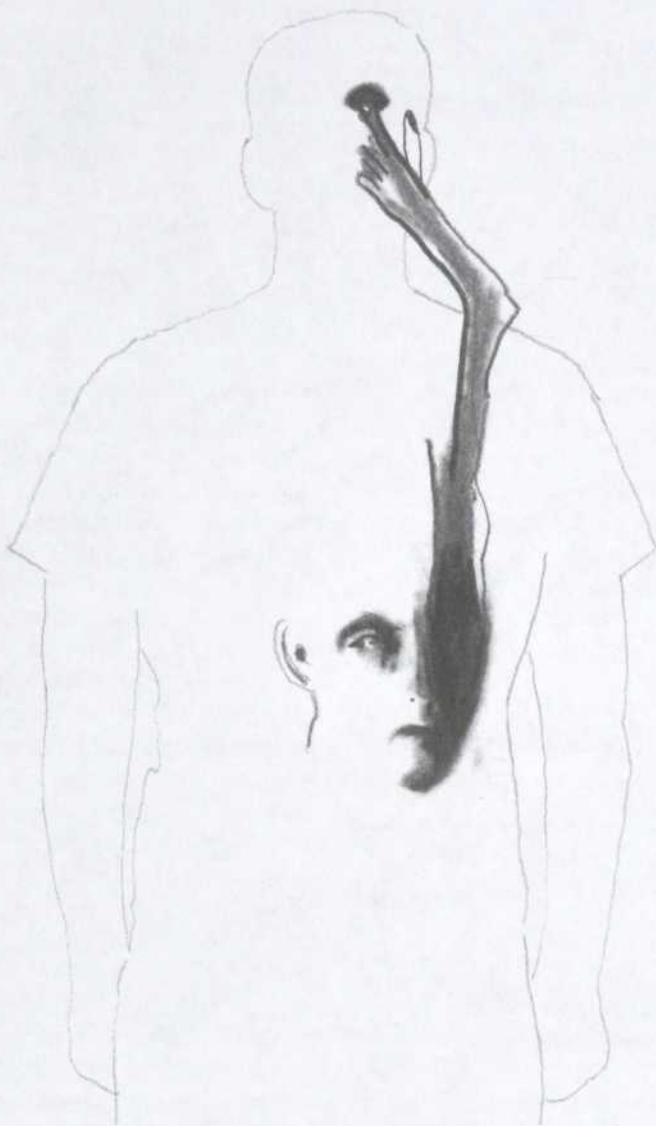
deront avec elles, comme un trésor merveilleux. » Ainsi vivait Wacklam Macklak, le grand guerrier, bien heureux de ne pas avoir à se préoccuper de la mort, qui était toute sa vie et qu'il nourrissait victorieusement à chaque bataille.

Une voiture freine brusquement à côté de moi. Les pneus crissent. Je m'arrête pour regarder la tête du conducteur. C'est un homme d'une quarantaine d'années, avec une casquette sur la tête. Pourquoi donc s'est-il arrêté? Je regarde autour de moi et je ne vois aucun feu rouge qui aurait pu l'obliger à freiner ainsi, à la dernière minute. Dans la rue, il n'y a que nous. Lui, dans son auto, moi, sur le trottoir. Il me regarde, me fait un petit salut de la tête. Je me mets en route. C'est alors que j'aperçois au loin une porte qui s'ouvre. Une silhouette apparaît. Elle se dirige vers la voiture et fait un geste de salut à l'homme. C'est une femme. Peut-être sa femme, peut-être pas. Ils se sont donné rendez-vous. Peut-être travaille-t-elle de nuit; il est venu la chercher pour la reconduire. Sait-on jamais.

À quoi je rêvais? Je marche vers le pont. Toujours. La voiture derrière moi redémarre. Me dépasse. S'éloigne.

S'éteint. À quoi je rêvais? Avant la femme, avant la voiture, je rêvais... à quoi je rêvais? Je regarde le pont. J'ai hâte de sortir de la ville. La sensation d'aller loin, je ne la ressens que lorsque je marche. En voiture, les quelques fois où il m'est arrivé de rouler longtemps, de rouler des centaines de kilomètres, je n'ai jamais senti que j'avais parcouru une plus grande distance que celle que je parcours lors d'une journée de marche, un peu comme un enfant qui croit que sa mère le quitte pour toujours alors qu'elle n'est partie que quelques instants. Je savais bien, pourtant, que j'étais allé au-delà de toutes les promenades et que je venais de réaliser l'impossible pour le marcheur.

C'est vraiment une chose étrange de la part des hommes que de monter dans des machines pour avancer plus vite. Nous marchons car nous ne savons pas vers quoi nous allons. Si nous le savions, nous nous mettrions à courir et la course, aussitôt, deviendrait une seconde nature, elle deviendrait notre moyen normal de locomotion, comme pour les animaux qui courent pour fuir et chasser. Aussi, pour nous donner l'illusion que nous savons où nous allons, il nous a suffi d'inventer des machines qui vont vite. Mais nous ne savons pas. La preuve en est que de par le monde, il y a officiellement, chaque année, des milliers de morts dues à des accidents de la route. Les oiseaux, dans le ciel, vont vite car c'est leur état naturel. Ils savent un peu plus que nous vers quoi ils volent : c'est pourquoi, malgré leur vitesse, ils ne font jamais d'accident. L'escargot aussi évolue à la hauteur de ses connaissances. Il ne s'invente aucun stratagème pour se déplacer plus



vite. Il n'a pas de prétention. Nous, notre prétention et notre soif de savoir roulent trop vite, dérapent, carambolement et nous décapitent.

J'appartiens à une génération qui ne marche pas. Une génération pour qui marcher est une perte de temps. Les gens de cette génération ne marchent que dans le but de profiter du beau temps. On les voit souvent sortir de chez eux pour aller faire quelques pas au jardin public. J'appartiens à une génération où les gens marchent deux par deux pour profiter des dimanches ensoleillés. Les gens de ma génération, souvent, marchent en se parlant et en se racontant leurs histoires. Ils marchent le long des avenues et des rues achalandées puis, en

revenant chez eux, ils savourent la vie à la vue de leur voiture stationnée le long de la rue où ils habitent. La voiture leur servira sans doute demain pour aller loin, très loin et très vite, bien plus vite et bien plus loin que le marcheur le plus chevronné.

J'appartiens à une génération qui a perdu son corps puisqu'elle ne connaît pas la fatigue qui aiguise notre perception du monde. Ménageant son souffle, la génération à laquelle j'appartiens n'a plus besoin d'aide, puisque tout est là, à portée de la main, que tout est possible, que tout est permis. Les objets sont tous là, aux étagères des magasins, dans une lumière crue. Car vraiment, la génération à laquelle j'appartiens ne croit qu'à la condition de voir, et de bien voir, de voir complètement, entièrement. La perte de foi que vivent, avec la plus grande ignorance, les gens de mon âge, est peut-être

due à l'erreur dans laquelle nous ont plongés nos parents, à savoir que la technologie allait enfin nous sortir, et cette fois pour du bon, du Moyen Âge.

Il est possible qu'en lui ajoutant une troisième main, un homme devienne plus performant. Qu'il ait alors la possibilité d'exécuter au piano des œuvres d'une très haute complexité, qu'il puisse, dans son quotidien, aller plus rapidement dans l'exécution des choses, par exemple en transportant trois valises à la fois ou en tapant à trois mains sur le clavier d'un ordinateur, qu'il puisse aussi, dans un autre ordre d'idée, se brosser les dents tout en se savonnant les mains. Mais un homme à trois mains sera toujours dépassé de son véritable corps.

La technologie de la vitesse est devenue, à l'instar de ce troisième bras, une prééminence si efficace qu'il nous est devenu impossible de nous en débarrasser. Aujourd'hui, nous allons encore plus vite, et un jour, peut-être rattraperons-nous la lumière. Mais cette fuite vers l'inconnu devient meurtrière car la génération à laquelle j'appartiens va de plus en plus vite et sait de moins en moins vers quoi elle se dirige. Ce rapport inversement proportionnel entre la technologie et l'esprit a créé une brèche dans la foi. Et cette brèche s'élargit d'autant plus que la vitesse est attirante. C'est pourquoi, lorsque je regarde le monde, j'entends cette phrase tirée du livre de l'Écclésiaste : « Ne va pas trop vite vers la connaissance ». ●

LE TROISIÈME BRAS,
2001, GRAPHITE
SUR PAPIER

SITES INTERNET



L'ANTIPUBLICITÉ

adbusters.org
antipub.net

Les fêtes nous auront gavés de victuailles et de cadeaux. Elles nous auront aussi étourdis par les bombardements publicitaires. Pourquoi ne pas s'aérer l'esprit et reprendre pied en faisant un détour sur des sites qui nous rappellent des évidences enfouies sous des montagnes de slogans, avant que ne reprennent les hostilités aux approches de la Saint-Valentin et de Pâques? Bien sûr il y a l'incontournable site du regroupement *Adbusters* de l'Ouest canadien. On y retrouve des analyses de grande qualité sur un lot de sujets qui touchent de près ou de



loin la consommation, la publicité, l'écologie. Il faut évidemment faire un tour sur l'exposition de leurs fausses publicités et de leurs contre-publicités. La statue de la liberté prise d'obésité; une femme, chargée de paquets, au visage flanqué d'un groin; le ventre gonflé, difforme, d'un enfant famélique au côté d'une « bedaine de bière », ou encore le drapeau américain qui a troqué ses étoiles pour des logos de grandes firmes commerciales.

Ceux et celles qui sont allergiques à la langue anglaise peuvent visiter un site français équivalent qui regroupe l'association *Résistance* à l'agression publicitaire et la revue *Casseurs de pub*, dont les noms disent bien leurs objectifs. Là aussi textes, images et même vidéo nourrissent une réflexion critique sur l'omniprésence de la pub, l'idéologie de la consommation qui nourrit un pillage insensé de la terre aux conséquences désastreuses pour les générations qui viennent.

Nous y trouvons le texte particulièrement intéressant d'une saynète antipublicitaire jouée en théâtre de rue lors de la Journée sans achat, le 24 novembre. Parodiant une liturgie, elle met en scène un prêtre au temple de la consommation présidant la grand-messe à la gloire du Grand Capital. La célébration comprend entre autres un sermon imprécatoire contre les hérétiques qui mettent en doute le dogme de la croissance économique infinie et contre l'obscurantisme des disciples de ce Jésus qui prêchait la simplicité et la pauvreté. L'offertoire est particulièrement cinglant : « Prenez et mangez-en tous, ceci est le corps de la terre que nous allons piller pour vous. Prenez et buvez-en tous car ceci est le calice de la sueur des hommes, la sueur de ceux qui travaillent pour nous. »

JEAN-CLAUDE RAVET

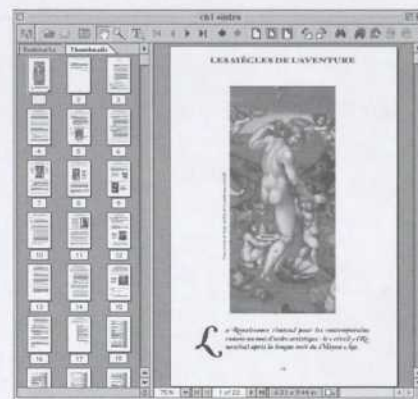
CD-ROM



LES GRANDES FIGURES DU MONDE MODERNE

JOSIANE BOULAD-AYOUB ET FRANÇOIS BLANCHARD,
QUÉBEC, LES PRESSES DE L'UNIVERSITÉ LAVAL, 2001

Cet ouvrage de référence met à profit les supports CD-Rom et Internet. Dans une pochette à l'endos de la couverture, un CD-ROM offre le contenu du livre en format pdf. Les illustrations en noir et blanc, d'ailleurs très nombreuses, y sont reproduites en couleurs. Un aspect plus significatif : à la fin de chaque chapitre – et il y en a 25 – ont été ajoutés de nombreux hyperliens (près de 300) qui renvoient à des sites Internet touchant au sujet traité. Cette idée originale est sujette, cependant, aux fluctuations trépidantes dont souffre le Net. Près du tiers des sites listés sont en effet déjà devenus inopérants. De plus, comme si les auteurs avaient été fatigués de la

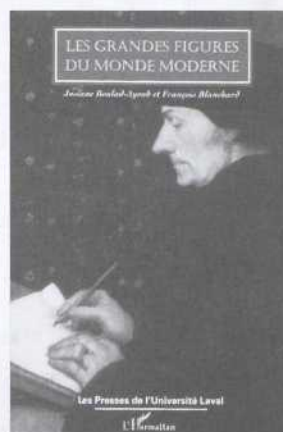


recherche, plus les chapitres avancent plus l'offre de sites se fait rare.

La facture du livre est résolument scolaire. Y prédomine un souci pédagogique manifeste tant pour la rédaction et le graphisme que pour le choix des illustrations. Il sera utile à des étudiants de cégeps. Chacun des petits chapitres, introduit par un résumé, aborde une ou quelques figures emblématiques de la modernité, selon un ordre chronologique s'échelonnant de la Renaissance à la Révolution française. De larges extraits de textes clés occupent une place importante, de même que de courts encadrés précisant des concepts, résumant des œuvres, etc.

S'il est certes difficile d'allier à la fois survol introductif et analyse critique, il apparaît évident, malgré un couvert exhaustif – science, art, économie, philosophie, politique – des différents éléments constitutifs de la modernité, que les auteurs sont habités par un parti pris rationaliste. L'option chronologique, discutable, laisse difficilement émerger tant les filiations que les oppositions de pensée entre les différentes figures fondatrices et peut laisser croire à un processus plus ou moins homogène : le progrès de la Raison, confondant ainsi modernisation et modernité. L'absence d'introduction et de conclusion, qui auraient permis de dissiper cette confusion, est certainement une faiblesse regrettable à cet égard.

JEAN-CLAUDE RAVET



VIDÉO



APRÈS...

RÉALISATION : LISA FITZGIBBONS
 SCÉNARISATION : LISA FITZGIBBONS
 PRODUCTION : JACQUES MÉNARD
 DISTRIBUTION : ONF
 DOCUMENTAIRE, COULEUR, 50 MIN

C'est toujours avec un peu d'appréhension que je regarde un nouveau film sur le suicide. Je me demande comment il va aborder cette dure réalité qui, dans notre société, touche beaucoup de jeunes, mais pas seulement des jeunes. Le phénomène constitue, en effet, un réel problème de santé publique. En 1997, on estimait qu'au Québec 1351 personnes s'étaient suicidées, 1017 d'entre elles étant des hommes. Les taux de mortalité les plus élevés sont observés chez ceux âgés de 20 à 44 ans. Il n'est donc pas étonnant que dans ce nouveau documentaire, trois enfants survivent au suicide de leur père.

Après... ne traite pas du phénomène en tant que tel, il s'attache aux traces qu'il laisse dans la vie de ceux et celles qui tentent de continuer à vivre après le choc de la disparition. La mort d'un proche est toujours une épreuve. Trame de la vie

rompue, faisceau de relations brisé et silence face à un trou noir. Il faut le temps du deuil pour émerger et entrevoir un sens à ce passage. Et qui plus est lorsqu'il s'agit d'un suicide! Reproche ou sentiment d'abandon, remords et culpabilité sont alors au rendez-vous. Une vie brisée en brise parfois d'autres. Lambeaux, fragments... : les morceaux ne se recollent que lentement, année après

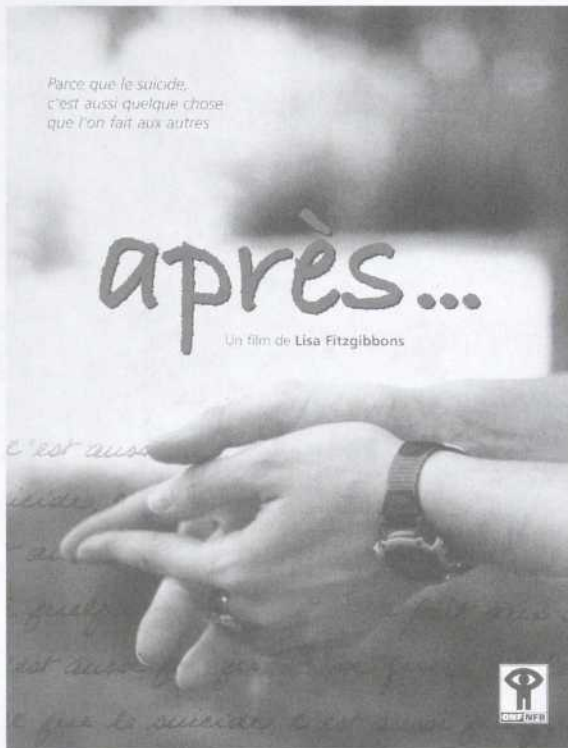
la blessure. Encore faut-il réussir à prononcer ces mots.

C'est à ce travail de parole que s'est livrée la réalisatrice, Lisa Fitzgibbons, qui elle-même a vécu ce drame dans sa vie et qui n'a appris la vérité que quelques années plus tard. Les propos sonnent très juste dans la bouche de Robert, Anne-Marie et Lisa. Chacun, à sa façon, explicite la manière dont il a vécu et cherché à comprendre la mort d'un père trop tôt enlevé à son affection. Le suicide est arrivé au bout d'une descente aux enfers : pédophilie suivie de prison pour l'un, toxicomanie pour l'autre. Aucune haine ne s'exprime de la part de leur descendance – et pourtant il y aurait de quoi –, simplement le désir de relier les fils pour briser le silence et ainsi trouver sa place dans la chaîne de la vie.

Justesse, aussi, des images. Lieux évocateurs : pont de Toronto, feuillages d'automne et de printemps bruissant au vent, alternances d'ombre et de lumière, maisons en ruines conservant des pans de mur entiers, ouvertures... Beauté des visages que les larmes et la souffrance ont burinés. Tout est porteur de sens. Et l'on se surprend à regarder sa propre histoire, et la

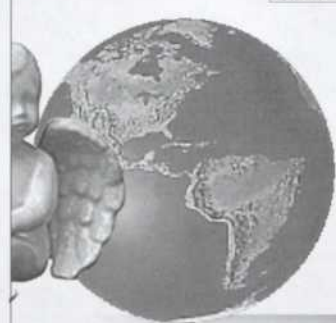
manière dont on a relu la mort d'êtres proches, avec des accents de vérité.

ANNE-MARIE AITKEN



année sous l'effet de la parole. Seuls les mots permettent de retrouver le fil des événements, seuls les mots posés sur des lieux de souffrance permettent de guérir

radio **Première** CHAÎNE



Une planète, des religions

Un grand magazine d'actualité sur les religions

Dimanche 23 h

Une émission de Michel Morin

Écoutez pour voir.

106.3 FM Québec
95.1 FM Montréal
90.7 FM Ottawa-Hull

www.radio-canada.ca/radio

Ce que nous apprend l'histoire

ÉRIC J. HOBBSBAM, *LES ENJEUX DU XXI^e SIÈCLE, ENTRETIENS AVEC ANTONIO POLITO, BRUXELLES, ÉDITIONS COMPLEXE, 2000, 200 P.*

Entrevoir l'avenir à partir de la riche expérience du passé, telle est l'entreprise de ce livre passionnant. Éric Hobsbawm est un des grands historiens anglo-saxons contemporains. Marxiste né en 1917, spécialiste du XIX^e siècle, il a vécu le XX^e siècle « en spectateur engagé » et en a publié une synthèse remarquable : *L'âge des extrêmes : histoire du court XX^e siècle*.

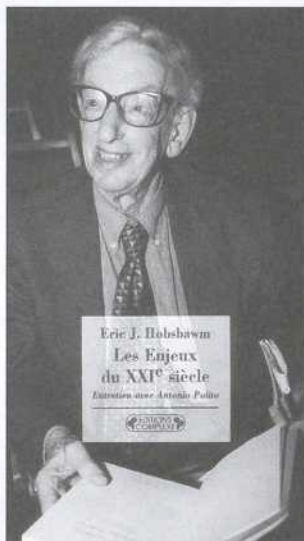
Dans ce livre d'entretiens, l'historien de 84 ans réfléchit successivement sur les transformations en matière de guerre et de paix, sur le déclin de l'empire occidental, le village planétaire, l'avenir de la gauche, l'être humain dans la mondialisation, les impacts prévisibles de la technologie et de la démographie, etc. Avec le recul que lui permet sa profonde connaissance des siècles passés, il dégage les tendances de fond au-delà des événements, même spectaculaires, qui retiennent notre attention.

Il montre, entre autres, comment ce qu'on prend souvent un peu facilement pour des « acquis » du passé (les règles du jeu internationales, l'adhésion des citoyens à leur État-nation, la prédominance des superpuissances) sont beaucoup plus fragiles qu'on ne le croit. Pour lui, on assiste à un retour des « seigneurs de la guerre » et des armées privées, à une profonde remise en question des équilibres traditionnels fondés sur la souveraineté absolue des États, à un affaiblissement de l'identification collective au profit des intérêts individuels, et donc au recul (temporaire?) du politique au profit de l'économique.

Pourtant, il ne croit pas que les États-Unis puissent vraiment dominer durablement la planète, que la mondialisation soit automatiquement synonyme de néolibéralisme économique ou qu'il y ait un réel problème alimentaire en raison de l'accroissement démographique. Pour lui, il ne faut jamais oublier que les condi-

tions de vie de l'immense majorité des habitants de la planète sont bien meilleures à la fin du XX^e siècle qu'au début, que les guerres ne se sont jamais faites pour autre chose que des intérêts nationaux (malgré les nobles justifications qu'on cherche généralement à leur donner), ou que les États-Unis ont été construits sur une base révolutionnaire.

S'il est évident que la mondialisation est un courant irréversible et que l'économie de marché s'est révélée la plus productrice de richesse, il n'est pas ques-



tion pour autant d'accepter une « société de marché ». Pour Hobsbawm, l'économie et la politique sont deux logiques concurrentes, et l'un des plus grands enjeux du XIX^e siècle sera de trouver les nouvelles formes du politique dans un environnement de plus en plus global et planétaire.

Interrogé récemment sur les événements du 11 septembre, Hobsbawm y voyait la confirmation de deux intuitions déjà exprimées : « La superpuissance américaine, la seule vraie puissance, n'est pas en mesure de gouverner le monde »; et « les guerres du XXI^e siècle n'opposeront plus seulement les États, mais verront également s'affronter les États et les organisations non gouvernementales, suffisamment riches et puissantes pour les combattre ».

DOMINIQUE BOISVERT

Fascinant et décevant!

SUZUKI, DAVID (EN COLLABORATION AVEC AMANDA MCCONNELL), *L'ÉQUILIBRE SACRÉ. REDÉCOUVRIR SA PLACE DANS LA NATURE, TRADUIT DE L'ANGLAIS PAR JEAN CHAPDELAIN GAGNON, MONTRÉAL, FIDES, 2001, 301 P.*

Scientifique réputé et vedette consacrée de télévision (*The Nature of Things*), David Suzuki est un des leaders canadiens de la cause environnementale. Dans *L'équilibre sacré*, David Suzuki nous dévoile sa vision de l'être humain et affirme la nécessité pour ce dernier de redécouvrir sa place dans la nature. Sa solution est claire : il faut redécouvrir et cultiver les liens qui nous rattachent à la nature et s'inscrire dans la sacralité. « En fin de compte, le changement crucial en est un d'attitude : il faut que les humains se perçoivent dans un rapport différent avec le reste de la nature ».

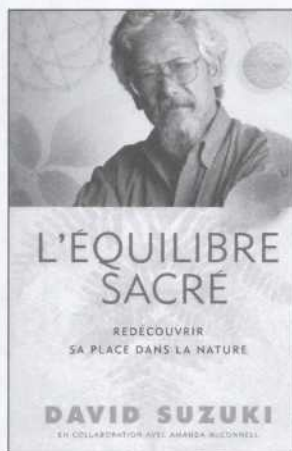
La démarche du Suzuki s'étale sur neuf chapitres : un chapitre d'introduction qui dénonce l'abus de la consommation, quatre chapitres sur les éléments fondamentaux : l'air, l'eau, la terre, le feu. Le chapitre 6 propose une vision de l'écosystème : l'interconnexion, la diversité, l'hypothèse Gaïa. Le chapitre 7 (la loi de l'amour) insiste longuement sur les besoins d'amour des êtres humains : « Pour planifier à bon escient un avenir durable, il est fondamental que chacun de nous ait la possibilité de faire l'expérience de l'amour, de la famille et d'autres espèces ». Le chapitre 8 propose un retour au sacré. « Quel est le sens de la vie? Réponse : la vie. Pourquoi sommes-nous ici? Réponse : pour être ici, pour être en symbiose, pour être. Le monde fait des tas de choses : il boucle le cycle de l'eau, forme le sol, fait pousser les champignons, crée les bactéries, invente l'or, le granit, le rayonnement électromagnétique, les châtaigniers. Et à travers nous, il devient conscient ». Enfin, un dernier chapitre (restaurer l'équilibre) suggère des pistes d'action et esquisse le portrait de quelques personnes engagées, y compris celui de sa propre fille.

Il m'a semblé que le livre de Suzuki contient le meilleur et le pire. Le meilleur, c'est la partie scientifique de l'œu-

vre, surtout les chapitres 2, 3, 4 et 5. Réfléchissant sur l'air, l'eau, la terre et le feu, l'auteur décrit à la fois le processus d'évolution de la terre et les processus proprement biologiques de notre corps, y intégrant également leur dimension symbolique. Les quatre chapitres sont un bijou.

La sauce se gâte quand Suzuki applique d'une manière presque linéaire à l'être humain ses considérations sur la nature. Pour lui, l'ordre de la nature devient une norme, une exigence. Le *is* est un *ought*. Escamotant presque les faits de culture, il opère un saut herméneutique comme si la nature parlait et était un livre ouvert. « Nous sommes des êtres sociaux, des animaux grégaires qui dépendent les uns des autres à chaque étape de notre vie ». « Partout dans l'univers, mais imperceptiblement, toute matière tend à s'agglutiner ». Malheureusement, Suzuki ne parle pas de la violence interspécifique et intraspécifique, ni des fondements biologiques de l'agressivité. « La loi de l'amour est aussi fondamentale et aussi universelle que toute loi physique ». « En milieu urbain, notre besoin génétiquement programmé d'être avec d'autres espèces est habituellement frustré, ce qui nous rend nostalgiques ». Il suggère la « biophilie ».

Dans le chapitre sur la sacralité, Suzuki propose une mystique de fusion avec la nature. Il parle de divin, de sacré, mais pas de religieux. Sa pensée n'est jamais polémique, mais parfois simplifi-



catrice. « Les premières formes des religions mondiales contemporaines – tels l'hindouisme, le judaïsme, le christianisme et l'islam – présentaient un monde animiste et intégré ».

Sans le dire trop clairement, il nous propose une espèce de panthéisme fusionnel. « La science – comme nos mythes – nous apprend où se trouve l'immortalité : dans le monde où nous résidons, dans la matière dont nous sommes faits. La matière n'est pas mortelle ; [...] elle est transformationnelle, elle évolue dans le temps et l'espace, d'une forme à une autre, et ne se perd jamais ». Dans le chapitre 2, Suzuki faisait le même parallèle : « Chaque jour, nous absorbons dans l'air des atomes qui furent un jour partie d'oiseaux ou d'arbres, de serpents ou de vers, parce que toutes les formes aérobies de vie partagent le même air ». Suzuki n'élabore pas d'anthropologie du sacré, ni du rapport pourtant bien documenté du sacré à la violence.

Le livre de Suzuki est donc un mélange de science biologique approfondie et de mystique primitive fusionnelle, pré-technique, pré-industrielle, pré-agricole.

Il constitue une protestation radicale mais douce contre la société de consommation et contre la culture urbaine. Conceptuellement, Suzuki n'est pas capable de rendre compte de la situation réelle. La pensée est nourrie d'auteurs « deep » et le texte émaillé de citations de tous genres. À la page 189, il cite un texte de Jean-Paul II, probablement une glose, tellement éloigné du texte original que le traducteur se sent obligé de citer l'original authentique.

Au total, un très beau livre, généreux et bien intentionné. Mais un livre inquiétant de diffusion de la culture scientifique compte tenu de sa faiblesse épistémologique.

ANDRÉ BEAUCHAMP

La boue et le sang

DAVID B., *LA LECTURE DES RUINES*, BRUXELLES, DUPUIS COLL. « AIRE LIBRE », 2001, 88 P.

En 1917, Jan van Meer, folkloriste et citoyen hollandais engagé par les services secrets alliés, se voit confier une mission pour le moins étrange : se lancer à la recherche d'un scientifique disparu ... mais tout mettre en œuvre pour ne pas le retrouver. En clair, servir d'appât pour égarer les espions allemands sur de fausses pistes. Cependant, sitôt la mis-



LIBER

JEAN LADRIÈRE
Les enjeux de la rationalité
NOUVELLE ÉDITION

240 pages, 23 dollars

Éthique publique
vol. 3 n° 2
ÉTHIQUE DE LA MAGISTRATURE

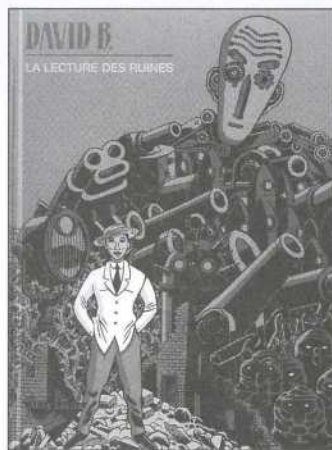
184 pages, 20 dollars

JEAN-FRANÇOIS MALHERBE
Déjouer l'interdit de penser

136 pages, 18 dollars

parutions récentes

sion entamée, l'ingénieur Hellequin, savant fou, inventeur du canon à rêves, du fil barbelé végétal et grand décrypteur de l'alphabet des ruines, apparaît ouvertement devant van Meer dans le quartier des coupe-gorge londoniens. Du coup, le canevas classique de la course-poursuite sans fin est complètement brouillé, au profit d'une mise en scène de la folie qui habite tous les personnages et donne le ton à l'aventure : une folie engendrée par la guerre.



La paire formée de Jan van Meer et de Hellequin, deux êtres torturés par l'imaginaire, est féconde d'un onirisme très attachant. Le premier est passionné par le folklore qui surgit des cauchemars des soldats, un arsenal de superstitions et de présages annonçant leur mort prochaine. David B. peuple son livre de ces mythes des tranchées que les *barbus* échangeaient entre murmures et chuchotements, fantasmes et légendes effrayantes. Hellequin, quant à lui, s'égaré du côté de cette folie poétique qui mène le scientifique à lire les lettres de l'alphabet dans les ruines et les décombres ou sur les traits des cadavres qui jonchent les boyaux fangeux d'Ypres, pour y déchiffrer le message de la guerre : « Il n'y aura que des vaincus. Nous allons tous mourir ».

Ces personnages, que n'aurait pas reniés Jorge Luis Borges, nous entraînent jusque dans les bas-fonds de Londres, où les Zeppelin allemands sèment la mort et les ruines. On y rencontre une foule cosmopolite et bigarrée de bandits, un capitaine britannique amputé de toutes parts, un policier français entretenant des liens

douteux avec ceux qu'il devrait pourchasser ainsi qu'une femme étrange, Mina, qui d'abord s'opposera aux desseins de van Meer, mais dont l'amour pour le héros servira d'épilogue au livre.

L'histoire hallucinée de *La lecture des ruines*, peuplée de personnages incongrus, est en même temps une plongée dans l'horreur de la Grande Guerre et un voyage poétique dans son inconscient. Un onirisme que l'on retrouve dans le remarquable parti pris graphique adopté par David B. : un trait naïf marqué par l'encre noire indélébile, alternant le chaud et le froid par des couleurs très tranchées qui, tout en rendant les personnages sympathiques, n'aseptise en rien le cauchemar des tranchées. Bande dessinée sombre, *La lecture des ruines* nous rappelle, à une époque où l'on prétend mener la guerre comme on fait une grosse lessive, que les matériaux premiers de tout conflit sont d'abord la boue et le sang.

CLAUDE RIOUX

Les femmes changent le temps

DOMINIQUE MÉDA, *LE TEMPS DES FEMMES*.
POUR UN NOUVEAU PARTAGE DES RÔLES, PARIS,
FLAMMARION, 2001, 199 P.

Grâce aux études qu'elles mènent avec autant de succès que les hommes, sinon plus, les femmes accèdent aujourd'hui à toutes les sphères du travail salarié, même s'il reste encore des progrès à faire dans l'équité salariale. Face à cette nouvelle situation, Dominique Méda, sociologue française, constate que les structures sociales et les mentalités n'ont pas évolué. Les représentations du partage des rôles entre les hommes et les femmes sont restées les mêmes, si bien que les femmes se retrouvent à faire des journées doubles de celles des hommes.

Pour remédier à cette disparité, l'auteure ouvre plusieurs avenues : partager totalement les tâches domestiques et parentales entre les hommes et les femmes, revoir en profondeur l'organisation du

travail dans les entreprises et dans la fonction publique, rendre effectif le droit à la garde des jeunes enfants. Sans en avoir l'air, ces propositions constituent un retournement de perspectives. Il ne s'agit pas seulement d'aménager le temps de travail, par exemple en proposant des temps partiels aux femmes, ce qui est une manière de recréer une nouvelle disparité. Ce qui est en cause est le sens du travail qui polarise une grande partie de la vie. Les femmes ne souhaitent pas seulement l'égalité professionnelle, elles souhaitent une meilleure qualité de vie en consacrant du temps au travail, mais aussi aux enfants et à la vie sociale et militante. Elles revendiquent donc de changer les mentalités et une nouvelle organisation du travail.

L'auteure étaye sa réflexion sur des expériences européennes, notamment celles des pays nordiques et de l'Italie, dans lesquelles a eu lieu un vaste débat public sur le projet de société désiré, à la recherche de modèles plus diversifiés se caractérisant par le souci d'équilibre entre les différentes sphères de la vie :



amoureuse, parentale, amicale, sociale et professionnelle. Dans ce domaine, les débats purement techniques et économiques sur le développement des services de proximité ou de garde doivent absolument être encadrés par des débats de société pour ne pas s'en tenir à de seuls propos marchands.

ANNE-MARIE AITKEN

Soirées ReLations

À MONTRÉAL

Peut-on encore réhabiliter le politique au Québec?

Avec M. Jean-Pierre Charbonneau, président de l'Assemblée nationale

LUNDI 21 JANVIER 2002, 19 h 00, À LA BIBLIOTHÈQUE NATIONALE, 1700, RUE SAINT-DENIS.

Conscience africaine, valeurs planétaires

Plusieurs artistes et intellectuels d'origine africaine seront présents

LUNDI 11 FÉVRIER 2002, 17 h 00, AU GESÙ, 1200, RUE DE BLEURY.

À QUÉBEC

Israël-Palestine : la paix impossible?

Débat après visionnement d'un film sur la réalité palestinienne

MARDI 29 JANVIER 2002, 19 h 00, À L'UNIVERSITÉ LAVAL (SALLE À CONFIRMER).

Renseignements : Françoise Nduwimana (514) 387-2541 ou fnduwimana@cjf.qc.ca

Contribution volontaire : 5 \$

ReLations

société politique religion

8 NUMÉROS PAR ANNÉE, 44 PAGES

4,95 \$ PLUS TAXES

ABONNEZ-VOUS...

UN AN : 30 \$ DEUX ANS : 55 \$

À L'ÉTRANGER (UN AN) : 35 \$

ÉTUDIANT : 25 \$ (SUR JUSTIFICATIF)

par téléphone : (514) 387-2541

par télécopieur : (514) 387-0206

par courriel : relations@cjf.qc.ca

par la poste :

Relations

a/s Mme Hélène Desmarais

25, rue Jarry Ouest

Montréal (Québec) H2P 1S6

Oui, je désire un abonnement de _____ an(s), au montant de _____ \$

NOM _____

ADRESSE _____

VILLE _____

CODE POSTAL _____ TÉLÉPHONE (_____) _____

Je désire également envoyer un abonnement de _____ an(s), au montant de _____ \$
à la personne suivante :

NOM _____

ADRESSE _____

VILLE _____

CODE POSTAL _____ TÉLÉPHONE (_____) _____

Montant total : _____ \$ Je paie par chèque (à l'ordre de Relations)

Visa Mastercard

NUMÉRO DE LA CARTE _____

EXPIRATION _____ SIGNATURE _____

LE DEVOIR

*Un témoin
incontournable*



C'est bien pensé,
bien écrit.
C'est différent...

Le journal indépendant